

« Normalisation » franco-vietnamienne

Plus de trente ans après la signature des accords de Genève, Paris et Hanoï viennent de s'entendre sur le rapatriement des restes de milliers de soldats français inhumés au Vietnam. Leur exhumation et leur transport commenceront en octobre et s'étaleront sur plusieurs années. Une nécropole sera construite pour les recevoir.

Cette opération, qui est l'aboutissement d'une négociation entamée en 1984, témoigne de la normalisation des relations entre les deux capitales. Elle rappelle aussi la distance qui sépare la France de son ancienne possession d'Indochine.

Après les accords de Genève de 1954, qui avaient débouché sur la partition provisoire du Vietnam, les Français étaient demeurés présents dans le Sud tout en prenant une position de plus en plus nette contre l'intervention militaire américaine. Rompus en 1965, à l'initiative du général Ky, les relations diplomatiques entre Paris et Saigon avaient été rétablies au niveau des ambassadeurs en 1973, au lendemain de la signature, dans la capitale française, d'accords de paix qui ne furent jamais appliqués. Cette attitude, française n'avait alors guère été appréciée à Hanoï, sans pour autant remettre en cause les relations diplomatiques entre la France et le Vietnam socialiste.

Au lendemain de la victoire communiste de 1975, une visite officielle en France de M. Pham Van Dong, le premier ministre vietnamien, avait laissé espérer un rapprochement des liens. La coopération bilatérale, pensait-on à l'époque, pourrait être renforcée sur de nouvelles bases. D'autant que, entre Paris et Hanoï, il n'existait plus, à vrai dire, de contentieux insurmontables. Et puis, le Vietnam réuni avait besoin de la France comme d'une fenêtre sur un Occident qu'il connaissait mal, et avec lequel il semblait avoir intérêt à prendre langue. Ne serait-ce que pour faire contrepoids à son puissant voisin chinois, avec lequel les relations s'étaient dégradées.

En dépit de plusieurs accords bilatéraux, ce rapprochement ne s'est pas fait. La France a soutenu, pendant quelques années, que le Vietnam devenait un point d'ancrage de sa politique régionale. Mais l'occupation du Cambodge par les troupes de Hanoï a mis fin à cet espoir. Depuis 1979, Paris a même procédé à une sorte de réajustement de sa politique en attachant davantage d'attention aux Etats non communistes d'Asie du Sud-Est, dont le développement s'est confirmé au cours des deux dernières décennies, ce qui n'a pas été le cas de l'ancienne Indochine française.

Paris n'en demeure pas moins l'une des rares capitales occidentales à entretenir des relations officielles avec Hanoï. L'existence d'une importante diaspora en France devrait inciter les autorités vietnamiennes à ne pas négliger ce partenaire, avec lequel demeurent des liens culturels et de nombreuses affinités. Encore faudrait-il qu'on s'en persuade à Hanoï, et que la nouvelle génération de dirigeants qui s'approprient à prendre le relais des anciens lieutenants d'Ho Chi Minh se convainque que les relations franco-vietnamiennes ne sont pas à ranger au musée de l'histoire.

Après le nucléaire, la Nouvelle-Calédonie

La France en accusation au Forum du Pacifique sud

Le seizième Forum des pays du Pacifique, qui regroupe treize pays indépendants de la région, se tiendra à Suva, capitale des îles Fidji, du 8 au 11 août. Une nouvelle fois, la France risque fort de se trouver en position d'accusée. Tout laisse, en effet, penser que le Forum demandera la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur les listes du comité de décolonisation de l'ONU.

Avant-hier le nucléaire, hier le Rainbow Warrior, aujourd'hui la Nouvelle-Calédonie... Décidément la France, ou plus exactement les initiatives de ses dirigeants, n'a pas fini de susciter tempêtes politiques et réprobation morale dans les mers du Sud.

A peine réglée, à l'amiable et à son avantage, l'affaire Turenge, conséquence directe de ses activités nucléaires sous les lacs polynésiens, Paris va se retrouver, une fois encore, au banc des accusés lors du sommet annuel des pays du Forum du Pacifique sud, du 8 au 11 août, aux îles Fidji.

L'an dernier, à pareille époque, c'est sa politique d'essais nucléaires qui avait valu à la France la condamnation des nations du Forum, réunies à Rarotonga (îles Cook) pour signer un traité établissant dans leur région une zone dénucléarisée. De la Nouvelle-Calédonie, il avait à peine été question dans le commu-

nié, sinon pour se féliciter de son évolution vers un statut d'indépendance-association.

Cette année, les critiques ne devraient pas être moindres, mais les priorités sont inversées. Après l'intermède « Turenge » — qui n'a guère réhaussé le prestige de la France en Océanie — tout indique, en effet, que la question néo-calédonienne aura la vedette.

La politique de M. Jacques Chirac et Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer, indique-t-on de sources diplomatiques, ne va pas seulement susciter une unanimité, plus ou moins forcée, dans l'opprobre. Elle devrait également favoriser l'adoption d'une demande de réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste de l'ONU des territoires à décoloniser.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(Lire la suite page 2.)

Ordonnance sur l'embauche et loi sur la privatisation

La cohabitation entre dans des eaux calmes

La loi sur la privatisation de soixante-cinq entreprises, signée par le président de la République, entre en vigueur ce jeudi 7 août, après sa publication au « Journal officiel ». Après que M. Mitterrand eut refusé de signer l'ordonnance de privatisation, M. Chirac avait accepté de soumettre ce projet au Parlement. Au moins pour un temps, la cohabitation entre dans des eaux calmes.

Trois semaines : c'est le bref délai que le gouvernement a dû consentir pour mettre en place les conditions légales entre le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance et la promulgation de la loi. Cette rapidité tient largement au fait que ni le chef de l'Etat ni les députés n'ont saisi le Conseil constitutionnel. Certains y verraient à juste titre la marque de l'influence du président sur le comportement du PS. Mais les responsables de ce parti ne veulent pas engager, comme l'opposition le faisait avant mars, des seules décisions du Conseil constitutionnel comme une sorte de censure. Ne serait-ce que pour démasquer les critiques de la majorité contre le Conseil constitutionnel, qui sont de plus en plus explicites.

En outre, les socialistes ne voulaient pas prendre le risque d'une décision de conformité du juge suprême puisse être comprise, dans l'opinion, comme une approbation des choix de M. Chirac et un désaveu de M. Mitterrand.

L'un et l'autre sont aujourd'hui satisfaits. Le premier ministre per-

ce qu'il a durci son texte au Parlement, au point que ses partisans parlent aujourd'hui d'un « canotier » pour le chef de l'Etat. Mais ce dernier s'est posé en défenseur de l'indépendance nationale et de ses propres réalisations, en même temps qu'il montrait bien qu'un président de la V^e République, même en période de cohabitation, n'est pas voué à « inaugurer les chrysanthèmes ».

La prochaine possibilité d'accroissement n'apparaît qu'au début du mois prochain, lors de l'examen de l'ordonnance redécoupant les circonscriptions législatives. Si celle-ci devait déplaire au président, le risque de crise serait alors plus réel qu'en matière de privatisation, l'affaire étant politiquement plus délicate. Si au contraire cette ordonnance était acceptée sans difficultés, les problèmes de cohabitation ne seraient plus entre Matignon et l'Elysée, mais au sein même de la majorité, lors de la discussion et du vote du budget pour 1987.

(Lire nos informations page 5.)

Un entretien avec M. Philippe Séguin

« L'objectif n'est plus le plein emploi productif »

Avec l'ordonnance sur le travail « différencié », M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a franchi une nouvelle étape dans la mise en place de sa politique.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il s'explique sur les autres volets de son action contre le chômage.

« Vous parlez d'un nombre de 2 à 2,5 millions de chômeurs « totalement incompressibles », alors que M. Barre ne s'attend pas à des résultats satisfaisants pour l'emploi en 1986. L'Etat est-il condamné à ne pas disposer de moyens efficaces contre le chômage, ou le plein emploi est-il devenu un objectif inaccessible ?

— Il est temps de renouveler nos analyses. C'est une question de lucidité et de courage. Dire que 2 ou 2,5 millions c'est un nombre de chômeurs incompressible ne signifie pas qu'il n'y a rien à faire, sinon à baisser les bras. Mais le changement de politique économique — qui est indispensable — ne peut à lui seul, à échéance prévisible, favoriser le retour à une situation de plein emploi, ou de quasi plein emploi.

« Si nous continuons à réfléchir sur la base des modèles classiques, nous ne pouvons espérer au mieux, d'ici deux ou cinq ans — sous réserve d'un effort significatif en matière de « traitement social », — qu'une relative stabilisation de la demande d'emploi. Il faut dire les choses comme elles sont : le secteur productif et le tertiaire traditionnel ne peuvent plus à eux seuls répondre à la demande.

« Quantitativement, c'est une évidence. Les réserves de productivité de l'industrie et des services classiques sont épuisées, et la compétition internationale les fera jouer toujours plus à plein. Il y a désormais un décalage structurel entre le rythme de l'évo-

lution technologique et la capacité d'adaptation, sur la base des modèles traditionnels, du corps social.

« Qualitativement, la demande est en train de se diversifier. Il y a une aspiration à de nouvelles formes d'activité, à une nouvelle organisation du travail. Je n'y puis rien, je constate : le modèle du travail salarié fixe, stable, à temps complet, à vie, est en train d'éclater.

« Et si on était tenté d'attendre bêtement la fin du chômage, voyons ce qui s'est passé au Royaume-Uni. Je suis de ceux qui estiment que M^{me} Thatcher a plutôt réussi sa politique économique. Mais l'amélioration de l'emploi — qui ne continue d'ailleurs plus au même rythme — n'a pas empêché l'augmentation du chômage... C'est un sacré sujet de réflexion.

— Que faire dans ces conditions ?

— Il doit donc être clair que la bataille pour l'emploi classique n'est qu'un aspect de la guerre contre le chômage. Cette bataille doit être conduite et gagnée. Mais, pour remporter la victoire, il faut prendre d'autres initiatives. Une politique de l'emploi doit ainsi être organisée autour de trois axes :

« Il faut d'abord qu'elle accompagne la politique économique et qu'elle favorise la capacité du secteur productif à créer de nouveaux postes de travail. C'est le sens de ce que nous faisons ou prévoyons en matière de remise en cause des contraintes qui pèsent sur les entreprises, dans le respect des droits essentiels des salariés.

« Il faut ensuite que cette offre puisse rencontrer la demande. C'est le sens notamment du développement des formations en alternance et de nos projets sur l'ANPE.

Propos recueillis par ALAIN LEBLAUME et MICHEL NOBLECOURT. (Lire la suite page 20.)

Passation de pouvoirs en Colombie

Le cœur et l'énigme

Le nouveau président colombien, M. Virgilio Barco, élu à la magistrature suprême le 25 mai dernier, devait prendre officiellement ses fonctions ce jeudi 7 août. Dirigeant du Parti libéral, il succède au conservateur Belisario Betancur.

BOGOTA de notre envoyé spécial

« Une énigme », disent certains Colombiens. M. Virgilio Barco accède à la présidence en posant à ses concitoyens des devinettes à l'infini. Depuis deux mois qu'il a été élu — et bien élu — le chef du Parti libéral s'est enveloppé d'un épais manteau couleur de nuaille, et a fui systématiquement les journalistes. Reportez-vous à mon programme, semblait-il dire à ceux qui s'interrogeaient sur la capacité et les intentions du personnage face aux problèmes qui sont bien d'ici — mais aussi

tellement d'ailleurs — : la violence, la guérilla, le trafic de drogue, le chômage et, plaie entre les plaies, la délinquance croissante de l'Etat.

Après la faconde des quatre années écoulées, un tel silence impressionne. Car les Colombiens ont vécu avec le président sortant, M. Belisario Betancur — « BB » dans les manchettes des journaux, — une sorte de show permanent où le discours humaniste alternait avec les « coups » spectaculaires dans un décor planté pour la tragédie : du tremblement de terre de Popayan au volcan d'Arméro, en passant par l'assassinat d'un ministre, les meurtriers combats du palais de justice et quelques autres hécatombes ordinaires.

« BB », un homme comme on en voit dans les régions de bonne chère et de bons livres : visage d'extraverti, verbe généreux et poignées de main à tout va. Un

président qui recevait tout le monde en son palais, qui cultivait l'amitié de Gabriel García Márquez, et qu'on a vu sous les flashes donner l'accolade au diable, c'est-à-dire à la guérilla.

M. Barco semble avoir été élu pour le contraste. Il est l'ingénieur Virgilio Barco, visage froid, un peu bougon, de vieux technicien en économie. Avoir de ses mots — il a d'ailleurs tendance à bredouiller — autant que de ses gestes, planté dans le concret comme un paysan dans son champ et doté d'une biographie en béton armé : élève au Massachusetts Institute of Technology, ministre des travaux publics puis de l'agriculture, maire de Bogota, membre du directoire de la Banque mondiale — rien que du tangible. — de quoi se faire une réputation d'homme sérieux, à l'abri des coups de cœur et de la médianse.

CHARLES VANHECKE. (Lire la suite page 2.)

CHRONIQUE DES ANNEES 60

« Une information monstrueuse »

PAGE 8

Le séparatisme basque

Le dirigeant de l'ETA « Txomin » avait proposé des négociations à Madrid avant d'être déporté au Gabon.

PAGE 4

La répression en Turquie

Nouvelles condamnations à mort.

PAGE 4

Guerre scolaire

Un amendement anodin voté par le Sénat risque de relancer le conflit autour de l'école privée.

PAGE 5

Découpage électoral

Comment éliminer le Front national des Bouches-du-Rhône.

PAGE 5

Handicapés du troisième âge

La France a encore beaucoup à faire pour rattraper son retard sur l'Allemagne ou la Suède en matière d'aide aux vieillards et aux infirmes.

PAGE 7

Investir outre-mer

Coup de pouce fiscal pour les investissements dans les DOM-TOM.

PAGE 21

Le Monde

LIVRES

● Portraits : — La vie secrète de Norman Mailer. — J. D. Salinger, le disparu volontaire.

Pages 9 à 14

Le sommaire complet se trouve page 24

L'anglais au sprint



Vous voulez apprendre rapidement l'anglais ? ILC vous propose 3 formules réservées aux sprinters :

Le module de 3 jours : 6 heures par jour plus déjeuner avec le professeur.

Le semestre bloqué : 6 heures par jour.

Les cours intensifs : 4 heures par jour pendant 2 semaines.

Les professeurs d'ILC, diplômés et de langue maternelle anglaise vous aideront à choisir lors d'un entretien personnel la meilleure formule selon vos besoins. A votre rythme et en petit comité ou en cours particuliers.

INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE ILC 20, Passage Dauphine 75004 Paris Tél. 43.25.41.37

سكائن الوطن

2 Le Monde • Vendredi 8 août 1986 •

Etranger

PHILIPPINES

Nouvelle tentative pour régler le problème de l'insurrection musulmane

MANILLE
correspondance

Manille. — Au moment où commencent, après plusieurs faux départs, les négociations avec les chefs de l'insurrection communiste, le gouvernement philippin cautionne une nouvelle tentative d'apaisement en direction de la guérilla sécessionniste musulmane dans le Sud.

Dernièrement, une délégation d'une dizaine de membres du Front de libération national Moro (FLNM) de M. Nur Misuari a pu sortir de la clandestinité et faire, armés à la main et escortés par des militaires philippins, une tournée d'inspection des différents camps d'entraînement disséminés à travers l'île de Mindanao et de l'archipel de Sulu. Le but de l'opération était de prendre la mesure du soutien de la base à M. Misuari (exilé depuis une dizaine d'années en Libye), et de mesurer la puissance de feu réelle du Front Moro. A mi-parcours, les militaires philippins ont estimé à plus de dix mille hommes les troupes rebelles bien équipées et entraînées, soit cinq fois plus que les estimations officielles.

Bien que le FLNM ait soutenu de façon tacite l'élection de M. Aquino, la délégation a pu constater qu'après quinze ans de lutte le sentiment « indépendantiste » était toujours aussi fort. Le FLNM, qui se veut l'unique représentant de la communauté musulmane aux Philippines (estimée à quatre millions) n'a en rien renoncé à son projet d'indépendance.

Ainsi, si le front devait accepter de négocier sur les bases d'une autonomie régionale, ce serait uniquement une solution provisoire, en attendant la création de la nation Moro. Reflet d'un changement d'attitudes aux Philippines, un représentant officiel du gouvernement à cette visite pense qu'aujourd'hui Manille doit accepter cet état de fait et mettre à profit le temps gagné « pour convaincre Misuari que les musulmans peuvent désormais vivre en paix avec nous ».

En dépit du langage amical entre les représentants du gouvernement et ceux du FLNM, M. Misuari a donné aux autorités des Philippines jusqu'à la fin août pour faire la preuve de leur sincérité, sinon, « le Sud sera à feu et à sang ».

Afin d'éviter le pire, on prépare activement une rencontre, bientôt à Manille, entre M. Misuari et un haut représentant du gouvernement. On estime que si un cessez-le-feu est une possibilité réelle à brève échéance, on est encore loin de l'accord politique durable. Le précédent accord, le « traité de Tripoli », signé en 1976 par MM. Misuari et Marcos, avait été, selon le FLNM, « déformé et trahi » par la « duplicité » de l'ancien président philippin. Cela dit, de sources militaires, on craint qu'une trop grande « généralité » envers les musulmans n'attire une réaction violente de la population chrétienne majoritaire dans la plupart des treize districts revendiqués par le FLNM comme « territoire historique du peuple Bangsa Moro ». Le dilemme subsiste, ici aussi.

KIM GORDON BATES.

SINGAPOUR

Mauvaise presse...

KUALA-LUMPUR
de notre envoyé spécial

Le Parlement de Singapour vient d'approuver un projet modifiant les lois sur la presse et visant à restreindre, dans certains cas, la distribution et la vente de publications étrangères. Seuls les deux députés de l'opposition se sont prononcés contre. Près de 3 700 publications étrangères sont actuellement disponibles à Singapour.

En vertu de la nouvelle loi, les autorités ont le droit de restreindre la distribution et la vente de journaux et de revues étrangères contenant des articles jugés « faux ou partisans », ceux qui

pourraient influencer les Singapouriens sur des questions « où les étrangers n'ont rien à voir » et enfin, les textes qui « jettent la doute sur les institutions de la République ». Les peines s'élevaient à 10 000 dollars de Singapour (environ 4 600 dollars américains) d'amende et/ou deux ans de prison.

Des hebdomadaires tels que The Economist et Time, des quotidiens tels Asian Wall Street Journal, USA Today et Herald Tribune sont imprimés à Singapour, qui a l'ambition de devenir l'un des grands centres de l'impression et de la communication de la région.

JACQUES BEKAERT.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 659772 F
Télécopieur : (1) 45-23-66-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauré (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet

Correspondant en chef :

Claude Salca

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 486 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 375 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 88 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,30 \$.

Le Forum du Pacifique sud

La France en accusation

(Suite de la première page.)

Côté français, on ne se faisait guère d'illusions, ces jours derniers, sur la possibilité d'échapper à une saisine du comité de décolonisation des Nations unies. Du côté des pays du Forum, on tenait « un consensus pour plus que probable ».

Dans ces milieux, on faisait valoir d'abord que « le nouveau gouvernement français, malgré certaines déclarations — démocratie, référendum, — a donné l'impression que l'objectif avait changé, que l'indépendance n'est plus de mise, que la priorité est au maintien de la Nouvelle-Calédonie au sein de la République ».

On rappelait, ensuite, que les pays du Pacifique sud étant favorables au plan de MM. Fabius et Pisani, la politique de MM. Chirac et Pons et apparue à beaucoup comme « régressive et regrettable (...) manquant de crédibilité, risquée et n'ayant certainement pas dans le sens de l'histoire ».

On soulignait, enfin, que certains gouvernements (l'Australie et la Nouvelle-Zélande, par exemple) étaient allés « très loin » pour convaincre leurs voisins, et même certains dirigeants canadiens, du bien-fondé de la politique du gouver-

nement socialiste et pour leur prêcher la patience.

Compte tenu du revirement français, ces pays peuvent-ils, aujourd'hui, ne pas faire bloc avec leurs partenaires régionaux ? Refuser de s'associer à l'initiative du « noyau dur » mélanésien (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Vanuatu et Îles Salomon) qui a pris la tête de la campagne pour la saisine du comité de décolonisation ? (1) (Le Monde du 23 juillet). Ignorer le sentiment allant, paraît-il, dans le même sens, du leader indépendantiste Jean-Marie Tjibaou ? Evidemment non, même si certains gouvernements sont loin d'être convaincus de l'efficacité d'un tel recours. Même s'ils craignent qu'il ne complique la situation en exacerbant les tensions en Nouvelle-Calédonie, dans la région et sur la scène internationale.

Un sombre tableau

L'autre grand dossier du contentieux entre Paris et les nations du Pacifique sud, celui des essais nucléaires, devrait passer, cette fois-ci, au second plan. Mais il ne disparaîtra pas pour autant.

En effet, le Forum doit adopter dans les prochains jours les trois pro-

tocoles relatifs au traité de dénucléarisation et destinés aux puissances nucléaires. On sait déjà qu'il n'est pas question que la France y appose sa signature. Pas, en tout cas, dans l'état actuel des tentatives proposées. Car signer reviendrait à légitimer un traité interdisant les essais atomiques dans le Pacifique sud, et également à contredire la doctrine française en matière de défense et de désarmement nucléaire.

Cela dit, on sait que les États-Unis et la Grande-Bretagne « hésitent » à adhérer au traité (qui interdit les essais, mais permet le passage des navires nucléaires). En revanche, la Chine et l'URSS se sont déclarées favorables à la zone dénucléarisée du Pacifique sud. A la veille du sommet de Suva, M. Gorbatchev l'a opportunément rappelé dans son discours de Vladivostok. On peut compter sur les ambitions et sur la continuité de la politique asiatique de Moscou pour tirer avantage des erreurs et tensions suscitées par d'autres puissances dans la région.

Sur fond d'immensité marine et d'îlots idylliques, le tableau paraît, cette année encore, bien sombre pour la France. La création d'un secrétariat d'Etat au Pacifique sud, censé promouvoir une nouvelle poli-

tique d'ouverture régionale, est louable en soi. Mais elle est loin d'avoir eu des effets susceptibles de compenser la perte de crédibilité et le regain de suspicion engendrés par la remise en cause du plan Fabius-Pisani.

D'ailleurs, la volonté d'ouverture française peut-elle se développer dans un tel contexte ? On paraît en avoir doute, ces temps-ci, même à Paris. Bien sûr, quelques gestes ont été faits : la réception par M. Chirac, en juillet, de Sir Davis, premier ministre des Îles Cook, en est un. Mais, alors que le gouvernement précédent avait cru bon de dépêcher un secrétaire d'Etat, M. Baylet, avant le sommet de Rarotonga pour plaider le dossier français auprès des intéressés, le gouvernement de M. Chirac s'est borné, semble-t-il, à faire effectuer à M. Gaston Flosse un passage fort discret aux Îles Fidji.

Reste que, entre la décision « quasi certaine » des pays du Forum de saisir le comité de décolonisation et l'ouverture, en septembre à New-York, de l'Assemblée générale des Nations unies, ces pays s'attendent à « une déclaration importante » de M. Chirac lors de sa visite à Nouméa, fin août. Ils y verront peut-être « plus clair », même si le moment choisi leur paraît « bien tardif ».

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) Le comité compte vingt-quatre pays, dont les Îles Fidji. Il peut proposer une date limite à la décolonisation. La Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française furent inscrites sur la liste des territoires à décoloniser après la deuxième guerre mondiale, puis retirés.

Treize pays

Le Forum du Pacifique est l'organe politique au sein duquel sont représentés 13 pays de la région. Onze États sont indépendants : Australie, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Fidji, Vanuatu, Samoa occidentales, Îles Salomon, Nauru, Tonga, Tuvalu, Kiribati ; et deux États librement associés à la Nouvelle-Zélande : les Îles Cook et l'île de Niue. Les États fédérés de Micronésie ont le statut d'observateurs.

Amériques

COLOMBIE : la passation de pouvoir

Le cœur et l'énigme

(Suite de la première page.)

Le prochain gouvernement, s'indiquait M. Barco dans une lettre, ne sera pas celui d'un seul homme, mais d'une équipe avec un programme. Ce gouvernement désignera à être jugé, non sur ses intentions, mais sur ce qu'il réalisera. Le coup de patte est décoché à M. Betancur, dont, à l'heure du bilan, ses fidèles disent volontiers qu'il n'a pas toujours réussi sans doute, mais que chaque fois le cœur y était.

Ce qui a manqué le moins à « BB », c'est, en effet, la bonne volonté. Il s'est engagé partout : en Amérique centrale pour y ramener la paix avec le groupe de Contadora, dans son propre pays pour mettre fin à la guerre civile en négociant avec la guérilla et sur quelques terrains moins voyants mais tout aussi propices aux trahisseries : la réforme des institutions politiques pour les ouvrir aux minorités, celles de la vie municipale pour substituer aux maires élus des élus du suffrage universel, et pour doter les communes de ressources décentes jusqu'alors par l'Etat, tout cela au risque de livrer des régions entières à l'influence des FARC communistes (le seul des principaux mouvements de guérilla qui a accepté le pacte proposé et qui s'est intégré au jeu électoral).

Une démocratie tout terrain

Si un mérite est reconnu à M. Betancur, c'est bien celui-ci : d'avoir introduit une bouffée d'air dans la vie politique en pratiquant une démocratie tout terrain. Elu du parti conservateur — et tenu ensuite par les liens en raison de ses amitiés tiers-mondistes — c'est des libéraux qu'il reçoit à l'heure du départ le plus grand nombre d'hommes. Des libéraux progressistes comme MM. Luis Carlos Galán et Ernesto Samper, et d'autres qui le sont moins, comme l'ancien président

Carlos Lleras Restrepo. Tous saillent en lui l'ennemi de tous les sectarismes, l'adepte de toutes les généralités.

M. Restrepo fait pourtant dans le domaine politique une réserve, et de taille. Selon lui, M. Betancur a eu le tort au début de son mandat d'accorder aux guérilleros emprisonnés une amnistie inconditionnelle, car beaucoup d'entre eux ont rejoint aussitôt le maquis. Il a eu tort aussi « de les traiter comme des belligérants légitimes, car cela a déstabilisé l'image de l'Etat ».

La gauche colombienne fait une critique pratiquement inverse : elle reproche à M. Betancur de n'avoir pas traduit ses discours dans les faits. Il n'y a jamais eu autant de tortures, d'exécutions « extrajudiciaires », et de « disparus » que sous son mandat, dit-elle, et les propos sur l'indépendance nationale se sont accompagnés d'une soumission au FMI.

Le bilan économique et social est de l'avis général peu brillant. M. Restrepo ne rejette pas toutes les fautes sur M. Betancur : « L'héritage était mauvais », dit-il. Mais l'ancien président constate qu'au cours des quatre années écoulées les conditions de vie de la population se sont dégradées, les finances publiques aussi, et l'agriculture est restée sans politique cohérente.

Pour M. Ernesto Samper, l'austérité imposée par le FMI « a sacrifié avant tout les classes populaires » : les tarifs des services publics ont été relevés, et les salaires n'ont pas suivi ; « le chômage, en quatre ans, a pratiquement doublé », passant de 8 % de la population active à 15 %.

L'ingénieur réussira-t-il là où le prophète de la paix, l'ami des belles lettres et de Fidel Castro a échoué ? C'est ici que le mystère commence, et que M. Barco se prête aux divagations tant il a gardé un profil bas au long de sa carrière. Quand il a lancé sa candidature à la présidence l'an dernier, l'esprit réformiste ne semblait pas souffler de son côté : il passait pour un « homme de l'appareil », un bureaucrate destiné à faire le jeu des caciques du parti, et pis que tout, « pour un ami des Américains ». C'est tout juste si on lui accordait, en raison de son expérience de gestionnaire et de son pragmatisme, des chances de réussite pratique.

Mais M. Barco a provoqué une première surprise en battant son concurrent conservateur à l'élection présidentielle du 25 mai par un score qu'aucun président n'avait jamais atteint : 58 % des voix contre 36 % à M. Gómez Hurtado.

Aujourd'hui, les interprétations ont changé : on découvre, chez le pragmatique, l'homme des réalisations concrètes, un esprit réformateur, voire social-démocrate. « Il est très pro-américain, sans doute, mais il a des préoccupations sociales », dit M. Ernesto Samper. « Son projet, c'est la modernisation de l'Etat », précise M. Gilbodes, codirecteur à Bogotá de l'Institut des hautes études pour le développement. « Les ministres qu'il a choisis, ce sont des hommes à lui, en qui il a confiance pour faire des réformes ».

On repartie même ces jours-ci de la réforme agraire. Un sujet qui fait faire la grimace à M. Restrepo. L'ancien président se souvient des résistances rencontrées dans son parti quand une première redistribution des terres avait été amorcée. Il reconnaît que le Parti libéral comme le Parti conservateur ne sont guère enclins aux réformes : car ils regroupent « chefs de clans et propriétaires de clientèle ». Mais chez les

uns et chez les autres il voit « un nombre croissant de partisans du changement ».

Un « gouvernement de programme »

M. Barco a provoqué une deuxième surprise en se montrant au cours de ses deux mois d'attente — et de mutisme — plus indépendant qu'on ne s'y attendait. Il s'en est tenu à l'idée défendue pendant sa campagne, de faire un gouvernement libéral, un « gouvernement de programme », ce qui contredit l'esprit de front national, de collaboration entre libéraux et conservateurs qui a régi le pays depuis près de trente ans. Estimant qu'un tel système ne s'impose plus, il est partisan d'amender la Constitution pour en supprimer l'article qui oblige le président élu à offrir au parti battu une « participation équilibrée » dans son gouvernement.

C'est ce qu'il est tenu de faire quant à lui, la Constitution n'ayant pas encore été réformée. Il a donc offert des portefeuilles aux conservateurs, mais en s'arrangeant pour qu'ils les refusent. Non seulement il n'a pas discuté avec la direction du parti rival le nom des ministres battus qu'il choisirait, mais il a précisé que ces derniers devraient appliquer le programme libéral et que leur parti serait tenu de les appuyer. Il a donc laissé aucune marge de manœuvre à ceux que les Colombiens appellent « Godos » (les Goths), et ceux-ci ont annoncé qu'ils pourraient passer dans l'opposition. Une opposition toute relative puisque les libéraux continueront de partager avec les libéraux tous les postes de l'administration publique. L'absence de conservateurs dans le gouvernement de M. Barco n'est évidemment pas, en soi, un gage de réformisme.

CHARLES VANHECKE.

Proche-Orient

SOUDAN : avant la conférence constitutionnelle

Le colonel Garang demande l'abrogation de la loi islamique

Le colonel Jean Garang, chef de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), a réclamé l'abrogation de la loi islamique (charia) instaurée par le président déchu, Gaafar Nimeiry, comme condition préalable à la tenue de la conférence constitutionnelle nationale.

Dans une interview que publie ce jeudi 7 août au Caire, le quotidien *Al Gomhouriya* et l'hebdomadaire *Al Mousawwar*, le colonel Garang a souligné que cette abrogation « assurerait un climat de confiance nécessaire à la tenue de cette conférence ». Toutes « les forces représentatives », y compris les « frères musulmans » du Soudan, devraient y participer, a ajouté le colonel Garang.

La conférence constitutionnelle, qui était prévue pour le mois de juin dernier, a été ajournée à plusieurs reprises en raison des difficultés qu'éprouvent le gouvernement de Khartoum et l'APLS à parvenir à un accord sur les principaux points. Le colonel Garang, qui exige également l'annulation des pactes militaires signés par Khartoum avec des « puissances étrangères », l'Égypte et le Soudan sont liés par un accord de défense commune — s'est opposé « à la présence militaire égyptienne au Soudan ».

« Nous sommes en faveur de relations privilégiées avec l'Égypte, mais nous rejetons la présence militaire égyptienne sur notre territoire ».

Le colonel Garang a estimé, à cet égard, que le pacte de défense commune égypto-soudanais signé par le maréchal Nimeiry « porte atteinte à la souveraineté du Soudan (...) ».

Il avait pour but de protéger le régime contre le peuple soudanais ».

a-t-il précisé. Ce pacte signé en juillet 1976 entre le maréchal Nimeiry et l'ancien président Sadate prévoit notamment la création d'un conseil de défense commune et d'un état-major conjoint. Il est pratiquement gelé depuis le coup d'État d'avril 1985 qui a renversé Nimeiry.

Le chef de l'APLS rejette également la formule de « complémentarité » entre l'Égypte et le Soudan. « Nous encourageons l'existence de relations économiques et sociales privilégiées entre les deux pays, sans pour autant qu'elles revêtent une forme institutionnelle de complémentarité ».

Le dirigeant de l'opposition soudanaise armée a affirmé que son mouvement « contrôle 90 % du sud du Soudan, de Juba au nord jusqu'à l'extrémité méridionale du territoire ». « Les forces de l'APLS sont présentes dans l'aéroport de Juba, capitale du sud », a-t-il dit.

Une aide pour combattre les sauterelles

D'autre part, l'agence américaine d'aide au développement, US-AID, le CEE, les Pays-Bas et la Suède ont accordé au Soudan une assistance d'un montant total de 3 millions de dollars pour combattre la menace des sauterelles, a indiqué l'ambassade des États-Unis à Khartoum.

« L'Afrique est menacée par la piraterie de sauterelles et de criquets pèlerins de ces sauterelles dévastatrices », rappelle dans un document diffusé par l'ambassade le directeur de l'US-AID, M. Peter McPherson, qui préconise un effort rapide des organismes multilatéraux et pays donateurs pour éviter une « catastrophe ».

ÉGYPTE : Après la visite de M. Bush

La presse fait écho à la déception du Caire

LE CAIRE de notre correspondant

Le président égyptien Mubarak et le roi Hussein de Jordanie se sont réunis, mercredi 6 août, à Alexandrie, pour tirer les conséquences de la tournée du vice-président américain George Bush. Le roi Hussein était arrivé en début d'après-midi, accompagné d'une délégation comprenant M. Zaid El Rihi, premier ministre, Mervan Qassem, chef du cabinet royal, Adnan Abou Anda, ministre de la cour, et Khaled El Masri, ministre des affaires étrangères.

Les deux chefs d'État ont eu une série d'entretiens en tête-à-tête qui, selon des sources égyptiennes, ont principalement porté sur la situation au Proche-Orient « après les récents développements ». L'absence de toute autre précision, comme d'un commentaire officiel égyptien sur la visite de M. Bush, semble être à la mesure de la déception du Caire et d'Amman devant la position américaine, tant en ce qui concerne le conflit arabo-israélien que les tensions économiques pressant des deux pays.

L'hebdomadaire *Al Mousawwar* se fait l'écho de cette déception en critiquant vivement la visite en

Égypte de M. George Bush, le vice-président américain. *Al Mousawwar* estime que « les relations égypto-américaines ont traversé en 1986 une crise comparable à celle de 1956, quand Washington avait refusé de financer la construction du haut barrage d'Assouan ». Le refus américain de 1956 avait provoqué la nationalisation du canal de Suez et l'ouverture de l'Égypte à l'influence soviétique.

L'hebdomadaire souligne la « déception égyptienne » après les déclarations de M. Bush sur les besoins économiques du Caire. Contrairement aux souhaits des responsables égyptiens, « le vice-président américain n'a pas été porteur d'une réponse positive en ce qui concerne la dette militaire égyptienne à Washington », écrit *Al Mousawwar*.

De son côté, le quotidien *Al Akhbar* reproche à M. Bush d'avoir totalement ignoré l'OLP dans sa « plateforme commune pour la paix au Proche-Orient ». Le journal critique enfin « l'imprécision et le flou » de la phrase du communiqué final du vice-président américain sur la tenue d'une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Les divergences demeurent entre Moscou et Téhéran sur la guerre du Golfe

Les entretiens en URSS de M. Djavad Laridjani, vice-ministre iranien des affaires étrangères, n'ont pas permis de rapprocher les positions de Moscou et de Téhéran à l'égard du conflit irano-irakien, a indiqué implicitement, mercredi 6 août, M. Mikhail Kapitsa, vice-ministre soviétique des affaires étrangères. « Nous avons exposé notre position et la partie iranienne a exposé la sienne », a dit M. Kapitsa au cours d'une conférence de presse.

« La guerre entre l'Irak et l'Iran est un événement triste et absurde et l'URSS considère depuis son déclenchement qu'il faut y mettre fin dans les plus brefs délais, car elle n'apporte que malheur aux parties belligères », a-t-il ajouté.

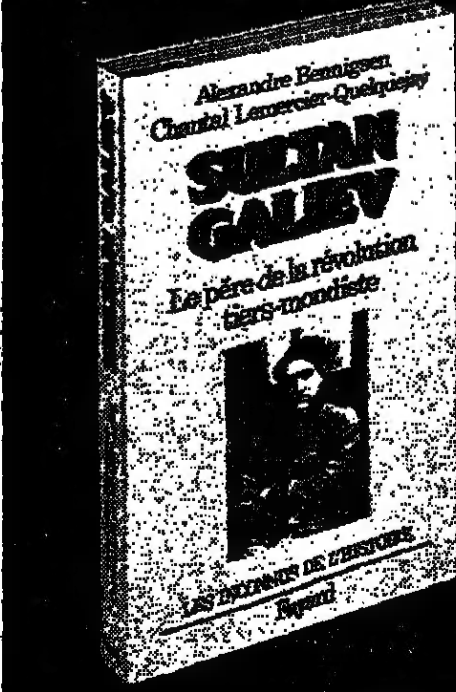
« Nous ne cessons d'appeler les deux parties à conclure un accord sur l'arrêt des hostilités, à retirer leurs troupes et à entamer des négociations », a souligné le vice-ministre soviétique.

Arrivé dimanche à Moscou, M. Laridjani avait, lundi, au chef de l'État, M. Andreï Gromyko, un message du président Sayed Ali Khamenei affirmant le désir de l'Iran de « développer des relations de bon voisinage » avec l'URSS. M. Gromyko, cité par l'agence Tass, s'était alors prononcé pour des « relations amicales » avec l'Iran et leur développement « tant dans le domaine politique qu'économique ».

À Washington, les États-Unis ont appelé une nouvelle fois l'Iran à mettre fin à la guerre avec l'Irak en exprimant le regret que Téhéran ait répondu par la négative à la dernière offre de paix de Bagdad, formulée samedi dernier par le président irakien Saddam Hussein. « Nous sommes en faveur d'une solution pacifique à la guerre Iran-Irak. Le rejet par l'Iran de la dernière offre de Saddam Hussein est le dernier exemple de son intransigence dans ce conflit », a déclaré le porte-parole du département d'État, M. Charles Redman.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

C'est lui qui a élaboré la doctrine du « communisme national musulman ». Envoyé au Goulag par Staline en 1928, le Tartare est l'un des inspirateurs de la révolution coloniale qui a embrasé l'Afrique et l'Asie. Il est le prophète des luttes de libération d'aujourd'hui, des combattants palestiniens aux Modjahidins afghans. Deux grands islamologues et turkologues posent ici, d'un point de vue historique, la question fondamentale de la coexistence du marxisme et de l'islam.



Collection « Les innommes de l'histoire » dirigée par Jean Montalbetti

312 p. 95 F.

FAYARD

ISRAËL : après la décision de la Cour suprême

L'affaire du Shin Beth est enterrée

Jérusalem (AFP). — MM. Itzhak Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, et Ariel Sharon, ministre du commerce et de l'industrie, dirigeants du Likoud, se sont déclarés satisfaits, mercredi soir 6 août, de la décision de la Cour suprême de confirmer les grâces accordées par le président israélien, Haim Herzog, à quatre responsables du Shin Beth (service de sécurité intérieur israélien).

« Cette décision reflète la volonté du peuple », a estimé M. Shamir devant des militants du Likoud réunis à Ramla. « Les agents du Shin Beth vont pouvoir à nouveau se consacrer à leur importante mission », a-t-il ajouté. De son côté, M. Sharon a indiqué devant des membres du Likoud à Herzliya qu'il « respectait les décisions des tribunaux » et qu'il était « heureux » de la décision de la Cour suprême.

La Cour suprême a confirmé, mercredi, la validité des mesures de grâce accordées par M. Herzog au chef du service de sécurité intérieure israélien, M. Avraham Shalom, et à trois de ses adjoints, impliqués dans l'affaire du meurtre de sang-froid de deux Palestiniens capturés vivants après qu'ils eurent déjoué un autobus civil israélien en avril 1984 près de Tel-Aviv.

Désormais, cette affaire semble enterrée. M. Avraham Shalom, chef du Shin Beth, et trois de ses adjoints ne peuvent plus être entendus comme témoins et non comme suspects dans l'enquête policière menée sur les circonstances du meurtre. Quelles que soient les conclusions de l'enquête, ils ne pourront donc être inculpés. Dans leurs attentes, deux des trois juges ont statué qu'une mesure de grâce pouvait être accordée dans « des cas exceptionnels », que des personnes ayant commis un délit criminel et ayant avoué. Le troisième juge, en revanche, a

estimé qu'accorder une grâce à un suspect ayant même qu'il ne soit traduit en justice « contredit la nature démocratique du régime politique israélien ».

D'autres membres du Shin Beth impliqués dans cette affaire, profitant du précédent créé, pourraient dans les prochains jours demander à leur tour à bénéficier d'une mesure de grâce et échapper ainsi à toute sanction judiciaire.

Sur le plan politique, la décision de la Cour suprême va également dans le sens d'un solide « verrouillage » de l'affaire. Les trois juges ont confirmé la décision de M. Yosef Harish, le conseiller juridique du gouvernement, de confier l'enquête à la police et non de constituer une commission d'enquête. La mission de la police est uniquement de déterminer si des « délits criminels » ont été commis dans ce cas. Les travaux d'une commission d'enquête, en revanche, auraient été centrés sur les implications politiques de ce scandale et notamment sur le rôle joué par M. Itzhak Shamir, premier ministre à l'époque, et de ce fait chef hiérarchique direct de M. Shalom.

Avant de remettre sa démission le 25 juin, le chef du Shin Beth avait fait savoir qu'il avait agi « sur ordre », sans autre précision. Cette mise au point était apparue comme une menace à peine voilée d'un « grand déballage » visant M. Shamir, au cas où le chef du Shin Beth aurait été sérieusement inquiété.

M. Shimon Peres, qui a succédé à M. Shamir au poste de premier ministre, a lui aussi été mis en cause par une partie de la presse, et accusé notamment d'avoir tout fait depuis la fin de 1983 pour étouffer l'affaire, en refusant notamment la demande d'ouverture d'une enquête présentée par l'ancien conseiller juridique du gouvernement, Itzhak Zamir.

La Syrie est prête à bombarder les villes israéliennes « en cas d'agression »

Damas (AFP). — Le premier ministre syrien, M. Abdel Raouf El Kassam, a affirmé que la Syrie s'attendait « à tout moment à une agression israélienne », mais était prêt « à répondre à cette agression ».

Dans un discours prononcé mardi 5 août devant des étudiants accomplissant leur service militaire, M. El Kassam a indiqué que son pays possédait des armes « capables de bombarder des villes sur tout le territoire israélien ».

M. El Kassam a, d'autre part, affirmé que la Syrie devait engager la bataille contre les dangers du « système de consommation » qui menace de détruire toute société où il existe. « Nous ne permettrons pas aux parasites, aux consommateurs de la cinquième colonne, tous aussi dangereux que des espions, de livrer le pays à l'ennemi ou de réduire à néant les sacrifices de notre peuple », a-t-il ajouté.

En dénonçant les « parasites », le premier ministre évoquait la campagne contre la corruption dans la fonction publique que mène depuis plusieurs mois le gouvernement syrien. Plus de deux cents personnes, dont une vingtaine de directeurs ou

d'anciens directeurs de projet dans la fonction publique, ont été limogés et jugés pour avoir porté atteinte à l'intérêt national.

La radio de Damas a, d'autre part, implicitement rejeté mercredi la proposition du président libanais Amine Gemayel de se réunir avec son gouvernement au Parlement, afin de trouver une solution à la crise libanaise.

Pour le commentateur politique de la radio, de simples paroles sont « incapables (...) de convaincre les responsables des forces politiques influentes sur la scène libanaise et elles ne sont pas liées à des faits (...) sérieux » et « il est inutile (...) de lancer des initiatives pour jeter de la poudre aux yeux (...) » et entraver les efforts « en vue de faire sortir le pays de sa crise ».

Une solution nationale, a-t-il estimé en substance, ne doit pas être cherchée dans « l'incompréhension », ceux qui « ont fait obstacle à l'unité nationale » n'ayant, selon lui, jamais présenté de « solution de rechange ». La Syrie avait par ailleurs un projet de paix entre milices, l'accord tripartite de décembre 1983, rejeté par M. Gemayel.

Malte avait prévenu la Libye du raid aérien américain

Selon le *New York Times* du 6 août, les autorités maltaises ont fourni à la Libye, en avril dernier, des renseignements la prévenant de l'imminence du raid aérien américain.

Dans une interview au quotidien new-yorkais, M. Mialof Bonnici, premier ministre maltais, a déclaré que les contrôleurs aériens de l'île avaient détecté la présence d'avions non identifiés sur leurs écrans radar quarante-cinq minutes environ avant l'attaque des avions américains sur Tripoli et Benghazi. Ils en avaient prévenu leurs collègues libyens peu de temps après, leur indiquant qu'un certain nombre d'avions inconnus « descendaient sur l'Afrique du Nord ».

Depuis 1984, un traité de coopération et d'amitié lie le régime libyen au gouvernement maltais. Ce dernier s'est engagé, dit M. Bonnici, à donner toute l'information qu'il puisse être utile à ses alliés : « Nous le faisons régulièrement et systématiquement, et nous continuerons à agir de la sorte ».

D'autre part, l'agence officielle Jena a évoqué brièvement, mercredi, le boycottage par la France du brut libyen en se contentant de rapporter sous le titre « Paris cède aux pressions des assassins d'enfants » (formule utilisée par les médias de Tripoli pour désigner les États-Unis) le commentaire critique de l'agence Tass sur cette affaire.

L'agence soviétique avait dénoncé, mardi, les « mesures anti-

libyennes » prises par la France « sous la pression directe des États-Unis » et estimé que ces mesures « n'auraient pas d'effets sur l'économie libyenne et que les perdants seront avant tout les compagnies françaises dans la mesure où la Libye peut facilement trouver d'autres acheteurs ».

Mise sous séquestre de comptes bancaires libyens en Italie

Enfin, les comptes bancaires détenus par des banques libyennes dans quatre instituts de crédit italiens et un institut bancaire italien ont été mis sous séquestre fin juillet par le tribunal de Milan sur requête d'une entreprise italienne, a-t-on appris mercredi dans les milieux financiers. L'entreprise, dont le nom n'a pas été révélé, réclame le paiement de deux crédits commerciaux d'un montant total de 7 milliards de lire (environ 4850000 dollars) dus par des sociétés libyennes.

La décision de mise sous séquestre est en vigueur jusqu'au printemps 1987, à moins qu'un accord n'intervienne d'ici là entre les deux parties.

Les crédits italiens à l'égard de la Libye sont estimés à quelque 980 millions de dollars, dont 80 millions de crédits commerciaux, 700 millions de crédits pour travaux et 200 millions de crédits pour « fourniture spéciale ». — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Chili

Le commandant en chef du Southern Command à Santiago

Le commandant en chef du Southern Command basé à Panama est arrivé, le mardi 5 août, à Santiago, pour une visite de trois jours. Le général John Galvin doit rencontrer le commandant en chef de l'armée chilienne ainsi que des membres du gouvernement du général Pinochet.

D'autre part, M. Harry Barnes, ambassadeur des États-Unis au Chili, a déclaré que les relations entre les deux pays ne sont « ni tendues ni détendues ». Le 30 juillet dernier, le secrétaire d'État adjoint américain pour les affaires interaméricaines avait brandi la menace d'une diminution de l'aide financière américaine au Chili, si les atteintes aux droits de l'homme persistaient dans ce pays. — (AFP, UPI.)

Un jeune opposant découvert mort

Un étudiant de vingt-quatre ans, connu pour son opposition au régime militaire chilien, a été retrouvé mort « dans d'étranges circonstances » quatre jours après sa disparition, a annoncé mercredi 6 août, M. Andres Palma, président de la Jeunesse démocratique chrétienne (JDC). Le cadavre de Mario Daniel Martinez a été découvert sur une plage située à une centaine de kilomètres de Santiago. Des experts, en juin dernier, avaient informé un tribunal de Santiago de la sécurité de Mario Martinez était menacée par des organismes de police. Il avait été exclu de l'université en janvier en raison de sa participation à des activités « contraires à l'ordre universitaire ». — (AFP.)

Etats-Unis

Les diplomates associés à la lutte contre la drogue

Washington (AFP, Reuters). — Le président Reagan a annoncé, mercredi 6 août, qu'il rappellerait en consultation en septembre prochain les ambassadeurs en poste dans les pays concernés par la production, le transport ou la consommation de drogue. Lors de ces consultations, le président américain enverra les mesures qui ont été prises pour « frapper au cœur ce monstre en diminuant le demande aux États-Unis ». « Les ambassadeurs pourront ensuite transmettre ce message aux pays intéressés », a-t-il déclaré lors d'un discours prononcé à Crystal-City, dans la banlieue de Washington lors du congrès national sur la prévention de l'usage de la drogue et de l'alcool. « Ensemble, tous les pays doivent envoyer ce message : aucun réseau de drogue ne restera en vie. Nous

voulons un pays libre de la drogue, et le monde doit savoir que nous sommes sérieux », a affirmé M. Reagan.

Ces déclarations font suite à la « croisée nationale contre la drogue » lancée par le chef de l'exécutif américain lundi dernier (le *Monde* du 6 août). Le président avait alors reconnu que la demande de stupéfiants aux États-Unis encourageait le trafic international et portait atteinte au tissu social, politique et économique des pays amis.

Nicaragua

Un émissaire du pape à Managua

L'émissaire du pape, Mgr Paolo Giffi, arrivé il y a une semaine au Nicaragua, s'est entretenu mercredi 6 août avec le président Daniel Ortega. « Le président et moi-même avons décidé de faire tout notre possible pour résoudre les différends entre le gouvernement de Managua et l'Église catholique », a-t-il déclaré à l'issue de cette entrevue.

Les relations entre le Vatican et les sandinistes s'étaient dégradées depuis l'expulsion, en juin dernier, de l'évêque Pablo Antonio Vega, vice-président de la conférence épiscopale nicaraguayenne, accusé de sympathie avec la Corée.

Pour sa part, le président du Guatemala, M. Vinicio Fox, dans une lettre adressée à M. Daniel Ortega, a exprimé sa « préoccupation » au sujet des relations entre l'Église et l'État au Nicaragua. Il a indiqué, lors de cette question serait abordée lors de la prochaine réunion des vice-présidents d'Amérique centrale, le 12 et 13 août prochains, à Guatemala.

Selon la radio gouvernementale, plusieurs centaines de personnes ont manifesté mercredi 6 août à Managua devant le siège du journal nicaraguayen d'opposition *la Prensa* pour en demander la confiscation. Ce quotidien est interdit de parution depuis un mois. — (AFP, Reuters.)

Suède

Le choix d'un nouveau leader pour le Parti conservateur

Une commission chargée de choisir le successeur de M. Ulf Adeloch, leader démissionnaire du Parti conservateur suédois, a proposé, mercredi 6 août, M. Carl Bildt. Ce dernier, âgé de trente-sept ans, est membre depuis 1979 du parti, dont il est considéré comme le meilleur spécialiste des questions de politique étrangère et de défense. La décision de la commission sera soumise à un congrès extraordinaire du Parti dans le courant du mois. — (Reuters.)

Europe

ESPAGNE : révélations à Bilbao

Le dirigeant de l'ETA, Txomin, avait fait une offre de négociations à Madrid avant d'être déporté au Gabon

De violents affrontements ont opposé manifestants et forces de l'ordre pendant plusieurs heures dans les rues de Vitoria, au Pays basque, dans la nuit du 6 au 7 août. Les manifestants protestaient contre la remise aux autorités espagnoles ces derniers jours de cinq militants basques réfugiés en France. Des barrières ont été dressées, des sièges de banques détruits, les affrontements ont fait une trentaine de blessés.

BILBAO
de notre envoyé spécial

Ce qui est clair aujourd'hui, c'est que l'ETA est disposée à négocier et à dialoguer. Et Madrid non. (...) Aussi, des possibilités importantes de dialogue ont été perdues, qui ne se représenteront peut-être jamais plus. En lançant, le dimanche 3 août, cette affirmation dans les colonnes du journal *Deia* de Bilbao, M. Xavier Arzallus, président du Parti nationaliste basque (PNV) et principal chef de file du nationalisme modéré, savait certainement qu'il allait provoquer une dure polémique. Tel a été effectivement le cas : la diatribe entre socialistes et nationalistes basques à propos du vieux thème de la « négociation » avec l'ETA n'a cessé de gagner en virulence ces derniers jours.

On a affecté, à Madrid, la surprise indignée face à la « sortie » de M. Arzallus. Le colère du chef du PNV n'est pourtant pas feinte. Elle semble même liée à des faits très précis : les circonstances de l'arrestation puis de la déportation par les autorités françaises de Domingo Iturbe Abasolo, dit Txomin. Considéré par la police espagnole comme le numéro un de l'ETA, Txomin passe également pour le principal représentant de l'aile la moins dure de cette organisation, le seul, en tout

cas, susceptible, si cela est possible, de convaincre ses camarades de ranger les armes au placard.

L'histoire telle qu'on la raconte à Bilbao — en termes similaires non seulement dans les secteurs proches de l'ETA, mais aussi, ce qui renforce sa crédibilité, dans les milieux du PNV et du gouvernement régional basque — est la suivante : arrêté le 27 avril près de Biarritz, Txomin formule peu après, par l'intermédiaire des « émissaires » habituels, une proposition inattendue : il demande à être assigné à résidence durant vingt jours dans un département français. Il s'engage, durant ce laps de temps, à convaincre le reste de la direction de l'ETA de le laisser ouvrir une négociation immédiate et secrète sur l'« adieu aux armes » avec un envoyé du gouvernement espagnol. Le rapport de forces actuel au sein de l'ETA favorise cette possibilité, assure Txomin, qui affirme toutefois que le temps presse, vu le poids croissant au sein de l'organisation, des représentants d'une nouvelle génération apparemment plus jusqu'au-boutiste encore que leurs aînés.

« Une grave erreur »

Txomin fait parvenir sa proposition au PNV et au gouvernement régional basque, qui se disent disposés à jouer les bons offices, ainsi que, semble-t-il, au gouvernement de Madrid par l'intermédiaire d'un ministre. Certes, le numéro un de l'ETA a déjà formulé dans le passé des offres de négociation. Mais cette fois, juge-t-on à Bilbao, sa proposition est plus concrète, et délimitée avec précision dans le temps. En outre, il n'est plus question de cette « négociation publique » avec les forces armées espagnoles que l'ETA réclamait traditionnellement dans ses communiqués, tout en sachant tout à fait irréaliste.

Qu'a-t-on à perdre à essayer, se demande-t-on à Bilbao ? L'offre de

Domingo Iturbe est en tout cas jugée suffisamment importante pour que le président du gouvernement régional basque, M. José Antonio Aranzana, se déplace en secret à Madrid, en juin, pour en débattre personnellement avec le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez. Le gouvernement basque fait également part de l'affaire à Paris. Plusieurs émissaires s'agitent alors entre Madrid, Bilbao et la prison de Txomin. Mais, le 12 juillet, le militant est déporté au Gabon par les autorités françaises.

Le gouvernement de Madrid a-t-il joué un rôle dans cette décision ? Durant plusieurs jours, en tout cas, le gouvernement régional basque avait essayé, tant à Madrid qu'à Paris, de faire pression pour empêcher une telle mesure, qu'il considérait comme une « grave erreur » car elle risquait, à ses yeux, d'avoir de lourdes conséquences et de fermer définitivement la porte à une « solution politique ».

Deux jours après la déportation de Txomin, l'ETA se livrait à un véritable carnage à Madrid, avec l'explosion d'une voiture piégée qui tuait douze gardes civils.

Les nationalistes tentaient malgré tout une ultime démarche, après avoir pris contact au Pays basque français avec des représentants du « secteur Txomin » de l'ETA : obtenir que Domingo Iturbe soit transféré du Gabon vers la Belgique, d'où il pourrait également jouer un rôle de « négociateur ». Une tentative qui allait, elle aussi, échouer : le gouvernement espagnol s'opposait à cette solution et envoyait plusieurs émissaires à Libreville pour convaincre le gouvernement gabonais d'expulser immédiatement le numéro un de l'ETA en direction de l'île de Sao-Tomé (ou, à défaut, vers l'Equateur), où il se retrouverait tout à fait isolé. Txomin aurait alors demandé à partir pour Cuba. On en est là aujourd'hui.

THÉRIY MALINIAK

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Le trafic routier avec la Zambie et le Zimbabwe est ralenti par des mesures de contrôle

L'Afrique du Sud a commencé à prendre des mesures de rétorsion économiques contre la Zambie et le Zimbabwe, qui s'étaient déclarés partisans résolus de sanctions contre Pretoria lors du mini-sommet du Commonwealth à Londres. Le Botswana paraît également concerné par ces mesures. Les responsables des compagnies de transport ont indiqué mercredi 6 août que les camions en provenance de ces trois pays sont minutieusement inspectés quand ils se présentent à la douane sud-africaine : leur cargaison est parfois déchargée, ce qui provoque déjà des retards considérables dans l'acheminement des marchandises.

Toutefois, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré que ces contrôles n'avaient « rien à voir » avec les sanctions

décidées en début de semaine à Londres. Le directeur des douanes les a présentées comme des mesures d'ordre technique visant à l'instauration d'un « système normal » de licences à partir de vendredi pour les produits en provenance de la Zambie et du Zimbabwe.

Pour sa part, le ministre du commerce et de l'industrie, M. Dawie de Villiers, n'a pas exclu qu'une certaine forme de censure soit établie sur les informations d'ordre économique concernant l'Afrique du Sud. « Si une guerre économique est engagée contre nous, nous serons contraints de devenir moins bavards sur ces questions, pour ne pas compromettre nos propres intérêts », a-t-il dit.

A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche a « réagité » mercredi que le gouvernement sud-

africain ait pris des mesures de rétorsion commerciales mais en rétoriquant que le président Reagan était opposé à toutes « mesures punitives », y compris celles du Commonwealth contre Pretoria. En tournée dans les pays scandinaves, M. Vernon Walters, ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU, a déclaré mercredi à Copenhague que son pays « est déterminé à maintenir son veto contre toutes sanctions économiques proposées au Conseil de sécurité ».

Le Danemark, premier pays occidental à avoir rompu ses relations commerciales avec Pretoria, est pressé par ses voisins nordiques (la Norvège, la Suède et la Finlande) de « bien exploiter » sa place au sein du Conseil de sécurité et de demander des mesures obligatoires contre l'Afrique du Sud.

Correspondance

Botha et l'Ouganda

Est-ce par hasard que se trouvent juxtaposées, à la page 2 du *Monde* daté du 31 juillet, la condamnation que vous fulminez contre Pieter Botha et les révélations concernant les massacres en Ouganda ?

Le rapprochement, en tout cas, est lourd de sens. Le monde entier s'alarme contre Botha : il ose — quel scandale ! — exiger que ses interlocuteurs noirs renouent avec le terrorisme. Qui, d'autre part, s'est mobilisé pour défendre contre leurs bourreaux les sept cent cinquante mille victimes ougandaises ? Quels gouvernements du Commonwealth, quels ministres européens, quels paladins des droits de l'homme ?

La réponse est claire : personne. Moralité (si on peut employer ce terme) : on a toujours le droit de se livrer à la chasse aux Noirs impunément, à condition d'être Noir soi-même.

JACQUES SOUSTELLE,
ancien ministre.

TURQUIE : bien qu'aucune sentence de mort n'ait été exécutée depuis 1984

De nombreuses peines capitales sont encore prononcées

Ankara (AFP). — La série de condamnations à mort qui viennent d'être prononcées en Turquie rappelle, six ans après le coup d'Etat de 1980, l'ampleur de la répression opérée par les militaires.

Vingt-cinq indépendantistes kurdes ont été condamnés à la peine capitale par la cour martiale d'Adana (dans le sud du pays) pour avoir commis des assassinats et des actions terroristes avant le coup d'Etat. Le même jour, trois militants d'une organisation d'extrême gauche clandestine ont également été condamnés au châtiment suprême à Izmir (dans l'ouest).

Ces condamnations portent au moins à cinq cent-soixante-quinze le nombre de peines de mort prononcées depuis la prise du pouvoir par les généraux, le 12 septembre 1980, pour mettre un terme à une flambée de violence terroriste qui avait fait plus de cinq mille morts à la fin des années 70.

Vingt-sept extrémistes (dix-huit de gauche et neuf de droite) ont été pendus pour « crimes contre l'Etat et violence politique ». Vingt et un condamnés de droit commun ont été exécutés depuis 1980. Depuis le retour de la Turquie à un régime civil en novembre 1983, la potence n'a servi que deux fois, en octobre 1984, pour deux militants d'extrême gauche. Les dossiers de quatre-vingt-deux condamnés à mort sont actuellement soumis à l'examen du Parlement, appelé, selon la loi, à ratifier l'exécution des sentences. Plusieurs milliers de détenus passibles de la peine de mort attendent, en outre, l'issue de leur procès. L'abolition de la peine de mort est, avec l'amnistie générale pour les milliers de prisonniers politiques encore incarcérés, l'un des thèmes du programme de l'opposition de gauche. Le gouvernement de droite du premier ministre Turgut Ozal a fait voter, cette année, une loi prévoyant la substitution à la peine de mort d'une peine de trente ans de prison en cas de bonne conduite pour les « détenus idéologiques » et le remplacement de la réclusion à perpétuité par une peine de vingt ans de prison ainsi qu'un assouplissement des règles régissant les remises de peine. Ceci a pour effet de répondre en partie aux demandes de la gauche et des pays européens, sans que soient prononcés les termes d'amnistie et d'abolition de la peine capitale qui irritent les militaires. Cette nouvelle loi n'est toutefois pas rétroactive et ne s'applique pas à tous les procès en cours depuis six ans.

POLOGNE

Le parquet demande l'amnistie pour Adam Michnik

Varsovie (AFP). — Le parquet général de Pologne a demandé à la Cour suprême de faire bénéficier de l'amnistie l'historien et opposant Adam Michnik, trente-neuf ans, qui purge actuellement deux ans et demi de prison pour « direction d'une organisation illégale », a-t-on appris, mercredi 6 août, de sources officielles.

« Une demande visant à faire bénéficier de l'amnistie M. Adam Michnik a été déposée mardi et sera examinée au cours de cette semaine », a déclaré à l'AFP le porte-parole de la Cour suprême, M. Halina Kmiec. Adam Michnik bénéficierait ainsi très prochainement des « circonstances particulières » qui permettent la libération de détenus dont les condamnations ou charges sont en principe exclues de la loi d'amnistie du 22 juillet dernier.

Jusqu'à présent, a précisé le porte-parole, la Cour suprême, saisie pour les cas les plus graves, n'a reçu que deux demandes de libération, la première concernant M. Bogdan Lis, ancien « numéro deux » de la direction clandestine de Solidarité (TKK), sorti de la prison de Barczewo (Nord), le 31 juillet dernier.

Adam Michnik, également incarcéré à Barczewo, avait été arrêté en compagnie de Lis et de Wladyslaw Frasyniuk, un des dirigeants du syndicat Solidarité, en février 1985, à Gdansk au cours d'une réunion avec Lech Walesa. Leur procès, en juin de la même année, avait entraîné des protestations en Pologne et à l'étranger. La libération d'Adam Michnik avait été demandée à plusieurs reprises par les gouvernements occidentaux.

Le correspondant du « Matin » interrogé par la police, M. Krzysztof Wolicki, 61 ans, correspondant polonais du quotidien parisien *Le Matin*, a été interrogé mercredi 6 août pendant deux heures par la police de Varsovie en qualité de « témoin » dans le cadre de l'enquête sur Zbigniew Bujak, le leader clandestin de Solidarité, arrêté fin mai, a-t-on appris dans son entourage.

M. Wolicki devait se présenter au ministère de l'Intérieur à Varsovie jeudi pour y être de nouveau interrogé. Ce journaliste avait récemment fait une demande de passeport afin de se rendre à Paris courant août pour y subir des contrôles médicaux à la suite d'une opération. — (AFP.)

BERLIN

Les faux transuges risquent d'être poursuivis en justice

BONN
de notre correspondant

Bonn. — Le sensationnel passage du mur de Berlin, en uniforme soviétique, par l'Allemand de l'Est Heinz Braun était bien une mascarade apparemment destinée à escroquer les médias trop crédules. La Lada repeinte aux couleurs militaires et les trois mannequins en uniformes soviétiques présentés la semaine dernière à la presse avaient été maquillés à Berlin-Ouest. La police berlinoise s'en est assurée en perquisitionnant mardi 5 août au domicile de Quasner, le complice de Braun. Les deux acolytes risquent maintenant d'être poursuivis pour utilisation d'uniformes alliés et de faux papiers pour le véhicule.

L'identité d'Heinz Braun, qui a été laissé en liberté, n'était toujours pas établie jeudi avec précision. Les deux complices avaient tourné leur pseudo-aventure au vidéo-film qu'ils avaient essayé de vendre pour la somme de 28 000 deutschemarks à la chaîne de télévision britannique ITV.

Les plus embarrassés dans l'histoire sont les dirigeants de l'Association du 13 août, qui gère le musée du mur au point de passage Check Point Charlie. Ils avaient pris pour argent comptant le coup monté. Leur président, M. Rainer Hildebrandt, qui avait présenté la conférence de presse des deux hommes la semaine dernière, a offert sa démission.

H. de B.

Réfugiés des pays de l'Est

La saison des escapades

Depuis le début de l'année, cent quarante-sept Tchécoslaves et cent neuf Polonais ont profité de leur venue en RFA, dans le cadre de voyages touristiques, pour s'installer à l'Ouest après avoir faussé compagnie aux groupes qu'ils accompagnaient.

La police ouest-allemande a en outre annoncé que deux Tchécoslaves avaient passé sans difficulté la frontière en Bavière dans la journée du mardi 5 août. En Italie, c'est un danseur de ballet roumain, en déplacement avec la compagnie de ballets classiques de Bucarest, qui, le même jour, a demandé l'asile politique aux autorités pour pouvoir rejoindre sa fiancée aux Etats-Unis.

Par ailleurs, sept marins roumains dont les bateaux avaient fait escale à Las Palmas (archipel des Canaries), et deux touristes polonais en voyage dans la péninsule ibérique ont également demandé l'asile politique à l'Espagne. — (AFP, Reuters.)

YOUgoslavie : l'inauguration de la voie ferrée vers l'Albanie

Une locomotive américaine en gare de Titograd

De notre correspondant

Belgrade. — La cérémonie d'inauguration du nouveau chemin de fer reliant le territoire albanais à la Yougoslavie — et, au-delà, au reste de l'Europe — s'est déroulée le mercredi 6 août à la gare de Titograd, en présence de M. Pjajic, ministre yougoslave des transports, et d'une importante délégation albanaise conduite par M. Falk Cina, membre du présidium de l'Albanie. Elle n'a pas eu le caractère d'une manifestation populaire, les rapports entre Tirana et Belgrade étant froids depuis les désordres suscités en 1981 au Kosovo par les « nationalistes et irrédentistes albanais ». Mais les deux dirigeants ont néanmoins prononcé des discours conciliants sans faire d'allusion à leurs divergences actuelles et passées, et exprimé le vœu que leurs pays « développent la collaboration économique dans l'intérêt réciproque ».

La nouvelle ligne Titograd-Shkoder comprend plusieurs tunnels, ponts et ouvrages d'art. Elle traverse une région accidentée aux agglomérations rares, et est surplombée dans sa partie albanaise par un paysage lunaire. M. Pjajic a laissé entendre que le gouvernement de Belgrade avait accepté de dépenser 7,5 milliards de dinars pour cette réalisation. A un moment où la

Yougoslavie connaît une grave crise économique, c'est, a-t-il dit, une preuve de sa volonté de développer des rapports de bon voisinage avec l'Albanie. Cette ligne ne représente pourtant pour Belgrade qu'un intérêt économique limité. Elle pourrait à la rigueur attirer des touristes, mais à condition que ceux-ci puissent poursuivre leur randonnée en Albanie. Or on sait que ce pays ne s'ouvre guère encore qu'à des visiteurs étrangers soigneusement sélectionnés.

Un no man's land

Après la cérémonie à la gare de Titograd, les officiels yougoslaves et albanais sont montés dans le premier train qui est parti en direction de Shkoder et qui, une demi-heure plus tard, s'est arrêté dans une sorte de « no man's land » entre le poste frontalier yougoslave de Rozaj et celui albanais de Hani Hotit. Il avait également à son bord une dizaine de représentants de la presse étrangère arrivés par avion de Belgrade, qui furent autorisés à mettre pied à terre à Hani Hotit et à passer quelques minutes en territoire albanais, mais non à se rendre, comme ils l'avaient espéré, à Bajzë, première gare albanaise, 5 kilomètres plus loin. Ce refus fut expliqué par le fait que la partie albanaise de la voie ferrée avait été inaugurée depuis longtemps

déjà et qu'il n'était pas question de recommencer la cérémonie... Les journalistes étrangers ont tout de même constaté que la locomotive diesel yougoslave qui avait tracté le train était produite par une compagnie américaine...

La nouvelle ligne a été construite conformément aux normes internationales pour des vitesses de 100 kilomètres-heure et une charge par essieu de 20 tonnes. Les horaires de circulation ne sont pas encore au point. Mais on sait déjà que, la demande expresse de Tirana, la locomotive yougoslave aura à décrocher obligatoirement à Bajzë, première gare albanaise, et à rentrer en Yougoslavie même si elle n'a aucun wagon à tirer. La locomotive albanaise en fera autant à la première gare yougoslave, à Tuzë. Il est évident que les autorités de Tirana essaient de limiter de cette manière au minimum les contacts personnels entre les cheministes des deux pays. Les Yougoslaves pensent que la nouvelle ligne de chemin de fer assurera à l'Albanie un trafic annuel de 700 000 tonnes à 1 million de tonnes de marchandises, notamment des exportations de minerais de chrome et certaines autres matières premières, de produits agricoles, de viande, de légumes et de fruits vers les pays de l'Europe centrale et danubienne, et bien entendu vers la Yougoslavie.

PAUL YANKOVITCH.

TUNISIE

Changements à la direction des médias officiels

TUNIS
de notre correspondant

Un bouleversement complet est intervenu mercredi 6 août dans la direction des médias officiels tunisiens. Laudateurs constants de la politique, qui n'est plus de mise aujourd'hui, du précédent gouvernement, qui dirigeait M. Mohamed Mzali — et de sa personne — la plupart des responsables des organes d'informations ont été remplacés par décision du président Bourguiba.

Seul M. Abdelwahab Abdallah, ancien directeur du journal *la Presse*, auquel il a su donner un attrait certain malgré l'orthodoxie que lui imposait son étiquette d'organe gouvernemental, a reçu une promotion, en étant nommé président-directeur général de l'agence Tunis Afrique Presse. C'est le rédacteur en chef de la Presse, M. Slaheddine Masoui, qui lui succède à la direction du journal.

Le directeur général de la radio-télévision tunisienne, M. Abdelaziz Kacem, qui doit rejoindre le ministère des affaires culturelles, est remplacé par M. Abdelmalek Laarif, qui a exercé diverses responsabilités dans les rangs des jeunes du Parti socialiste destourien avant d'être nommé gouverneur (préfet), puis ambassadeur à Oman.

Aux directeurs des deux quotidiens (*Al Ahsa* et *l'Action*) et de l'hébdomadaire (*Dialogue*) du Parti socialiste destourien succèdent des rédacteurs en chef qui dépendront pour la gestion du responsable de la maison d'édition de la presse du parti.

En annonçant ces changements, le premier ministre, M. Rachid Sfar, a déclaré que les nouveaux promus « se distinguent par leur fidélité et leur dévouement au Combatant suprême et à sa ligne politique, ainsi que par leur compétence, leur probité et leur patriotisme ».

M.D.

Au Sénat

La gauche accuse la droite de relancer la querelle scolaire

Les sénateurs ont poursuivi, à leur train, l'examen du texte « fourre-tout » du secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales. Ne serait-ce le soutien de M. Bernard Bosson à un amendement communiste demandant au gouvernement d'informer « avec précision des conséquences du prélèvement » opéré en 1986 sur la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) en publiant une annexe au projet de loi de finances 1987, ne serait-ce la remarque que cela suscita de la part du rapporteur de la commission des lois, M. Girod (Gauche dém., Aisme) — « Il est bon que les communistes dénoncent les hold-up des socialistes », — ne serait-ce le désarroi apparent que cet amuseant manège de

MM. Bosson et Girod provoqua chez M. Camille Vallin (PC, Rhône), ne serait-ce, enfin, l'adoption d'un amendement concernant le fonds national de péréquation de la taxe professionnelle, qui, selon les sénateurs socialistes et communistes, va étranger les petites communes, la discussion, en première lecture, du projet de loi portant diverses dispositions sur les collectivités locales au Sénat aurait dû se dérouler sans histoires. C'était sans compter avec le désir de la commission des lois d'ajouter un article additionnel, un de plus, sur le sujet sensible, et manifestement indispensable pour elle en plein mois d'août, de l'enseignement privé.

Cet amendement sur un article étudié lundi avait été jugé assez explosif pour être « réservé » c'est-à-dire examiné après que tous les articles furent épuisés. Il est donc naturel que M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort) ait fait un rappel au règlement juste avant la discussion de ce fameux amendement. « Vrai brûlot » de nature à « rallumer la guerre scolaire », cet amendement est de plus jugé inconstitutionnel par le sénateur socialiste, car, selon lui, il créerait « des charges nouvelles » (1).

Cet amendement — il a en quatre rédactions successives — donne la faculté aux communes, départements et régions de « concourir, sous forme de subvention, de participation au remboursement d'emprunt ou de cautionnement, aux dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privés implantés sur leur territoire qui ont, pour une ou plusieurs de leurs classes, passé un contrat d'association à l'enseignement public ou un contrat simple avec l'Etat ». Procédure inconstitutionnelle, cet amendement de création d'un article supplémentaire se réfère, ce qui fera jaser toute la soirée sur les bancs de l'opposition, à une loi vieille de cent trente-trois ans, la loi Falloux (lire ci-contre). Dès lors, la discussion, parties vives, l'article, autour de la constitutionnalité de cet amendement et sur le caractère jugé revanchard par les sénateurs socialistes et communistes de son contenu.

La conformité avec la Constitution est pourtant affirmée par M. Jacques Descoeurs-Dessieres (RI, Calvados), vice-président de la commission des finances, qui prend cette décision en son « âme et conscience ». Défendant son amendement, le rapporteur de la commission des lois, M. Girod, souligne que « les collectivités ne peuvent accéder à l'enseignement supérieur à une contribution supérieure à celle qu'elles fournissent à l'enseignement public ». Pour M. Marc Beaul (PS, Giroude), cet amendement crée de « nouveaux privilégiés ».

Sollicité à plusieurs reprises pour donner son avis, le secrétaire d'Etat s'en remet à la « sagesse » de l'Assemblée du palais du Luxembourg. Mme Hélène Luc, présidente du groupe communiste, n'en peut mais. Elle affirme que, devant cette volonté de « revenir à la loi Falloux », « les sénateurs communistes prendront le parti de Victor Hugo ». De son côté, M. Franck Sérusclat (PS, Rhône) souligne que « cette disposition risque de provoquer des

affrontements au sein des collectivités locales ».

Et si M. Stéphane Boudnel (Gauche dém., Charente-Maritime) se déclare « consterné », si M. Jory Mollet (Gauche dém., Charente-Maritime) considère que l'avenir du système éducatif mériterait « mieux que ce débat médiocre », si M. Vallin (PC, Rhône) affirme que « cet amendement introduit subrepticement

Thiers contre Hugo

Votée en mars 1850, la loi Falloux, ainsi appelée du nom du ministre de l'instruction publique qui l'avait proposée, a supprimé, pour l'enseignement secondaire, le monopole accordé par Napoléon I^{er} aux enseignants laïcs de l'université. Ces derniers ont dû désormais soutenir la concurrence des écoles des congrégations religieuses, qui ont ainsi pu se développer. En effet, après que la Constitution de 1848 ait reconnu la liberté de l'enseignement, cette loi a accordé aux membres des congrégations religieuses les plus larges facilités pour ouvrir des établissements et obtenir des subventions. De plus, elle a donné à l'Etat un droit de contrôle sur les écoles publiques en permettant aux municipalités de choisir un congréganiste comme instituteur dans une école publique.

La loi Falloux ne fut pas seulement votée par des catholiques : d'autres y ont vu une mesure de sécurité contre les démocrates. Ainsi Thiers, qui considérait les instituteurs comme « des antisociaux, 37 000 socialistes et communistes », se déclarait « prêt à donner au clergé tout l'enseignement primaire (...) pour propager cette bonne philosophie qui apprend à l'homme qu'il est ici pour souffrir ». Au contraire, Victor Hugo souhaitait la création d'un immense enseignement public donné et régi par l'Etat, partant de l'école de village (...) jusqu'à l'institut de France ; les portes de la science toutes grandes ouvertes à toutes les intelligences... ».

ment dans le texte viole le principe d'égalité » en même temps que « la Constitution », et si M. Dreyfus-Schmidt s'étonne de « l'absence au banc du gouvernement de M. Cabanis », car « ne s'agit-il pas de la privatisation de l'école publique ? », les sénateurs de la majorité, ceux qui en tout cas prennent la parole, sont d'un avis radicalement opposé.

Un secrétaire d'Etat en porte à faux

La « guerre scolaire » a-t-elle été rallumée par la droite, dans la soirée du 6 août, au palais du Luxembourg ? Les sénateurs socialistes et communistes l'ont, en tout cas, affirmé bien haut. Entre la volonté de se ruier sur le sanctuaire de la guerre et le désir de la réouverture, il est difficile de discerner ce qui a poussé des sénateurs de la majorité, via la commission des lois, à déposer un amendement provocateur et hors sujet sur le projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (DDCL) défendu par M. Bernard Bosson, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, dont l'examen avait commencé lundi (le Monde du 6 août) et qui a finalement été adopté.

Cet amendement, sur lequel M. Bosson a refusé de donner l'avis du gouvernement tout au long de la discussion animée entre sénateurs de l'opposition et de la majorité, ouvre la possibilité aux communes, départements et régions de concourir, sous différentes formes, aux dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privés

OLIVIER BIFFAUD.

Le redécoupage électoral

Bouches-du-Rhône : comment éliminer le Front national

UDF et RPR main dans la main, la gauche et l'extrême droite criant au « charcutage » : le projet de découpage électoral dans les Bouches-du-Rhône est le fruit d'une solidarité d'intérêt entre les formations de la coalition gouvernementale. Leur projet commun, qu'elles jugent « cohérent et juste », devrait être officialisé sans retouches majeures. Le Parti socialiste et le Front national se considèrent eux comme les principales victimes

de ce découpage, les communistes affirmant de leur côté qu'il permettrait à l'UDF et au RPR « d'empocher les deux tiers des sièges avec un tiers des voix ». Les amis de M. Le Pen ont cependant donné rendez-vous aux dirigeants de la droite, MM. Jean-Claude Gaudin (UDF) et Maurice Toga (RPR) pour un deuxième tour de scrutin « qui pourrait être dramatique pour eux si le Front ne retrouvait pas ses élus ».

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Le projet officiel de l'UDF et du RPR ne rencontre en fait l'adhésion de ses adversaires que sur un seul point : la répartition à égalité entre Marseille et le reste du département — dont les populations respectives s'équilibrent — des seize sièges à pourvoir. Dans le précédent découpage, Marseille était, en effet, manifestement sur-représentée avec huit circonscriptions — dont une englobant un canton extérieur à la ville — sur onze. Les anciennes circonscriptions faisaient également apparaître de grandes disparités démographiques. La plus importante (Salon-de-Provence), détenue par le PC, comptait en 1981 190 000 électeurs inscrits, contre 41 000 seulement dans la plus petite (Marseille 1, et partie 6), fief du RPR. Sur la base du recensement de 1982, la population des nouvelles circonscriptions doit s'inscrire dans une fourchette de 86 209 à 129 314 habitants.

Le projet de la majorité gouvernementale ne respecte pas tout à fait cette directive du ministre de l'intérieur, puisque dans trois circonscriptions, les chiffres de population s'écartent de plus ou moins 20 % par rapport à la moyenne départementale qui est de 107 762 habitants. Dans deux d'entre elles, à Marseille, le seul démographe est dépassé. Dans la troisième, au nord du département, il n'est pas atteint. Le découpage tient scrupuleusement compte, en revanche, des limites cantonales et de la notion de conti-

nuité territoriale. A Marseille, la moyenne des électeurs inscrits tourne autour de 62 000, alors que, dans le reste du département, elle est comprise entre 39 000 et 83 000.

« Nous sommes parvenus à un projet cohérent, sans anomalie criante et qui ne lèse aucun parti politique », estime M. Jean-Claude Bertrand, directeur du cabinet de M. Jean-Claude Gaudin au conseil régional. Ce sentiment est partagé par M. Toga qui juge le découpage soumis au préfet des Bouches-du-Rhône « très convenable et parfaitement équilibré ».

Pouvait-on manier autrement les ciseaux ? Qu'ils aient, ou non, participé à la consultation sur la nouvelle loi électorale, les autres partis n'ont guère épilogué. « Un charcutage sévère », a tranché le PC. Du « sur-mesure » pour l'UDF et le RPR ont protesté les socialistes. Quant au Front national, il s'est pincé le nez, comme M. Pascal Arrighi, pour ne pas buser « la cuisine Gaudin ».

Le PC a été le seul, en l'occurrence, à déposer un projet alternatif fondé sur le respect des limites d'arrondissements à Marseille et des « grands équilibres » dans le reste du département. Partisans du no-cloctement des grandes villes, hors Marseille, les communistes n'ont ainsi distingué qu'une seule grande circonscription aixoise où la majorité gouvernementale en a vu deux, dont une, territorialement immense, formée des cantons d'Aix-Sud-Ouest et de Salon-de-Provence. Ils ont ainsi redécoupé les cantons du pourtour de l'étang de Berre pour créer une circonscription de la façade maritime, réunissant des communes

de surcroît en odeur de sympathie politique.

Charcutage ! Les projections électorales sont parlantes. Le PS se retrouve dans le projet de la droite que deux sièges sûrs, un à Marseille et l'autre dans la nouvelle circonscription de Martigues-Istres (13^e), alors qu'il en avait obtenu cinq en mars dernier. Le PC pourrait n'en récupérer qu'un, dans la 8^e circonscription (Marseille III, XVI et partie XV) sur les deux qu'il détenait aujourd'hui. Le Front national n'en saurait, de même, qu'un seul sur quatre dans la 7^e circonscription (Marseille XIV, partie 13, partie 15). Faites les comptes et soustrayez deux ou trois circonscriptions en balance, l'UDF et le RPR auraient donc, une bonne dizaine de députés. « Soit, souligne le premier secrétaire de la fédération socialiste, M. Yves Vidal, le double de sièges par rapport à l'audience électorale de la droite quand le PS verrait, lui, sa représentation minorée de moitié ».

M. Le Pen à Marseille ?

Moins confiants ou plus modestes, les deux partis de la majorité gouvernementale ne visent, pour leur part, que de sept à neuf sièges dont ceux de leurs quatre députés sortants marseillais, les UDF Jean-Claude Gaudin, Roland Blum, Jean Roussier et le RPR Maurice Toga. M. Guy Tosié, conseiller général (UDF) du 20^e canton 8 et maire du 9^e arrondissement, paraît également bien placé pour l'emporter dans la 4^e circonscription

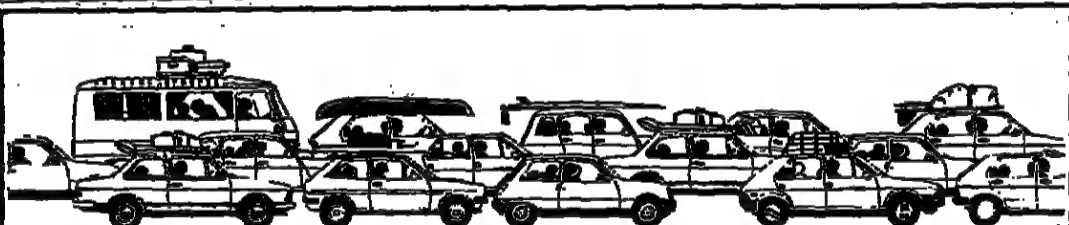
(Marseille IX, partie 9, partie 11) comme M. Jean-Pierre Paretz della Rocca, député (UDF) et maire d'Aix-en-Provence dans la 14^e circonscription (Aix-Nord, Treis, Peyrolles) ou le nouveau conseiller général (RPR) de La Ciotat, Gilbert Rastoin dans la 9^e circonscription (Anseigne-La Ciotat).

En fait, l'UDF et le RPR comptent surtout récupérer si possible les quatre sièges détenus par le Front national. Ils ont décidé de présenter des candidats uniques dans toutes les circonscriptions pour y parvenir. Réaction, très vive, du député et du secrétaire départemental du FN, M. Ronald Perdomo : « Nous nous retrouverons au deuxième tour qui sera, pour certains dramatique. Découpage ou non, candidature unique ou non, ils ne seront pas élus sans le Front et le Front ne les élira pas s'il n'a pas lui-même, ses élus, c'est-à-dire, au moins, ses quatre députés sortants ».

Jean-Marie Le Pen sera-t-il lui-même candidat dans les Bouches-du-Rhône ? Un serpent de mer qui cesserait d'être « si le président pensait avec le bureau national qu'il doit rester député et que la meilleure circonscription de France se trouve à Marseille ».

La raison majeure qui justifierait la venue du chef du Front national est liée, à l'évidence, aux futures élections municipales de Marseille. A droite comme à gauche, la succession de Gaston Defferre hante tous les esprits. D'où, notamment, les « batailles sanglantes d'investissement » qu'Yves Vidal redoute au sein du PS. L'une des deux circonscriptions marseillaises gagnables par les socialistes correspond, pour partie, au secteur municipal de Michel Pezet. De là à conclure que le grand perdant de la récente bataille pour la mairie pourrait représenter cette circonscription et y triompher — prenant une option pour 1989 — il n'y a qu'un pas vite franchi par ses amis. L'enjeu est tout aussi important pour le leader du PC Guy Herminier, auquel a suivi le décès accéléré de son parti dans le département.

GUY PORTE.



EVITEZ LES BOUCHONS : RENTREZ PAR LORIENT..

En politique comme sur la route, rien de pire que le surplace. Si vous voulez que les choses et les idées avancent, soyez fûtés : faites un crochet par Lorient.

DÉMOCRATIE 2000 vous invite à participer à un débat essentiel pour l'avenir de notre société :

Quel progrès social pour demain ?

2^e RENCONTRE D'ÉTÉ DÉMOCRATIE 2000

L'efficacité économique condamne-t-elle le progrès social ?

Quel avenir pour la protection sociale ?

Comment faire face aux risques d'exclusions ?

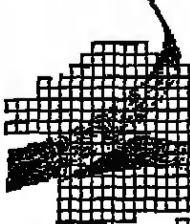
Avec la participation de : Jacques DELORS, Pierre BEREGOVY, Michel DELEBARRE, Jean AUROUX, André BERCOFF, Jean-Michel BELORGEY, Gilles MARTINET, Henri NALLET, Alain RICHARD, René TEULADE, Théodore ZELDIN et les animateurs de DÉMOCRATIE 2000

Et de très nombreuses autres personnalités représentatives des diverses sensibilités d'une gauche qui bouge.

VENDREDI-SAMEDI

29-30 août 1986

du vendredi 10 h 30 au samedi 18 h 00 à Lorient Conservatoire Régional



Frais d'inscription : 100 F.

Renseignements au Cabinet de J.Y. LE DRIAN Député-Maire de Lorient 97.21.20.51

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde sans visa

Politique

POINT DE VUE

Politique-fiction pour l'après-1988 (suite)

par Jean-Richard Sulzer
professeur à l'université Paris-XII

Dimanche 29 mai 1986, 19 h 55.

LES téléspectateurs scrutent avec attention l'écran de Canal 1, héritier de la défunte TF 1. Le présentateur-vedette apparaît, le font ruiselant et le visage livide. Les Français ont tout de suite compris : François Mitterrand vient d'être élu pour un second mandat. La multiplicité des candidatures au premier tour a desservi la majorité parlementaire ; et les électeurs du Front national ont sanctionné la gestion cohabitationniste.

Fait sans précédent, un président de la République française vient d'être réélu pour la seconde fois par le suffrage universel. L'Assemblée du 16 mars 1986 et le gouvernement Chirac sont-ils désormais à la merci du chef de l'Etat ?

La dissolution ?

François Mitterrand peut dissoudre l'Assemblée dans deux années plus tôt. Cet acte ne nécessite pas le contreseing du premier ministre (articles 12 et 19 de la Constitution). Mais le président hésite : le retour au scrutin majoritaire peut certes assurer une victoire massive du PS aux élections législatives,

malgré le découpage des nouvelles circonscriptions. En effet, les Français sont légionistes et peuvent élire une Assemblée de gauche, comme en 1981. Il semble cependant que nos concitoyens aient été déçus par les coupures de tête de 1981, qu'ils soient désormais accoutumés à la cohabitation. L'issue des législatives serait donc incertaine. Le chef de l'Etat peut hésiter, d'autant plus que les centristes et les radicaux annoncent à 20 h 10 qu'ils quittent l'UDF. Une « majorité d'idées » n'est plus sûre.

Et le gouvernement ?

Rien n'oblige le premier ministre à présenter la démission de son gouvernement (article 8 de la Constitution). L'hôtel Matignon reste un pôle de pouvoir en vue d'éventuelles législatives.

A 20 h 15, un communiqué du premier ministre annonce que le gouvernement reste en fonction. Seule une motion de censure pourrait désormais mettre fin à son existence. Il faudrait pour ce faire que se rassemblent une majorité de députés hostiles.

La ministre est cependant en sursis : une défection centriste ou des législatives anticipées rendraient son existence aléatoire.

A 20 h 30, le chef de l'Etat annonce que, dès septembre 1988, il soumettra à référendum un projet visant à réduire le mandat présidentiel à cinq ans.

M. Mitterrand ne fait qu'exercer les prérogatives qui lui sont reconnues par l'article 89 de la Constitution. Ce projet de quinquennat avait en effet été voté dans les mêmes termes par les deux chambres en 1973. Il sommeillait depuis lors dans les cartons de la République.

Si le quinquennat est ratifié par le référendum, il s'appliquera en 1985, à l'issue du mandat du président sortant.

Mardi 1^{er} juin 1988.

Comme il en est ainsi chaque semaine, le conseil des ministres se réunit à l'Élysée. L'atmosphère est particulièrement lourde. Les statistiques du chômage sont alarmantes. Le président réélu exprime ses « plus extrêmes réserves » à l'égard de l'action gouvernementale dans le domaine de l'emploi. Mais la cohabitation continue. Se poursuivra-t-elle jusqu'en 1991 ? Les observateurs s'interrogent. Le chef de l'Etat a-t-il intérêt à mettre un terme à une expérience dont il semble avoir tiré bénéfice ?

Les politologues se demandent d'ailleurs si cette aventure n'aurait pas handicapé le camp libéral.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 6 août, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations le communiqué suivant a été diffusé :

CONVENTIONS INTERNATIONALES

Le ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres trois projets de loi autorisant l'approbation ou la ratification de conventions internationales :

— La convention européenne sur la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives et notamment de matches de football ;

— La convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe ;

— L'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République arabe du Yémen sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE, TRAVAIL TEMPORAIRE ET TRAVAIL À TEMPS PARTIEL

Le ministre des affaires sociales et de l'emploi a présenté au conseil des ministres une ordonnance modifiant les dispositions du code du tra-

vail relatives au contrat à durée déterminée, au travail temporaire et au travail partiel. Cette ordonnance a pour objet, comme le prévoit la loi d'habilitation, d'une part, de lever les obstacles au recours au contrat de travail à durée déterminée et au travail temporaire et, d'autre part, de favoriser l'exercice du travail à temps partiel.

1. — En ce qui concerne le contrat à durée déterminée et le travail temporaire, l'ordonnance a assoupli et simplifié la réglementation dont l'excessive complexité était dissuasive ; la liste limitative des cas de recours est supprimée ; ainsi peut-on désormais librement recourir au contrat à durée déterminée et au travail temporaire ; l'autorisation préalable de l'administration est supprimée ; la durée maximale des contrats qui était de six ou douze mois est portée à vingt-quatre mois ; enfin, la liste des secteurs d'activité pour lesquels est d'usage constant de recourir à des contrats à durée limitée, établie jusqu'ici par décret, pourra être complétée par accord des partenaires sociaux, par voie de convention ou d'accord collectif étendu.

Le contrat à durée indéterminée demeure bien sûr le mode de recrutement de droit commun des salariés. Aussi l'ordonnance pose-t-elle le principe selon lequel un contrat à durée déterminée ou un contrat de travail temporaire ne peut avoir pour objet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise. De même, le délai de carence qui doit s'écouler entre deux recrutements à durée limitée sur un même poste de travail est-il maintenu.

Les salariés sous contrat à durée déterminée ou sous contrat de travail temporaire conservent les mêmes droits qu'auparavant.

2. — En ce qui concerne le travail à temps partiel, l'ordonnance prévoit trois mesures destinées à le favoriser :

a) Pour le calcul de l'effectif de l'entreprise lié à l'application des seuls salariés, tous les salariés à temps partiel sont pris en compte, au prorata de leur temps de travail, quelle que soit la durée de celui-ci ou la nature de leur contrat de travail.

b) Un nouveau type de contrat de travail, le contrat de travail intermittent, est institué. C'est un contrat à durée indéterminée, pour des emplois qui comportent par nature une alternance de périodes travaillées et de périodes non travaillées. Afin de permettre d'adapter ces contrats aux besoins de chaque secteur d'activité, leur mise en œuvre se fera par accord des partenaires sociaux, par convention ou accord collectif étendu.

c) Les possibilités de préretraites à mi-temps sont étendues. Cette formule qui permet au salarié de conserver une activité à mi-temps, tout en touchant une préretraite partielle, n'est ouverte à l'heure actuelle qu'aux entreprises qui maintiennent un effectif constant. Les entreprises pourront désormais y recourir en cas de réduction d'effectifs.

Cette ordonnance prend ainsi place dans une politique d'ensemble en faveur des créations d'emplois qui tend à rendre aux entreprises la liberté de la gestion de leurs effectifs sans remettre en cause les nécessaires garanties des salariés.

(Lire page 20.)

M. Juppé abandonne sa tâche de porte-parole du gouvernement

M. Alain Juppé a demandé à être déchargé de ses fonctions de porte-parole du gouvernement. Le ministre délégué au budget l'a annoncé en rendant compte du conseil des ministres du mercredi 6 août. Il a expliqué que son programme de travail allait être « particulièrement chargé à l'automne » du fait de la discussion budgétaire, et il lui paraît donc difficile de concilier ses deux tâches gouvernementales.

En fait, M. Juppé ne cachait guère qu'il trouvait quelque insatisfaction à devoir se contenter de rendre compte des travaux du conseil des ministres sans être en même temps responsable de la communication du gouvernement, rôle que tient M. Denis Baudouin, conseiller auprès du premier ministre.

M. Jacques Chirac a accédé à cette demande de M. Juppé. Un autre ministre sera donc probablement chargé de rendre compte de la réunion élyséenne du mercredi matin, à l'occasion d'un prochain remaniement ministériel attendu depuis plusieurs semaines (le Monde du 23 juillet).

Le conseil des ministres de mercredi a nommé M. Bernard Vieux inspecteur général des finances à la direction générale de l'Office national interprofessionnel des céréales, (le Monde du 2 août).

Communication

Les professionnels tirent un premier bilan du débat parlementaire

Paysage après la bataille

Les ultimes amendements du 5 août ont tranché brutalement les derniers conflits d'intérêts entre presse, télévision, publicité, producteurs et diffuseurs. La pression des lobbies a duré jusqu'au dernier moment.

Dans le petit monde de l'audiovisuel, c'est l'heure des premiers bilans. Le mardi 5 août, au Palais Bourbon, le gouvernement a en effet passé un compromis entre le texte du projet de loi sur la liberté de communication voté par le Sénat, les amendements des députés et ses propres intentions. Mais il a, du même coup, tranché toute une série de conflits d'intérêts, certes moins spectaculaires que les polémiques déclenchées à propos de la privatisation de TF 1, mais aussi acharnés. A la lecture des cent dix-huit amendements joints au texte de loi dans un vote bloqué, les professionnels de la presse, de la télévision, du cinéma ou de la publicité dénombrement déjà les vainqueurs et les vaincus de ces intes secrètes entre lobbies. Même si la commission mixte paritaire qui doit confronter les textes du Sénat et de l'Assemblée offre encore, la semaine prochaine, l'occasion d'ultimes arbitrages.

Côté vainqueurs, la direction générale des télécommunications (DGT) tire très bien son épingle du jeu. Certes, le texte de M. François Léotard prévoit sa mise en concurrence avec le privé, mais l'échéance est repoussée à l'horizon 1991 sous réserve de l'adoption d'une future loi sur la concurrence. En attendant, la DGT a réussi la performance de faire repousser les propositions de M. Michel Péricard, président de la mission TV-Câble et rapporteur du projet de loi au Palais Bourbon.

Le député RPR voulait que les réseaux câblés — désormais retirés au monopole de la DGT — puissent exploiter certains services de communications. Sous la pression de la DGT, le gouvernement a limité le câble à la radio-télévision. « On ne peut pas démanteler les télécommunications petit bout par petit bout », reconnaît un conseiller de Matignon dans les couloirs de l'Assemblée.

Autre brillant vainqueur, la profession publicitaire, qui s'est opposée discrètement mais efficacement aux réglementations que voulaient introduire les sénateurs. Elle obtient ainsi la disparition définitive de la Régie française de publicité et du contrôle préalable qu'elle exerçait sur le contenu des spots de publicité. Elle a fait sauter le plafonnement des coupures publicitaires d'un film à 5 % de sa durée totale. Enfin, les publicitaires viennent de voir s'ouvrir un nouveau marché : la promotion des partis politiques sur le petit écran.

La presse écrite, qui redoutait la pénétration de l'audiovisuel sur son marché publicitaire, réussit à limiter les dégâts. Le gouvernement a adopté le principe d'un plafonnement des recettes du secteur public, demandé par les députés baristes, et ce jusqu'en 1989.

Surtout, mais plus précieuse, pour la Société française de production (SFP), ses dirigeants ont fait valoir au gouvernement qu'une suppression brutale des commandes obligatoires des chaînes serait fatale pour l'entreprise publique au moment où le marché de la production télévisuelle connaît une sensible récession. Le gouvernement a remplacé les commandes obligatoires par des contrats négociés entre la SFP et les chaînes publiques. Mais il a aussi obligé TF 1 à maintenir un minimum de commandes à la société publique pendant deux ans (250 millions de francs au lieu des 602 millions de francs prévus cette année). Le temps pour la SFP de se transformer en entreprise concurrentielle avec l'aide de ses actionnaires. Encore faut-il que les commandes des chaînes, pratiquement gelées depuis six mois par les incertitudes politiques, redémarrent.

Du côté des perdants

Confrontés à la récession du marché, les producteurs privés de télévision s'en sont beaucoup moins bien tirés. Ils espéraient obliger les chaînes publiques ou privées à commander 75 % de leurs programmes à des producteurs indépendants, comme c'est le cas aux États-Unis. Le gouvernement ne les a pas suivis, et la limitation de la production propre des chaînes est renvoyée aux cahiers des charges. Seule consolation, le renforcement du compte de soutien, taxe sur les recettes des chaînes qui alimente en grande partie la production privée.

Au rang des vaincus, il faut compter bien sûr le Conseil national de la communication audiovisuelle, supprimé par le gouvernement malgré les efforts de son président, M. Lucien Stéz, et les pressions dis-

crètes mais répétées des autorités religieuses. Le CNCA était en effet le seul organisme, issu de la loi de 1982, où les grandes familles de pensée et les courants spirituels pouvaient dire leur mot sur les problèmes audiovisuels. Plusieurs rapports — sur les télévisions privées et les problèmes des coproductions notamment — avaient montré l'intérêt de la démarche. Peine perdue : M. Péricard avait récemment dans une conférence de presse qu'il « ne les avait pas lus ».

Autre institution en péril : l'Institut national de l'audiovisuel (INA). Un amendement-surprise vient de lui retirer l'exploitation des archives des chaînes publiques dans les domaines de la fiction et du documentaire de création. La conservation et la commercialisation des archives étant la mission « prioritaire » de l'INA, on voit mal désormais comment l'Institut peut faire face à cette soudaine dépossession. Son président, M. Jacques Pomonti, avait pourtant longuement plaidé sa cause auprès des pouvoirs publics :

« Le patrimoine de la création française, explique-t-il, est le seul rempart contre l'invasion des antennes par les archives des télévisions américaines. L'INA est mieux placé pour le valoriser que les chaînes, plus soucieuses de geler l'utilisation de leurs archives que de les vendre à des opérateurs privés. » Les sénateurs qui ont donné naissance en 1974 à l'INA seront peut-être sensibles à ces arguments.

Autres grands perdants : les chaînes publiques, dont les dirigeants ont luté jusqu'au dernier moment contre le plafonnement des recettes publicitaires. Concentrant leurs efforts pour barrer la route aux amendements baristes, ils n'ont pas vu venir celui déposé par le gouvernement lui-même.

Le piège est particulièrement diabolique pour Antenne 2, qui dépend pour 60 % de ses ressources de la publicité. Les 40 % restants viennent d'une redevance que le gouvernement a l'intention de diminuer et qui, de plus, rentre de plus en plus mal. Comment dans ces conditions faire face à la concurrence des télévisions privées et à l'influctuable hausse des prix d'achat des pro-

grammes ? Dans les chaînes publiques, la réponse est aujourd'hui pessimiste, et l'on prévoit une grave crise financière dans les deux prochaines années. Incohérence de dernière minute ou volonté délibérée encore que déguisée, le gouvernement semble plannifier la disparition à terme du secteur public pour cause d'asphyxie financière.

Au terme de ce premier bilan, il faut signaler un vainqueur discret et hors concours : la Cour de cassation. Les conseillers avaient prévenu M. Léotard qu'ils ne pourraient élire leur représentant à la Commission nationale de la communication des libertés (CNCL) qu'après le 4 octobre, date de leur première assemblée de rentrée. Soucieux de préserver les vacances des magistrats, le gouvernement leur a accordé un délai d'un mois à dater de la publication de la loi. Le président de la République, le Sénat et l'Assemblée n'ont obtenu, eux, que quinze jours.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

● La télé est à nous : le service public est un bien inaliénable. — Le comité La télé est à nous, créé par des salariés et des téléspectateurs de TF 1 après l'annonce de la privatisation de celle-ci, prend acte, dans un communiqué publié le mercredi 6 août, du vote de la loi relative à la liberté de la communication incluant la privatisation de TF 1 : « C'est une loi rejetée par l'opinion publique, remodelée au Sénat comme à l'Assemblée nationale et contestée au sein même de sa propre majorité que le gouvernement a imposé par l'emploi de l'article 49-3, y lit-on. La privatisation de TF 1 au mépris de l'avis populaire et en plain des désaccords pour longtemps ses auteurs aux yeux de tous les démocrates du pays. (...) Le service public de la radio-télévision est un bien inaliénable. La sauvegarde et la promotion de ses grandes missions, notamment de volume, et de la qualité de la création originale des programmes, d'une information pluraliste et indépendante, du maintien de la qualité technique ainsi que de son réseau de diffusion sans zone d'ombre restent prioritaires. »

A l'Agence France-Presse

Les nouveaux horaires de travail sont suspendus

Les journalistes des desks France, sélection (choix de dépêches destinées aux radios et aux journaux départementaux), étranger et Afrique-Asie de l'Agence France-Presse (AFP) ne sont pas tenus de respecter les nouveaux horaires de travail sur écran — sept heures par jour au lieu de six — qui figurent dans le plan de redressement élaboré par le PDG de l'agence, M. Henri Figeat, qui avaient été adoptés le 8 juillet dernier par le conseil d'administration. Sur le conseil de leurs syndicats, les rédacteurs de l'agence avaient d'ailleurs refusé de s'y plier.

Saisi en référé par l'intersyndicale de l'AFP (SNI, CFDT, CGT, FO) le 1^{er} août (le Monde du 5 août), le tribunal de grande instance de Paris a estimé, mercredi, que l'application de ces nouveaux horaires était suspendue « jusqu'à ce que le comité d'entreprise ait donné son avis sur ces mesures ». En outre, la direction

de l'AFP a été condamnée à verser 3 500 francs aux syndicats pour « délit d'entrave au fonctionnement du comité d'entreprise » et devra acquitter les frais de justice.

Une nouvelle réunion du comité d'entreprise a lieu ce 7 août. La direction y communiquera officiellement le schéma de ces nouveaux horaires. Mais pour les syndicats, ces mesures posent des problèmes d'organisation des heures de travail et des services, des problèmes d'ordre médical du fait d'une station plus longue devant l'écran des consoles et des problèmes de reclassement, puisque ces nouveaux horaires entraînent la suppression de dix postes de journalistes dans les desks. L'avis motivé du comité d'entreprise ne sera donc pas fourni de sitôt. Ce qui fait dire à la direction de l'AFP que « les syndicats font traîner les choses et tentent de gagner du temps ».

Réactions à Radio-France aux critiques de M. de Villiers

Les réactions officielles de la station aux mesures de rigueur annoncées le mardi 5 août par M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat à la culture et à la communication, pour Radio-France (le Monde du 7 août) sont plutôt discrètes. A la direction de Radio-France, on se borne à faire remarquer qu'« il arrivait à TDF de retirer à Radio-France certaines de ses fréquences pour les attribuer à une radio privée. Le seul changement, c'est de le dire ».

On réfute d'autre part l'argument de M. de Villiers selon lequel les stations de Radio-France coûtent beaucoup plus cher que les radios privées : « Sans rédaction et sans convention collective, les grosses radios commerciales ont des budgets comparables à nos stations ». Quant à la suppression de la publicité collective sur les stations décentralisées de Radio-France, on indique qu'elle coûtera environ un million de francs : « Nous avions entamé cette expérience il y a un an, avec la Régie française de publicité : avec, par exemple, des cam-

gues pour l'emploi. Cela nous rapporterait environ un million de francs ».

Le SNI, en revanche, accueille les propos de M. de Villiers « avec inquiétude », et a déclaré, mercredi, dans un communiqué : « Pour-il rappeler au ministre que les radios décentralisées s'inscrivent dans le principe juridique de la décentralisation. Il ne saurait y avoir de décentralisation administrative sans décentralisation du service public audiovisuel. Radios publiques, radios privées, le ministre a choisi son camp, à savoir les radios privées ».

Rejetant l'argument du secrétaire d'Etat concernant le coût des radios publiques et privées — « comparons ce qui est comparable » — le syndicat conclut : « Le SNI Radio-France ne saurait accepter que l'on brade ce qu'il a amputé les radios décentralisées, qui assurent dans les régions une mission d'information et de service public à laquelle les citoyens ont droit. »

L'affaire du Carrefour du développement

« J'ai simplement eu un rôle technique » affirme le fondateur de l'OFRES

M. Hubert Haddad, fondateur de l'OFRES (Office français des relations extérieures sociales), société d'édition où une perquisition a eu lieu le 22 juillet dans le cours de l'enquête sur les fausses factures apparues dans l'affaire du Carrefour du développement, affirme dans une interview au Quotidien de Paris du 7 août, que M. Christian Nucci a « demandé une aide pour sa campagne électorale » à la société. M. Haddad, qui n'était plus à l'époque, le gérant de l'OFRES, dément avoir demandé à l'imprimeur de Beaurepaire de faire porter de faux intitulés sur les factures concernant la réalisation des affiches de M. Nucci : « D'après ce qu'on peut savoir, c'est d'ailleurs soit M. Nucci, soit son attaché parlementaire qui ont demandé cela. Moi

(...) j'ai simplement eu un rôle technique », affirme-t-il.

M. Haddad ajoute qu'il a quitté Paris en 1984 pour mettre en place la régie publicitaire de RFO-Tahiti et que l'OFRES ayant enregistré des pertes en 1984 et 1985 se trouve aujourd'hui en liquidation avec un passif de 10 millions de francs.

[Ces déclarations de M. Haddad semblent en contradiction avec celles que le fondateur de l'OFRES avait lui-même données à la télévision et à Europe 1 à la fin du mois de juillet. M. Haddad, qui n'est aujourd'hui plus responsable dans l'établissement des fausses factures déclarées alors avoir concerné l'imprimeur de modifier les intitulés des factures. « Factures sur des revues de la région que nous faisons, c'est le seul moyen d'être payé », se souvient-il alors d'avoir dit.]

● M. MICHEL AURILLAC : « Aucun wagon d'argent sale ». — M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, a affirmé le mercredi 6 août dans une déclaration à l'AFP que, compte tenu de ses informations sur le dossier du Carrefour du développement, « rien ne permettait de voir cette affaire du contexte franco-français ». Faisant référence à l'application d'un député socialiste sur les « wagons d'argent sale » transisant au ministère de la coopération (le Monde du 6 août), M. Aurillac a affirmé qu'il n'avait vu passer « aucun wagon d'argent sale », ni malheureusement d'argent propre » dans son ministère.

● M. Christian Nucci « très sérieux ». — L'ancien ministre de la coopération, M. Christian Nucci, contre lequel une procédure judiciaire a été engagée le 4 août (le Monde du 6 août), est « très sérieux », a indiqué l'un de ses proches amis à l'AFP. Cette procédure — au terme de la-

quelle le chambre criminelle de la Cour de cassation doit se prononcer sur la désignation d'un juge d'instruction — correspond à ce que M. Nucci avait demandé « depuis le départ ».

Le député de l'Aube s'est accordé des vacances en famille dans le Midi.

● BEAUREPAIRE : plainte d'Antenne 2. — Un journaliste et un cameraman d'Antenne 2 qui effectuaient un reportage à Beaurepaire (Isère), la commune dont M. Christian Nucci est le maire, ont déposé une plainte à la gendarmerie locale, après avoir été victimes le mercredi 6 août d'un incident avec un automobiliste. MM. Olivier Lerner et Noël Alexandre filmèrent des consommateurs à la terrasse d'un café lorsque l'ancien garde champêtre de la localité, aujourd'hui retraité, s'est dirigé à vélo, accompagné de sa voiture, dans leur direction. Les deux journalistes ont pu éviter le véhicule, mais leur caméra est tombée et a été endommagée.

La prise d'otage à la banque Worms

Un ravisseur « cultivé, intelligent et compétent en électronique »

Le film de la prise d'otage à la banque Worms, longtemps voilé par les besoins de l'enquête, a gagné en netteté, mercredi 6 août, avec les déclarations... que nous ont faites MM. Jean-Michel Bloch-Lainé, président...

Dès le 23 juillet, l'homme s'installe dans la banque, déjouant le dispositif de sécurité. Connaissant parfaitement les lieux, il pénètre dans le bureau de M. Spósito, dont la porte n'a pourtant aucune plaque d'identification. Il est alors 8 h 10. A cette heure matinale, le ravisseur ne s'attendait visiblement pas à trouver M. Spósito accompagné de deux collaborateurs, dont M. Pietri, l'un de ses secrétaires.

L'homme, qui ne peut endosser son plan - pour le directeur du département bancaire à débiter 10 millions de francs, - se présente alors sous le pseudonyme de « Lemercier », en se recommandant du nom d'un autre dirigeant de la banque et demande à s'entretenir d'un sujet « confidentiel » avec M. Spósito. Occupé, celui-ci ne peut le recevoir et lui demande de traiter avec M. Pietri. Le futur ravisseur converse donc avec la secrétaire avant de pénétrer un moment dans le vestibule, puis voyant que le rendez-vous de M. Spósito ne prolonge, il quitte les lieux. Il reviendra à la banque le lendemain matin, après avoir pris M. Pietri en otage à son domicile. Grâce à la carte magnétique de la secrétaire, Lemercier gagne alors le bureau de M. Pietri; cette dernière téléphone à son directeur : « M. Lemercier, le client d'hier, est là; il veut vous voir pour son affaire ».

M. Spósito reçoit donc M. Lemercier, qui, d'entrée,

directeur général de l'établissement et Charles Spósito, directeur général adjoint. C'est ce dernier et non sa secrétaire, M. Pietri, enlevée durant neuf jours, qui était la cible de l'attaque de la prise d'otage du 24 juillet.

dans le bureau d'un autre directeur, M. Christian Haas, et obtient du ravisseur la permission de sortir. La police, alertée, investit les lieux. Mais l'inconnu, inquiet de ne plus être rejoint, par téléphone, son complice resté sur le boulevard Haussmann, passe les minutes à M. Haas et l'attache à un radiateur avant de s'enfuir. Tout s'est passé très vite. A 10 h 35, M. Pietri téléphone de l'extérieur de l'établissement à M. Spósito pour confirmer la demande de la rançon.

Neuf jours durant, « M. Lemercier » va jouer au chat et à la souris avec ses interlocuteurs. Il téléphonera à plusieurs reprises sans jamais laisser le temps nécessaire à la localisation de ses appels. Il indique ainsi différents endroits où il a déposé des cassettes enregistrées qui décrivent diverses modalités de remise de rançon, rançon qu'il a diminuée de moitié. Enfin, lassé du manège ou inquiet de l'état qui se dessine, « M. Lemercier » demande finalement à la banque de diffuser un message sur les ondes de RTL pour confirmer que la rançon est à sa disposition. En fait, pas un son de cette rançon n'a été versé, affirme M. Jean-Michel Bloch-Lainé, qui a tenu à souligner l'efficacité des policiers. Le soir même de la diffusion du message, M. Pietri sera libérée de son otage de neuf jours de détention : « Je suis un joueur, pas un tueur », conclut le ravisseur.

Un complice Pour se venger, « M. Lemercier » exige une rançon de 10 millions de francs contre la vie de M. Pietri. Il ordonne à M. Spósito d'aller chercher la somme auprès du chef du service des caisses, M. Denise Gibart, et, pour être convaincant, il montre à M. Spósito trois clichés de M. Gibart photographiés devant son pavillon. M. Spósito parvient alors à convaincre le ravisseur

Les fêtes du bicentenaire

Le mont Blanc en feu

GRENOBLE

De notre correspondant

Chamonix vibre pour « son » mont Blanc. Ce territoire de haute montagne que se disputent longtemps les communes hanzi-savoises de Saint-Gervais et de Chamonix, à l'origine de la renommée mondiale de la Mecca de l'alpinisme, sera le théâtre, le vendredi 8 août, d'un formidable show. Les Chamonixards se sont en effet brusquement rappelés, il y a un peu plus d'un an, que 1986 serait l'année du bicentenaire de la première ascension de la plus haute cime de l'Europe. Les deux « enfants du pays », le guide et cristallier Jacques Balmat et le docteur Michel Gabriel Paccard, un peu oubliés ces dernières années au profit des conquêtes modernes des sommets, ont brusquement ressurgi sur le devant de la scène alpine (1).

Les fêtes du bicentenaire sont l'occasion d'une réhabilitation du « docteur » et du rôle essentiel qu'il joua au sein de la cordée victorieuse de 1786. Chamonix a ainsi lancé une souscription pour immortaliser enfin la mémoire de Michel Gabriel Paccard. Ce mémorial du premier médecin de la vallée conquérant du toit de l'Europe devra cependant encore un peu à l'écart du célèbre monument édifié en l'honneur d'Honoré Bénédict de Saussure, qui escalada le mont Blanc en 1787 en compagnie du guide Jacques Balmat.

L'exploit de Balmat et de Paccard est l'occasion pour Chamonix de « monter » une énorme manifestation autour de la célèbre montagne.

« C'est un peu notre statue de la Liberté », rappelle un guide. Par ailleurs, la perspective, d'une ascension hélicoportée du pape Jean-Paul II le 7 septembre au sommet du mont Blanc rend encore plus attractive la grosse calotte glacière immaculée.

Chamonix réalisera sa grande messe vendredi en illuminant, grâce à une tonne de poudre, le mont Blanc et toutes les cimes qui, depuis le col de Balme jusqu'au village des Houches, s'élèvent au-dessus de la vallée. Savamment disposés tout au long de l'itinéraire de l'ascension historique ou suspendus dans des rappels périlleux au milieu des parois des alpinistes des guides, et des militaires, déclencheront des fusées ou brandiront des torches tandis que les hélicoptères largueront des objets lumineux ou éteints.

Quant au sommet du mont Blanc, il sera embrasé grâce à des fusées conçues par la NASA et par une « bombe magistrale » qui devrait selon M. Michel Droubay, président du Comité d'organisation des fêtes du bicentenaire, permettre aux habitants de Genève et même de Lyon, si le temps est suffisamment clair, de voir le mont Blanc... en pleine nuit.

Le journal télévisé sur le sommet

Le spectacle pyrotechnique devrait être d'une ampleur et d'une puissance si exceptionnelle que les organisateurs ont mis en garde les touristes qui se trouveront dans Chamonix. Ils devront se prémunir contre les risques de brûlure oculaire et ne pas utiliser de jumelles pour observer le feu, recommande le

comité d'organisation. Quant aux spectateurs-alpinistes qui seront situés dans un périmètre de 1,5 kilomètre du point de tir - aiguilles de Chamonix et mont Blanc - ils devront porter des lunettes de montagne.

La retransmission de l'embrasement du mont Blanc sur Antenne 2 et dans plusieurs pays du monde aura été précédée deux heures plus tôt d'une « première » au sommet du mont Blanc où une large partie du journal télévisé sera présentée depuis le toit de l'Europe. A grand renfort d'hélicoptères - six à huit appareils - l'émission rassemblera à 4 807 mètres vingt-cinq personnes, dont le vainqueur de l'Annapurna, Maurice Herzog et l'astronaute Patrick Baudry.

Si certains, à Chamonix, s'interrogent sur l'intérêt d'un tel « cirque » au sommet du mont Blanc, d'autres se demandent quelles mesures de sécurité ont été prévues pour « sortir » éventuellement en catastrophe techniciens, journalistes et invités en cas d'arrivée brutale du mauvais temps. « Des hélicoptères seront en attente au-dessus du mont Blanc, prêts à prévenir tout pépin, répond M. Droubay. Quant au refuge Valloir, il a été équipé en conséquence et nous avons aménagé des igloos sur le grand plateau à 4 000 mètres d'altitude ».

CLAUDE FRANCHILLON.

(1) L'histoire de cette conquête est racontée dans le livre *L'expédition du mont Blanc*, présenté par Philippe Jourdain. Collection « Archives », chez Gallimard-Julliard. 217 pages, 70 francs. (Lire aussi *Le Monde* sous le 2 août.)

La disparition de M. Bech pendant près de cinquante jours

Une fugue, selon les enquêteurs

L'étrange disparition de M. Ulrich Bech ne peut, pour les enquêteurs, s'expliquer que par une fugue : les policiers sont arrivés à cette conclusion. Ils ont interrogé l'industriel allemand au terme du voyage qu'il a conduit de Hordfleur - où selon ses déclarations il avait rencontré des gens inquiétants - à Strasbourg, via Paris, le Portugal et la RFA.

D'après ses propres déclarations, les tribunaux de M. Bech peuvent se résumer selon le scénario suivant. Arrivé à l'aéroport de Roissy, le jeudi 19 juin, avec quelques minutes de retard, pour un rendez-vous d'affaires qu'il avait au Bourget, l'industriel décide de se rendre à Hordfleur pour se remettre d'une mauvaise grippe et également pour voir les bateaux. Dans la soirée, il est abordé, à la terrasse d'un bar du port, par des inconnus qui veulent lui parler d'un sujet que M. Bech affirme ignorer.

Se sentant menacé, M. Bech tente alors de leur échapper à bord de sa voiture et tombe accidentellement dans l'avant-bassin du port, à quelques centaines de mètres de là. Il sort à la nage et se cache pendant plusieurs heures derrière des buissons pour échapper à ses éventuels poursuivants, puis il gagne Desuville, à pied, par la plage, et, muni d'argent et de cartes de crédit, prend le premier train pour Paris, puis Lisbonne.

Dans cette ville, M. Bech reprend ses esprits, essaye de savoir si sa disparition a été signalée et s'octroie plusieurs semaines de vacances, sans prévenir quiconque. Repose, il décide alors de rentrer en RFA, chez son frère, près de Cologne, d'où il téléphone à son épouse, Françoise. Celle-ci lui annonce qu'il est recherché par les policiers de France et lui demande de se rendre immédiatement au commissariat de police française le plus proche.

Son audition durera plus de vingt-quatre heures, M. Bech fournissant des réponses évasives aux questions précises des policiers. Rassis du commissariat de la soirée du 5 août, M. Bech devra être encore entendu par le juge d'instruction de Lisieux (Calvados).

Après la mort de William Normand

SOS-racisme : une carte postale à M. Pasqua

L'association SOS-racisme a accusé, le mercredi 6 août, les autorités policières d'avoir organisé, durant les jours qui ont suivi la mort de William Normand à Fontenay-sous-Bois, une « opération de maintien de l'ordre » destinée à « déconnecter la bavière policière du contact général de la politique sécuritaire ».

Lors d'une conférence de presse, l'un des responsables de l'association, M. Julien Dray, s'est attaché à dénoncer le fait que, « entre vendredi et lundi, tout le monde ne s'est intéressé qu'à une seule chose, ce qu'on avait fait au domicile de William Normand, et non au fait que deux heures plus tard il y a eu deux heures plus tard la mort de William Normand ». Pour qu'on s'intéresse à la mort de William Normand, il faut que c'est la meilleure manière de faire que l'on ne parle plus de la bavière », a estimé M. Dray, qui a ajouté : « C'est pourquoi SOS-racisme a demandé à tous les députés d'envoyer une carte postale à M. Pasqua, ministre de l'Intérieur, pour lui dire : Avec toi, y'a pasqua être rassuré, lâche-nous les baskets ».

ENVIRONNEMENT

Du pyralène dans le métro

Des militants du mouvement SOS-Environnement, qu'anime M. Jean-Claude Delarue, distribuent ces jours-ci des tracts dans le métro parisien mettant en garde contre le pyralène qui, selon eux, serait partout dans le réseau RATP. Le tract révèle que les motifs des rames de la RATP comportent des « condensateurs de puissance » refroidis au pyralène, ce produit qui, au contact du feu, peut dégager, à très haute température, des émissions toxiques comme la diosine et les furanes.

Le métro serait-il donc aussi une zone à haut risque chimique ? Depuis 1977, les nouveaux matériels roulants sont équipés d'une « électronique de puissance ». Ces équipements électriques montés sur les motifs comportent des condensateurs de puissance refroidis au pyralène, liquide réputé pour son inflammabilité. Chaque motrice du nouveau modèle, les « trains blancs » qui circulent sur les réseaux RER et sur les lignes 7, 8 et 13 du

métropolitain - transporte donc sous sa carrosserie une trentaine de litres de ce liquide isolant. Au total, selon la direction de la RATP, quelque 600 motifs du réseau métropolitain et 120 motifs des lignes RER seraient ainsi dotés de condensateurs isolés au pyralène.

En outre, le réseau RATP dispose de transformateurs fixes refroidis eux aussi au pyralène. Ces postes, situés aussi bien en surface qu'en sous-sol, sont au nombre de 200 pour la petite puissance et de 50 pour la traction. Le réseau métropolitain présente donc une concentration exceptionnelle de pyralène, à postes fixes ou en circulation.

Est-ce dangereux ? « Le risque d'agression est nettement plus élevé que celui de mourir du pyralène », observe M. Paul-André Bolger, le directeur des équipements électriques. Selon lui, les risques de production de diosine dans le réseau sont « très faibles ». Si y a fuite de liquide à la suite d'un choc ou d'une collision, le risque d'incendie sont

infimes car « les garnissages des voitures ont été renouvés depuis 1974 » et les circuits électriques « protégés contre les échauffements ». En outre, les pompiers sont « parfaitement avertis » de la présence du pyralène par les enquêtes jeunes réglementaires... et aussi les exercices de nuit auxquels ils se livrent sur le réseau.

Est-ce à dire que les usagers du métro ne risquent rien sur le plan chimique ? « Il faudrait une catastrophe majeure, et, à ce moment-là, on aurait d'autres préoccupations », précise M. Bolger. Il est de fait que, en cas de collision entre deux rames ou d'incendie grave, le problème du pyralène serait relégué au second plan. Mais le risque demeure. La direction de la RATP a d'ailleurs spontanément décidé l'an dernier, pour se conformer à la réglementation européenne, de ne plus installer de condensateurs au pyralène. Mais il lui faudra dix ans pour les remplacer par des condensateurs secs ou aux silicones.

R. C.

TROISIÈME AGE

Des handicapés aux cheveux gris

Les handicapés ont toujours fait peur. On ne leur lance plus de pierres comme à certaines époques de l'Antiquité. On ne les confond plus allégrement avec les monstres, les mendiants et les trépassés, comme au Moyen-Âge. Et on ne prétend plus les enfermer pour les soigner, comme au siècle dernier. Ils sont aujourd'hui respectés, assistés et même officiellement « intégrés » dans la société. Mais la mauvaise conscience qu'ils suscitent et cette image déformée qu'ils renvoient aux bien-portants font qu'on détourne les yeux sur leur passage, sans vraiment s'intéresser à eux. Cet univers de douleur muette est pourtant le théâtre d'un changement considérable qui peut avoir d'énormes conséquences sociales. Voici venu, en effet, le temps des handicapés du troisième âge.

Il s'agit de deux mouvements conjugués. D'une part, l'allongement progressif de la durée moyenne de vie crée de plus en plus de handicapés. D'autre part, les handicapés eux-mêmes - mieux soignés et mieux traités - vivent de plus en plus longtemps. Les vieux glissent vers le handicap, et les handicapés glissent vers la vieillesse. Mais les frontières ne sont pas toujours faciles à délimiter.

Où commence le handicap ? La notion est trop relative pour permettre des statistiques précises et ne pas conduire à des abus : les pseudo-handicapés abondent dans cette société d'assistance, surtout en période de chômage. La moindre inadaptation est étiquetée handicap et conduit à réclamer un régime spécial ou des allocations.

Selon les estimations les plus récentes, la France compterait un million de vrais handicapés physiques ou sensoriels et quatre cent mille vrais déficients mentaux ou intellectuels. Ce n'est plus la même population qu'il y a trente ou quarante ans. Les polio-myélitiques, par exemple, ont fortement diminué, grâce aux vaccins. Les accidents du travail, en revanche, restent très nombreux (plus de vingt-trois mille incapacités permanentes par an), alors que les victimes de la route atteignent des chiffres constants : un million de personnes par semaine gardent une séquelle importante après un accident de voiture.

Avec l'allongement de la durée de la vie, le handicap physiologique vient s'ajouter, de plus en plus, au handicap du hasard. La France compte déjà six cent mille vieillards de plus de quatre-vingt-cinq ans. Ils seront près d'un million en l'an 2 000. Seul un octogénaire sur quatre est vraiment autonome. Aux handicaps moteurs ou sensoriels viennent s'ajouter d'autres infirmités, comme l'incontinence urinaire. Sans compter la démence sénile qui touche plus de trois cent cinquante mille Français (le Monde du 12 février).

La France est l'un des pays où l'on prévient le mieux les handicaps à la naissance. Les malformations physiques sont généralement détectées dès la grossesse, grâce à l'échographie ou aux ponctions amniotiques. Et l'avortement est couramment pratiqué à la demande des parents.

Les progrès de la médecine ont cependant des effets diamétralement

opposés puisqu'ils permettent de maintenir en vie des infirmes qui, en d'autres temps, seraient morts très tôt. Ces infirmes sont plus vite atteints par le vieillissement que l'ensemble de la population. Il n'est pas que leur durée moyenne de vie s'allonge avec l'âge, la courbe générale avec une quinzaine d'années de retard.

« Nos centres d'aides par le travail (CAT) connaissent leurs premiers retraités », remarque Jean-Claude Cochin, président de l'Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés (mentaux), l'UNAPEI. Et nous nous posons de nombreuses questions. Peut-on retirer du jour au lendemain des handicapés de centres de travail qui sont toute leur vie ? Faut-il leur créer des maisons de retraite spécialisées ? Ou les mêler à ceux que l'âge a rendus handicapés, en formant un personnel spécialisé ? Et comment vont-ils occuper leurs loisirs ?

Pouvoir monter dans un train Les pouvoirs publics ne peuvent plus ignorer le vieillissement. « Toute société doit se construire désormais avec cette perspective », souligne l'ancien Jacques Barrot, député UDF. Nous sommes obligés, nous, élus locaux, à tous les niveaux, de concevoir toute notre politique d'équipement en intégrant le handicap.

On en est loin, même si de gros efforts ont été faits ces quinze dernières années. « L'accessibilité » des lieux publics - grande revendication des handicapés physiques et des personnes âgées - s'en beaucoup améliorée. Le métro de Lille, par exem-

ple, inauguré en avril 1983, est le seul métro au monde entièrement accessible. Il en sera de même à Grenoble avec le futur tramway de surface. Plusieurs municipalités ont pris l'initiative de consulter l'Association des paralytiques de France avant toute construction de bâtiments publics.

Vieillesse et infirmité sont, dans ce domaine, étroitement liés. Car les handicapés servent de révélateurs. En se penchant sur leur cas, on s'est aperçu que les personnes âgées avaient du mal à accéder à certains trains.

Mais en matière d'accessibilité, la France est encore très en retard par rapport à la Suède, l'Allemagne fédérale ou les États-Unis. On songe rarement, pour les aveugles, à standardiser l'emplacement des commandes de portes ou, pour les sourds, à éviter les moqueries qui créent l'électricité statique et brisent les appareils auditifs. Pour les paralytiques, il faut rouler, on s'ingénie à planter des poteaux au milieu des trottoirs ou à ne pas abaisser les trottoirs aux carrefours.

Doublement pénalisés « La vieillesse, pas plus que le handicap, ne sont des maladies », souligne l'ancien Daniel Benoit, ancien secrétaire d'État aux personnes âgées. Il faut substituer à la logique de la maladie, de l'assistance et de la dépendance, une logique du soutien, de l'adaptation et de l'intégration sociale.

L'importante loi du 30 juin 1975, adoptée à l'unanimité, avait affirmé les droits des handicapés à l'éduca-

Bataille de palmiers

Pour remplacer les palmiers de la Croisette qui avaient gelé en janvier 1985, la ville de Cannes avait passé un marché avec une entreprise de Roubaix pour la livraison de trente palmiers adultes. Les arbres, de superbe apparence de phénix caribéens hauts de six mètres, facturés 23 000 francs chacun, ont été livrés comme convenu et replantés sur la Croisette.

Festivité et événements pouvaient croire que ces arbres palmiers avaient grandi sous le bon soleil de la Côte d'Azur... Les ! Voici que la ville espagnole de Palma de Mai, près de Barcelone, réclame le retour de ses trente palmiers centenaires, arrachés dans un de ses parcs à l'insu du maire. L'adjoint à l'urbanisme, responsable de la transaction, a dû démissionner. Mais les édiles cannois, forts de leur bon droit, ne veulent rien entendre : les palmiers espagnols resteront sur la Croisette... jusqu'au prochain coup de froid.

ESPACE

● Démantèlement chinois. - Le ministère chinois de l'industrie aéronautique a démenti que la Chine et le Brésil aient passé un accord pour fabriquer ensemble un satellite d'observation météorologique et agricole et pour le lancer à l'aide d'une fusée chinoise Longue Marche-3, a rapporté le *China Daily*, mercredi 6 août. Il y a bien eu discussion à ce sujet entre Chinois et Brésiliens, mais « aucun accord d'aucune sorte n'a été signé jusqu'à présent », a précisé un responsable du ministère chinois. (AFP, Reuters.)

rares de travail perdus

Radio-France le M. de Villiers



21. « Une information monstrueuse »

« *Rebut inorganisé des nouvelles informes* », selon Roland Barthes, le fait divers prend une dimension surprenante avec l'affaire de l'Etrangleur.

ROLAND BARTHES, en 1962, publie un article sur la « Structure du fait divers » dans *Méditations*. Comme toujours, il s'agit d'un texte intelligent et stimulant mais propre à dissuader l'historien de s'y intéresser. Car notre sémiologue décrit le fait divers comme une structure close, « le rebut inorganisé des nouvelles informes », un produit du hasard qui, partant, ne peut signifier, « une information monstrueuse », un événement qui n'en est pas un, ne renvoyant pas à une « situation extensive qui existe en dehors de lui », une immanence pure. De fait, c'est bien ainsi que les journaux en rendent compte : le hasard et le pittoresque y président. Or de même que l'ornithorynque laissait Linné perplexe, le singulier embarrasse l'historien qui s'attache aux séries, aux lois générales, aux répétitions. Et pourtant, dirait le spécialiste de

criminologie, de sociologie, ou de psychologie sociale, un assassinat, tout comme un prodige, devrait, malgré son caractère exceptionnel, nous révéler toujours quelque chose sur le temps présent.

On y réfléchissait quand, le 27 mai 1964, les quotidiens nous apprennent que le cadavre d'un petit garçon de onze ans, Luc Taron, victime de strangulation, a été retrouvé au bois de Verrières. L'information et ses suites semblent bien vérifier la théorie de Barthes, énoncée deux ans plus tôt. Si la victime, par son âge, appartient bien à ces *dramatis personae*, « chargées de vivifier le stéréotype » (le meurtre d'un enfant est toujours révoltant), on n'en saisit pas la raison. Notamment, aucune violence d'aucune sorte n'est constatée. Luc a quitté ses parents la veille au soir ; il s'agit d'une fugue, il n'en est pas à la première. Tout le monde est

scandalisé, écoeuré, mais l'affaire tomberait vite dans la routine de l'enquête si, le soir même, la rédaction d'Europe 1 ne recevait un appel enjoignant à un membre de son équipe de se rendre devant le n° 3 de la rue de Marignan, où un message a été déposé sur le pare-brise d'une voiture.

On ne tient pas compte de ce coup de téléphone, en provenance sans doute d'une de ces têtes filées qui saisissent la première émotion publique pour se manifester. L'inconnu réitère son invite. On finit par aller à l'endroit indiqué ; en vain. Les propriétaires de l'auto se sont débarrassés du papier comme d'un vulgaire prospectus, en le fourrant dans une poche. Mais, chez eux, ils le défont et lisent : « Affaire du bois de Verrières. Après avoir demandé une rançon qu'il m'a refusée au père du petit Luc, j'ai enlevé celui-ci à Palaiseau. Je l'ai étranglé à 3 heures du matin. C'est un avertissement pour le prochain : la rançon ou la mort ». Pour étayer ses affirmations, le scripteur donne force détails sur l'habillement de l'enfant et même sur la marque de la voiture de son père. Alertés le lendemain, les parents de la victime, effondrés,

protestent que jamais ils n'ont été l'objet d'une demande de rançon : ils ont passé la nuit du 26 au 27 mai à parcourir les rues de leur quartier dans l'espoir de rattraper le petit fugueur.

Le soir du 28 mai, l'Agence France-Presse, qui ignore encore tout du premier message, reçoit elle aussi un appel : « J'ai jeté le blouson (de l'enfant) sur la RN 306, près de Châtillon, dans la direction de Paris ». Ces quelques mots sont adressés en même temps à la brigade mobile. L'inconnu prétend avoir rencontré M. Taron. Celui-ci dément. Le lundi 2 juin, Luc est inhumé, en présence de la police. Le lendemain, un nouveau message arrive : « Les obsèques étaient parfaites. J'ai été heureux d'y assister comme j'assisterai aux suivantes, si la rançon n'est pas payée... ». Le qualificatif qui sert de signature est propre à épouvanter : l'Etrangleur. En moins de cinq semaines, cinquante-six autres messages suivent. Tous les jours, la police, les stations de radio, les agences de presse, les journaux — jusqu'à *Daily Mail*, intermédiaire choisi par le criminel pour mettre en garde Scotland Yard — sont bombardés de com-

munications signées de la même personne. Le correspondant menace, tout en se décrivant à son avantage. Les moyens d'information reproduisent sa prose. Les psychiatres l'expertisent : pas de doute, il s'agit d'un malade mental. Il revendique le titre d'assassin et prévient qu'il frappera de nouveau. Paris s'inquiète : jamais les mères de famille ne furent si nombreuses à la sortie des écoles. Pourtant, rien ne vient alimenter cette psychose. Le meurtrier anonyme affirme avoir essayé d'enlever un autre enfant mais aucune plainte n'est parvenue à la police à ce sujet. Il dit aussi qu'il a lancé des pavés d'un pont sur les voitures de l'autoroute, mais nul ne semble avoir été victime de ce genre d'agression. La police est perplexe.

Le 26 juin, un infirmier de l'hôpital psychiatrique de Villejuif, nommé Lucien Léger, habitant avenue de Latour-Maubourg, vient déclarer le vol de sa voiture au commissariat des Invalides. Le 1^{er} juillet, il repasse pour annoncer qu'il a retrouvé son véhicule avec des taches de sang. Du sang humain, selon l'analyse qu'il a faite lui-même. Le soir même, l'Etrangleur téléphone à Radio-Luxembourg : oui, il a bien volé la voiture de Léger, ajoutant : « J'ai tué un truand, je l'ai transporté dans la 2^e CV ». *France-Soir* photographie Léger à côté de sa voiture... L'Etrangleur précise qu'il s'agit de son cinquième crime. Pourtant, seul le cadavre du petit Luc a été retrouvé. Néanmoins, la police a été intriguée par le discours de Lucien Léger : ses incohérences autant que sa véhémence trahissent un trouble du comportement. Le commissaire Poiblane a l'idée de faire perquisitionner sa chambre d'hôtel ; on découvre épinglées aux murs des coupures de presse consacrées à l'Etrangleur, et son portrait-robot donné par *France-Soir* : on y a ajouté à la main les lunettes fumées de Léger. Sur sa table, une sorte de journal de bord, comptabilisant, heure par heure, les coups de fil aux journaux, les rendez-vous avec les reporters... Il avoue sans difficulté. Oui, il est l'Etrangleur. Oui, il a tué le petit Luc, qu'il a rencontré dans un wagon de métro. Pourquoi ? Il ne peut expliquer son geste. L'enfant lui disait vouloir rester avec lui ; il l'a gardé avec lui dans la mort.

La proposition de Barthes est illustrée par ce drame : « La rela-

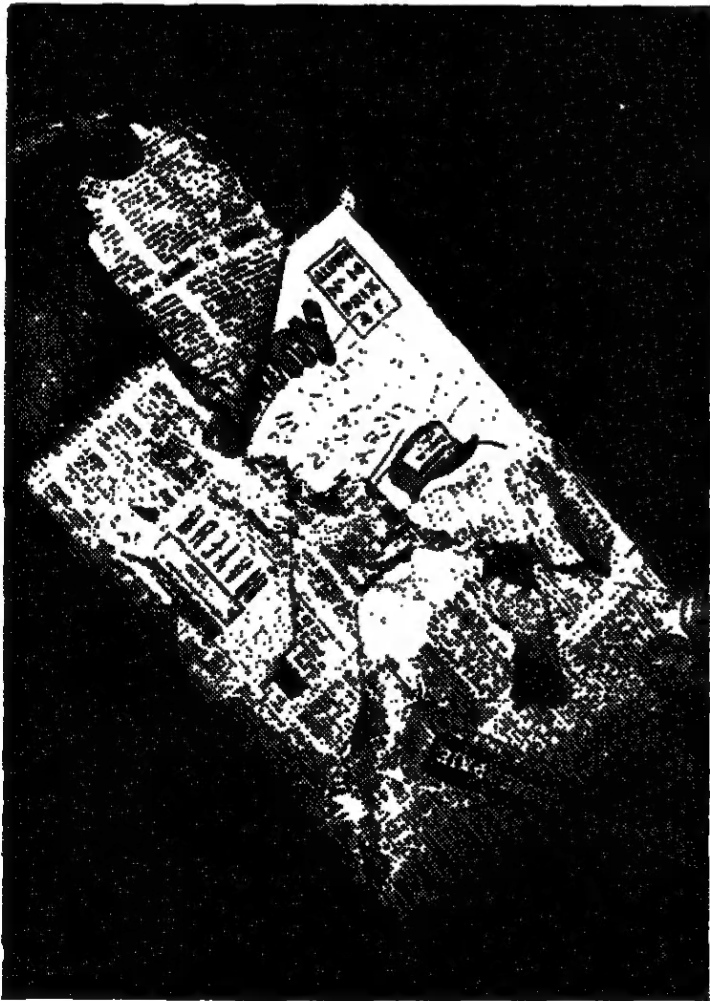
tion causale est chose bizarre ; le faible volume d'une cause n'amortit nullement l'ampleur de son effet ». Le monstre est décevant. Un être discret. Un employé modèle, devenu infirmier après l'intermède de sa femme. On s'attendait à un Jacques l'Eventreur ; l'infirmier n'est qu'un minable avatar du Docteur Jekyll/Mr Hyde. Jugé à Versailles en mai 1966, Lucien Léger proteste de l'allégation de déréglé mental avancée par son avocat, M^{re} Naud. On songe à Peter Lorre dans *M le Maudit* de Fritz Lang : « Je ne pouvais pas m'en empêcher... c'était plus fort que moi ». Le chœur de la foule rassemblée crie à mort. Il est condamné à la réclusion perpétuelle.

Comment rendre intelligible un crime odieux sans mobile apparent ? On voit clairement à travers quel prisme le sociologue pourrait tenir son rôle. Léger serait bien de son temps par la fascination qu'il a des médias. Nulle autre époque n'a tant valorisé les individus ordinaires : la consommation effrénée de stars donne sa chance au plus modeste des travailleurs du spectacle. Sans le tam-tam des moyens modernes d'information, le meurtrier n'eût pas trouvé son compte. Mais cette recherche d'une justification somme toute rationnelle laisse sceptique, car l'explication par la *fama* est peu vraisemblable quant au geste lui-même : en donnant la mort, le meurtrier pensait-il vraiment à l'avantage ? Il faut en revenir à Roland Barthes : si l'homme a besoin d'une interprétation rationnelle, qu'il rassure, la part d'incertitude irréductible, de mystère insondable qui demeure allège sa responsabilité. Nous sommes dépassés.

Le répertoire des faits divers d'une époque, dûment classés et comparés, peut témoigner des tendances profondes ou accessoires d'une société donnée. Reste le principal, ce qui n'a eu lieu qu'une fois, qui tient précisément en haleine le public, l'enchaînement des coïncidences, le fait ignoble, qui laisse pressentir la part cachée de l'humanité, inaccessible à la raison.

Il y avait un jour un infirmier modèle et un enfant qui n'aurait jamais dû avoir la moindre occasion de se rencontrer...

MICHEL WINOCK.



LE MYSTÈRE DU BOIS DE VERRIÈRES Le petit Luc Taron a été étranglé

Le corps du jeune garçon découvert mercredi matin dans le bois de Verrières-le-Buisson, au lieu-dit « Salvart », sur le territoire de la commune d'Amblainville (Seine-et-Oise), a été identifié par les policiers de la première brigade mobile : il s'agit du petit Luc Taron, onze ans, domicilié chez ses parents, 18, rue de Naples, dans le huitième arrondissement.

L'enfant est mort par strangulation et asphyxie : l'autopsie effectuée mercredi après-midi, en présence de la police, n'a pas pu relever de violence, ce qui laisse à penser que l'enfant n'a pas été victime d'un crime de type « coup de poing ».

Le père de la victime, qui s'est présenté au commissariat dans la soirée, a précisé que le petit Luc avait quitté le domicile paternel mardi vers 17 h. 25 et depuis on ne l'avait plus revu. Il semble que l'enfant soit parti de chez lui à la suite d'une réprimande de sa mère.

Comment l'enfant est-il arrivé dans le bois de Verrières ? Les inspecteurs de la première brigade mobile poursuivront activement leurs investigations à Paris, où il s'agit de retrouver le meurtrier. Le corps de la victime a été trouvé face de l'endroit où a été trouvé le corps de la victime un homme de type « nord-africain » sorti du sud algérien. Les inspecteurs se sont rendus jeudi rue de Naples au domicile des parents de Luc pour tenter de découvrir des indices dans les cahiers ou parmi les objets qui ont appartenu au petit garçon. Ils procéderont au petit jour à l'audition d'un camarade de Luc de la victime, qui aurait rencontré Luc le jour de sa disparition, vers 19 heures, sur le pont de l'Europe.

(29 mai 1964.)

LE PROCÈS DE « L'ÉTRANGLEUR » DEVANT LES ASSISES DE SEINE-ET-OISE

« Nous n'avons pas pu lui faire dire pour quelles raisons il avait commis son crime »

déclarent les enquêteurs qui obtinrent les aveux de Lucien Léger

Après l'interrogatoire, après la discussion psychiatrique, le procès Léger a ouvert jeudi son troisième volet avec l'audition de tous ceux qui découvrirent le crime et des principaux enquêteurs qui s'employèrent à en rechercher l'auteur. Dans des procès ordinaires, on ne prête pas une attention extrême à cette partie du débat. Ici pourtant la situation est différente et pour des raisons évidentes. D'abord, il y eut jusqu'à

bout de cette enquête les manifestations épistolaires de cet « étrangleur » dont Léger continue d'admettre qu'il fut bien l'auteur. Ensuite, puisque désormais celui-ci nie le crime après l'aveu si longtemps reconnu, il est bon de connaître la façon dont il a été conduit aux aveux. Enfin, il y a toujours — et la cour d'assises est amenée à retenir la culpabilité — cette question des mobiles que les psychiatres n'ont pas situés

lue puisqu'ils admettent que ceux qu'ils proposent restent malgré tout des hypothèses. Et puis aussi on se demande toujours si d'un instant à l'autre Léger ne changera pas d'attitude, soit pour revenir à sa position primitive et plaider coupable, soit pour consentir à fournir les précisions qui lui ont été demandées sur ce très hypothétique Henry qu'il accise sans peut-être beaucoup de conviction.

(7 mai 1966.)

Dans le Monde du 7 juillet 1964

« L'étrangleur » était aide-soignant à l'hôpital psychiatrique de Villejuif

Celui qui, durant trente-neuf jours, a créé, en voulant avec véhémence apporter les preuves des actes qu'il revendiquait, un climat de psychotisme et d'intoxication pratiquement unique dans l'histoire de la criminalité, est un individu très simple, neutre. Un malade aussi, qu'une suite d'événements, dont il ne peut lui-même expliquer la véritable origine, ont amené à des actes qui vont prendre à ses yeux l'apparence d'une véritable « promotion » sociale.

Lucien Léger, vingt-sept ans, aide-soignant, « est-à-dire » garçon de salle, à l'hôpital psychiatrique de Villejuif pour y suivre un traitement : il se fait alors affecter à l'établissement, où il se passionne pour l'étude des maladies mentales. Après une année de cours, où il se montre de loin le plus brillant des élèves, il va, à la mi-juillet, passer l'examen pour le diplôme d'infirmier.

Les gens qui l'approchent le trouvent taciturne, triste. Depuis l'intermède de sa femme il vivait seul dans une chambre d'hôtel du boulevard de Latour-Maubourg. Il passait ses loisirs à peindre ou à jouer de la guitare, ou encore à écrire des poèmes qu'il enregistrera sur un disque édité à ses frais.

Quelle a été sa vie ? Issu d'une famille modeste — son père est ouvrier ajusteur — il rêve étant jeune de « faire du dessin industriel ». Il échoue. Titulaire du simple certificat

d'études, déçu, amer, complexe, il étudie seul.

Vient le service militaire, non pas « chez Massu », comme il l'écrit dans une lettre, mais dans le service des transmissions de l'armée de l'air, au sein d'une unité stationnée à Colomb-Bécher. De retour à la vie civile, après divers métiers, notamment chez un éditeur, où il est embauché, il se tourne vers celui d'aide-soignant.

Il épouse en 1959 Solange Vincent, une dactylo, qui, en octobre 1963, entre à l'hôpital psychiatrique de Villejuif pour y suivre un traitement : il se fait alors affecter à l'établissement, où il se passionne pour l'étude des maladies mentales. Après une année de cours, où il se montre de loin le plus brillant des élèves, il va, à la mi-juillet, passer l'examen pour le diplôme d'infirmier.

Les gens qui l'approchent le trouvent taciturne, triste. Depuis l'intermède de sa femme il vivait seul dans une chambre d'hôtel du boulevard de Latour-Maubourg. Il passait ses loisirs à peindre ou à jouer de la guitare, ou encore à écrire des poèmes qu'il enregistrera sur un disque édité à ses frais.

Quelle a été sa vie ? Issu d'une famille modeste — son père est ouvrier ajusteur — il rêve étant jeune de « faire du dessin industriel ». Il échoue. Titulaire du simple certificat

كنا من الحاصل

13 — Voyages : trois savants sur les chemins buissonniers

Le Monde DES LIVRES

Quand le guide s'appelle Zazie

Pierre Lepape a re-visité Paris,
en accomplissant le même trajet que l'héroïne de Queneau

P

OUR se lancer dans Paris sur les traces de Zazie, plusieurs précautions sont à prendre : 1. — Se munir d'une provision importante de grenadine. Additionnée d'eau, cette mixture constitue en effet le breuvage quasi exclusif des héros du roman de Queneau. L'un d'eux — il se présente à ce moment du livre sous le patronyme de Bertin Poirée — fait justement remarquer que ce breuvage poisseux est « vraiment dégueulasse ». Mais cette potion, comme le Fernet-Branca que les personnages du roman ingurgitent à un autre moment, possède l'avantage d'être d'une origine confuse et incertaine et d'apporter une satisfaction mitigée : ça n'est finalement pas si mauvais que ça en a l'air. La grenadine est une boisson métaphysique.

2. — Se munir d'un plan de Paris dont on a soigneusement masqué toutes les indications importantes, notamment touristiques. De même que la pataphysique, chère à Raymond Queneau, est la science des solutions imaginaires, le guide de Paris qui se dessine sous les pas de Zazie est à la fois méticuleusement précis et totalement inventé. Tout y est, mais rien n'est à sa place. C'est dire qu'il se présente comme un outil indispensable au touriste qui a compris qu'on ne découvre vraiment une ville qu'en s'y perdant.

3. — Se munir enfin d'un dictionnaire français-français. On n'en trouve pas facilement dans les librairies, beaucoup moins que des ouvrages qui donnent en français l'équivalent des langues forestières, mais l'instrument est indispensable à qui veut comprendre la grammaire, la morphologie, la stylistique et la phonétique du

parisien tel qu'on le parlait à la fin des années 50. (*Zazie dans le métro* est paru en 1959.) Le parisien est évidemment une langue aussi imaginaire que les autres. Exemple : lors des anniversaires, on chante en parisien *apiboursé toullou*.

Une énigme au lieu d'un catalogue

Ces précautions prises, on peut commencer la visite en suivant les flèches.

Première station, la gare d'Aus-

terlitz — à moins que ce ne soit la gare de Lyon : ce qui caractérise une gare, ce n'est ni son architecture (elles sont toutes aussi laides et crasseuses), ni évidemment l'origine des trains qui y accostent, mais la puissance des émanations qui s'en dégagent. Gabriel, attendant Zazie sur le quai, a

beau prétendre qu'« y a pas de raison » pour que « les gens qu'attendent à la gare d'Austerlitz sentent plus mauvais que ceux qu'attendent à la gare de Lyon », le fait est qu'y sentent pas pareil. L'odeur d'Austerlitz, vérification faite, est plus fade, plus égale, alors qu'à Lyon nos sismographes olfactifs enregistrent des chutes brutales ; une polyphonie de sœurs variées.

Georges Perec, qui connaissait aussi parfaitement les livres de Queneau que les rues de Paris, avait, au fil des années, constitué

un herbier des arrondissements de la capitale, composé de toute la végétation qu'il avait cueillie sur les trottoirs : tickets de métro, tracts, papiers de boucherie, stylos à bille usés, etc.

S'il avait pu de la même façon enregistrer les odeurs, nul doute qu'il nous aurait renseigné avec exactitude sur les plantes distinctes de la gare de Lyon et de celle d'Austerlitz.

Deuxième station, celle des taxis. On se souvient que Zazie, malgré le vif désir qu'elle en a, ne verra jamais le métro dont les employés sont en grève lorsqu'elle débarque pour son court séjour à Paris. C'est même pour cette raison que le roman s'intitule *Zazie dans le métro*. Le métro, c'est le triomphe du code écrit ; *Zazie*, c'est la tragédie de la parole. La station de métro nous indique sans la moindre ambiguïté, « Invalides », « Opéra », « Madeleine » ou « Sacré-Cœur ».

A moins d'entretenir obstinément la confusion, vous ne pouvez pas vous tromper. Le taxi offre heureusement aux adversaires des célébrités toutes faites des ressources inépuisables. La ville cesse de s'offrir comme un catalogue pour se faire énigme, questions, sujet de controverses et façons de parler :

« J'ai trouvé, hurlé celui-ci [le chauffeur de taxi]. Le truc qu'on vient de voir, c'était pas le Panthéon bien sûr, c'était la gare de Lyon. — Peut-être, dit Gabriel avec désinvolture, mais maintenant c'est du passé, n'en parlons plus, tandis que ça, petite, regarde-moi ça si c'est chouette comme architecture, c'est les Invalides... — Tes tombés sur la tête, dit Charles, ça n'a rien à voir avec les Invalides. — Eh bien, dit Gabriel, si c'est pas les Invalides, apprends-nous c'est... — Je sais pas trop, dit Charles, mais c'est tout au plus la caserne de Reuilly. »

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 11.)

La vie secrète de Norman Mailer

Que devient Mailer ? Voici des nouvelles
de l'enfant terrible « made in Brooklyn »

Par JEROME CHARYN (*)

I

ne peut faire un pas sans engager une polémique. On le sent dans sa démarche, une démarche conquérante d'homme corpulent, la tête au ras du sol, tandis qu'il se demande s'il doit porter un coup dans les reins ou le cœur de quelque invisible ennemi. Il a une tapée d'enfants, de disciples et d'amis. Il n'y a jamais eu romancier comme Norman Mailer. Le fait même de respirer tourne, avec lui, à la prise de bec.

Si Faulkner, à trente-quatre ans, se retira dans une grande maison délabrée et y écrivit ses fables, sans rien d'autre pour l'apaiser que le whisky, les chiens et les chevaux, Mailer n'aurait pu se satisfaire de chevaux et de chiens, à moins de les porter sur son dos vers le lieu, quel qu'il soit, où se trouverait être sa prochaine conquête. Il est Sinbad l'éternel marin, curieux de tout ce que croise son œil.

Les graffiti, les lumières de la ville, les expéditions sur la Lune, les écrits de prison, Marilyn Monroe, l'Égypte ancienne, Mohammed Ali... sa curiosité lui a toujours causé des ennuis, ce désir de danser à la limite du désordre et d'encourager le psychopathe en lui.

Le cognac s'est assagi, bien sûr. Il ne boit plus, ni ne mord plus l'oreille de quiconque. Il semble presque inoffensif en compagnie de sa superbe épouse, Norris. Il est plus près d'un général, aujourd'hui, que d'un apôtre du

désordre. Mais il est toujours Norman Mailer.

La controverse le suit comme un gros ours brun. Si son combat avec Gore Vidal est terminé, reste Betty Friedan. Au lendemain d'un pugilat où il s'en était pris à Susan Sontag et à six autres auteurs, je lui demandai pourquoi il fallait qu'il se rende vulnérable sur tant de fronts. « J'ai mauvais caractère », répondit-il.

Un rabbin magnifique

Mais, le lundi, on rencontre Norman Mailer, « apprenti » auteur dramatique, à l'Actors Studio. Il ronchonne rarement. Il est comme le rabbin magique du comité auteurs-metteurs en scène. Il encourage, commente abondamment le travail des autres, souligne telle maladresse ou tel point fort, assis aux côtés d'Ellen Burstyn, d'Elly Wallach, de Paul Newman, d'Arthur Penn, d'Elia Kazan et de novices comme moi.

Je m'émerveille de sa perspicacité, de la faculté qu'il a de s'extasier avec la plus implacable logique. Et je comprends que l'Actors Studio est une sorte de refuge pour lui ; Mailer est plus à l'aise dans les familles qu'il peut construire.

(Lire la suite page 14.)

(*) Écrivain américain, né en 1927, Jerome Charyn a été révélé en France par la Série Noire de Marcel Duhamel, qui accueillit trois de ses romans : *Marilyn-la-dingue*, *Zyex bleu* et *Kermesse à Manhattan*.



Un ethnologue dans le métro, de Marc Augé

Un ethnologue dans le métro, de Marc Augé

Des Iroquois à la Nation

E

t si les Parisiens étaient tous des Indiens... Si l'on rencontrait des Sioux à la station Denfert-Rochereau, des Hopis à Réaumur-Sébastopol, et des Iroquois à la Nation... Marc Augé — auquel nous devons déjà la *Traversée du Luxembourg* (1) — s'est comporté comme si. Ne croyez pas qu'il ait donné tous les droits à ses rêveries les moins raisonnables. Simplement, au lieu d'être familier avec les lointains, comme le réclame d'ordinaire son métier, il a pris, cette fois, le parti d'être lointain avec le familier. Il est entré dans le ventre de la bête, et il a jeté sur les choses et les gens un regard d'ethnologue.

La ventre de la bête : je veux dire le métro. Jadis, une jeune fille qui désertait les cours de son lycée se livrait à une occupation bizarre. Elle n'allait pas se réfugier dans une salle de cinéma ni se promener dans les jardins. Elle voyageait sur certaines lignes de métro, d'un terminus à l'autre. Au lieu de découvrir les vertus de Kant et les tourments de Pascal, notre héroïne accomplissait des voyages initiatiques entre la mairie de Montreuil et le pont de Sèvres.

J

me rappelle aussi mon étonnement de jeune provincial, la première fois que j'ai pris le métro. Tout me semblait fantasmagorique : le jeu des lumières sur les visages, le noir des longs tunnels, le nom des stations. J'avais, il est vrai, de quoi m'ébahir. Pour employer les mots de Marc Augé, ce « monde souterrain » m'apparaissait comme l'inquiétante « métaphone de nos mondes intérieurs ».

Plus tard, le plan du métro est devenu, pour moi, « un aide-mémoire », un « miroir de poche où [venaient] se réfléchir et s'affoler un instant les alouettes du passé », comme le dit encore Marc Augé. Qui ne garde, en effet, dans les replis de son âme, le nom de telle ou telle station — cela peut être La Muette ou Belleville — comme un « symbole d'amour ou de malheur » ? Le plan du métro, c'est notre carte du Tendre. De même que l'on définit des « périodes » pour les peintres, « sans doute serait-il possible [...] de distinguer dans la vie de beaucoup de Parisiens des « périodes » successives, par exemple une période Montparnasse, une période Saint-Michel et une période

Bonne-Nouvelle. A chacun d'entre elles correspondrait [...] une géographie plus secrète ».

M

ARC AUGÉ a raison de pratiquer l'étonnement comme méthode de pensée. Comment aller, sinon, vers la connaissance ? Il faut se promener, ainsi qu'il le fait, en se distrayant des évidences qui meublent l'esprit. Alors on regarde, avec la curiosité d'un détective, ces milliers de destins qui s'entrecroisent dans les sous-sols de Paris. Que font-ils, où vont-ils, quelles sombres, quelles amères, quelles heureuses pensées nourrissent-ils ? Les uns se hâtent, les autres modèrent leur démarche, et toutes les sortes de sentiments se devinent sous l'indifférence apparente ou la maussaderie des visages.

Notre ethnologue-fugueur (il a fait une fugue dans « sa propre société ») rend assez bien la magie et le pathétique des « multiples solitudes » qui hantent les couloirs ou les quais : « Visages figés par une préoccupation tenace, silhouettes fébriles, fatiguées sans appel ou paresseuses sans angoisse [...] On redécouvre, à la faveur de ce livre, le « caractère romanesque [...] du métro, spécialement dans les couloirs de correspondance empruntés par des passagers qui changent de ligne », pour aller d'une existence à l'autre : de leur vie professionnelle à leur vie intime, ou l'inverse. Les lignes du métro, comme les lignes de la main, se divisent, alors, en « lignes de vie », « lignes de chance », « lignes de cœur »...

M

ALGRÉ les considérations théoriques qui ralentissent parfois inutilement le voyage, celui-ci demeure presque toujours agréable. Nous flânonnons volontiers à la suite d'un homme qui s'interdit d'être familier avec Félix Faure en l'appelant seulement Faure, ou seulement Félix. Et nous mesurons pourquoi Marc Augé, se trouvant un jour « sur les bords du fleuve Sénégal », fut ému d'entendre quelqu'un parler de Barbès-Rochechouart : « Ah ! Barbès-Rochechouart... répétait-il bêtement. »

FRANÇOIS BOTT.

★ UN ETHNOLOGUE DANS LE MÉTRO, de Marc Augé. Hachette. Coll. « Textes du XXI^e siècle », 123 p., 48 F.

(1) Hachette. Voir « Le Monde des livres » du 22 novembre 1985.

A Constantinople, Bonneval reçoit Casanova qui s'en souviendra dans ses *Mémoires*. Bonneval ne savait pas qu'il cessait alors sa postérité, et trouverait en Jacques Almira le plus brillant, le plus doué des biographes-romanciers.

Jean Chabon et FICARD

Bonneval, qui pouvait n'être qu'un parain, mené de désolation en prison, de table de jeu en clocave et de maître en maître, prend les dimensions d'un héros romanesque... Un homme qui cherche à conserver le goût unique de la liberté.

Pierre Lepape et MONDE

JACQUES ALMIRA



LA FUITE A CONSTANTINOPLÉ ou la vie du comte de Bonneval

ROMAN

MERCURE DE FRANCE

Georges DUMEZIL

de l'Académie française



MYTHE ET ÉPOPÉE

I. L'idéologie des trois fonctions dans les épopées des peuples indo-européens

II. Types épiques indo-européens : un héros, un sorcier, un roi.

III. Histoires romaines

IDÉES ROMAINES

FÊTES ROMAINES D'ÉTÉ ET D'AUTOMNE.

SUIVI DE

DIX QUESTIONS ROMAINES

LES DIEUX SOUVERAINS DES INDO-EUROPÉENS

APOLLON SONORE ET AUTRES ESSAIS, ESQUISSES DE MYTHOLOGIE

LA COURTISANE ET LES SEIGNEURS COLORÉS, ESQUISSES DE MYTHOLOGIE

L'OUBLI DE L'HOMME ET L'HONNEUR DES DIEUX, ESQUISSES DE MYTHOLOGIE

DISCOURS DE RÉCEPTION A L'ACADÉMIE FRANÇAISE ET RÉPONSE DE M. CLAUDE LÉVI-STRAUSS

... LE MOYNE NOIR ET GRIS DEDANS VARENNES, suite d'un Divertissement sur les dernières paroles de Socrate.

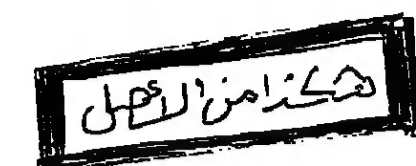
VIENT DE PARAÎTRE

LE MAHABARAT • LE BHAGAVAT DU COLONEL DE POLIER

présenté par

GEORGES DUMEZIL

GALLIMARD *rf*



A LA VITRINE DU LIBRAIRE

BIOGRAPHIE

« Le roman d'une ambitieuse »

Cette grande et belle Andalousse rousse à la peau laiteuse n'avait aucune chance, à sa naissance, de devenir un jour impératrice des Français. C'est pourtant ce qui lui arriva, en 1853, après qu'elle a tenu en haleine, pendant près de deux ans, un Napoléon III fourbu de désir, pour qui le seul moyen de la mettre dans son lit resta le mariage.

Claude Dufresne, dans le récit de ce destin, justement sous-titré *Le roman d'une ambitieuse*, montre bien avec quelle habileté, suivant les conseils d'une mère avisée, Eugénie de Montijo fera l'homme pour obtenir la place. Bientôt, malheureusement, un rôle politique va lui être confié, en compensation des innombrables infidélités conjugales qu'elle supporte mal, sa fierté plus blessée que son amour, assez froid, semble-t-il. La suite est connue : après la désastreuse expédition du Mexique, qu'elle a soutenue, après la guerre contre la Prusse, qu'elle a voulue, le désastre de Sedan et l'exil.

Durant les cinquante années de vie qui lui sont encore imparties — elle mourra en 1920, presque centenaire — les deuils, inévitables,

Tout cela est raconté avec vivacité et une sympathie sans indulgence par un biographe qui s'est servi des souvenirs de son arrière-grand-mère, laquelle était une des familières de l'impératrice déchu.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

★ L'IMPERATRICE EUGÉNIE de Claude Dufresne. Librairie académique Perrin. 432 p., 150 F.

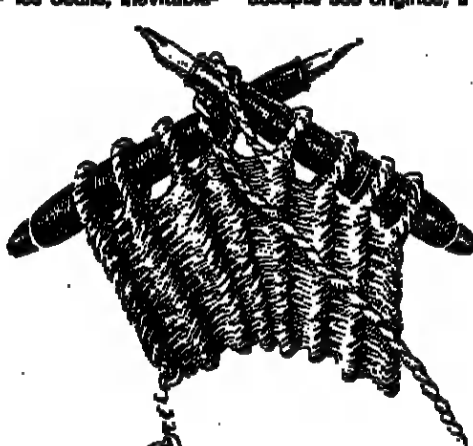
ROMAN

Jean Anglade,

peintre de la dérision

Grand-mère Lotti a un secret. Willy le pressent bien que, dans la famille Vetter, personne n'en parle, comme s'il s'agissait d'une tare honteuse. C'en était une, en effet, autour de 1920, pour une jeune Mayennaise, de vivre une folle passion avec un lieutenant d'occupation. Une morale punit ce genre de dérapage : abandonnée par son Français, Henri Belmont, qui ne la sait pas enlevée, Lotti est rejetée par sa famille.

La jeune femme élève seule son petit garçon, jusqu'au jour où un brave homme l'épouse et prend cet enfant comme le sien. Mais Josef sait d'où il vient. Devenu adulte, marié et lui-même père, ayant mal accepté ses origines, il tente de se



BÉRÉNICE CLEVER

ment, ne lui seront pas épargnés. Elle perd son mari, dont le meilleur l'avait rapproché, sa sœur très chérie, sa mère, son fils « Loulou », tué en Afrique en 1879 et, peu à peu, tous ses amis. Accablée, elle se redresse, vite, chaque fois, avec une appétence extraordinaire pour toutes les nouveautés que le vingtième siècle propose des ses débuts. La curiosité est le meilleur des remèdes contre l'âge et les chagrins, ceux-ci moins éprouvants quand on est, comme Eugénie, pourvue d'un cœur sans défile.

On dirait qu'éteints les feux de la gloire, elle se bonifie, des éternels généraux remplaçant la futilité d'eux-mêmes. Sans doute n'était-elle pas capable d'épouser le moule, trop grand, dans lequel, par arrivisme, elle s'était gisée.

suicider quand les Français sont à nouveau en Allemagne, pour une seconde occupation, après une autre guerre.

Willy, son fils, décide alors de partir pour la France, à la recherche de ce grand-père illégitime. Peu d'indices en poche : on sait seulement qu'Henri Belmont était natif de Saint-Flour.

La seconde partie du roman, en forme d'enquête, joue sur deux cordes : fantaisies de la vie, dérision des destins. Depuis 1944, Belmont et de Patrice Gouy — qui sont allés enquêter après la catastrophe, alors que Mexico commençait déjà d'être oubliée — appartiennent à cette catégorie. Il n'est, pour s'en persuader, que de lire le texte intitulé *La ronde des hommes illustres* où Nepomuceno, l'écrivain humilié, est pleuré par les humiliés de toujours, ses amis, alors que se pavent les égrenures de fautes et de dupes. Il confine au chef-d'œuvre.

Et si l'on vous disait que l'ensemble de l'ouvrage n'est pas loin d'être à cette hauteur !

LOUIS NUCERA.

★ MEXICO TERRE-MOTO, d'Alain Dugrand et Patrice Gouy, éditions Buch et Rousseau (15, rue de la Nativité, 67061 Strasbourg), 72 F.

Le diable à Mexico

Il se pourrait bien, en définitive, que ce soit le diable qui ait construit le monde. Comment imaginer, en effet, qu'un être de bonté ait conçu l'horreur terrestre (et banale) dans laquelle nous nous débattons (de la naissance à la mort) avec des crises d'horreur aiguës comme celles qu'on vécus les habitants de Mexico, le 19 septembre 1985 ?

C'est à quoi nous songions en lisant *Mexico Terre-Moto* d'Alain Dugrand et Patrice Gouy. Voilà un ouvrage, inventé dans l'atrocité, où, cependant, garrotés par leurs limites et empris du désir sans bornes de secourir, des hommes font souffler le beau sentiment de fraternité. La peinture est là, physique, morale, avec le défilé des notables et de leurs larbins : « capables de tout pour de l'argent, même d'une bonne action », comme le disait Rivarol. Mais comment demeurer prisonnier d'un incurable désespoir quand on voit, par exemple, Sylvain Englinger, vingt-cinq ans, de l'unité d'instruction de la sécurité civile de Brignoles, tirer des décombres Fidello, un nourisson, que le corps de sa mère, déjà décomposé, continuait à protéger du pire ? Comment ne pas être bouleversé devant la somme d'humanité offerte par ceux qui grattent et fouillent dans des tas d'où montent les plaintes des emmurés et des enchevêtrés ? Comment ne

pas être ému par cette dame, qui, comme beaucoup, verse au Fonds de solidarité son obole en joignant cette supplique à sa fiche de dépôt : « *Gouvernement, prière de ne pas voler cet argent* ». Oui, l'indignation fait rage en ces pages, l'angoisse pénètre le lecteur à pas de loup, et, par la magie d'une observation qui ne flageonne personne, une majesté faite de dignité se répand.

Il existe un journalisme de haut parage qui rejoint la littérature dans ce qu'elle a de plus noble. Le livre d'Alain Dugrand et de Patrice Gouy — qui sont allés enquêter après la catastrophe, alors que Mexico commençait déjà d'être oubliée — appartient à cette catégorie. Il n'est, pour s'en persuader, que de lire le texte intitulé *La ronde des hommes illustres* où Nepomuceno, l'écrivain humilié, est pleuré par les humiliés de toujours, ses amis, alors que se pavent les égrenures de fautes et de dupes. Il confine au chef-d'œuvre.

Et si l'on vous disait que l'ensemble de l'ouvrage n'est pas loin d'être à cette hauteur !

LOUIS NUCERA.

★ MEXICO TERRE-MOTO, d'Alain Dugrand et Patrice Gouy, éditions Buch et Rousseau (15, rue de la Nativité, 67061 Strasbourg), 72 F.

DERNIÈRES LIVRAISONS

LITTÉRATURE

● Ouvrage collectif : *Les Mots, la Vie*. — Proche de Dada, des surréalistes et du groupe du Grand Jeu, G. Ribemont-Dessaignes fut de 1929 à 1931 le principal animateur de la revue *Bifur*. Le colloque international, qui s'est tenu à Nice en novembre 1984 et dont ce volume rassemble les actes, a permis d'aborder les différentes facettes de son œuvre. (Publié par le groupe Eluard de l'université de Nice. Pour toute correspondance : Colette Guedj, 98, bd Henriot, B.P. 369, 06007 Nice.)

● Armand Robin, *Écrits oubliés II. Traductions*. — Ce deuxième volume des écrits oubliés d'Armand Robin (voir « Le Monde des livres » du 13 juin) rassemble et présente par François Morvan les diverses traductions faites par Robin dans différents domaines, russe aussi bien que polonais, espagnol ou finlandais. « Qui veut parvenir à la justesse doit se laisser séduire par une terrible rigueur », écrivait-il. (Ubesco, 257 p., 116 francs.)

BIOGRAPHIE

● Yves Delange : *Fabre, l'homme qui aimait les insectes*. — Deux aspects de la vie de l'auteur des *Souvenirs entomologiques*, par Y. Delange, maître-assistant au Muséum d'histoire naturelle de Paris : l'homme de terrain, et, d'autre part le pédagogue et savant en avance sur son siècle. (Champion-Statkine, 351 p., 180 francs.)

RELIGION

● Jean Baruzi : *l'Intelligence mystique*. — Professeur au Collège de France, où il succéda à son ami A. Lefebvre après la condamnation de ce dernier par Rome, J. Baruzi (1891-1953) se consacra à l'étude du mysticisme chrétien. S'inspirant de son maître Bergson, ce catholique hostile à l'autorité de l'Eglise développe une conception de la mystique comme expérience psychologique et expression d'une intelligence supérieure. Textes choisis et présentés par Jean-Louis Viallard-Baron. (Edit. Berg International ; 225 p., 90 francs.)

PSYCHANALYSE

● Ouvrage collectif : *Corps et histoire* : IV^e Rencontres psychanalytiques d'Alsace-Provence 1985. Ce recueil présente six contributions de psychanalystes et de spécialistes d'autres disciplines à une réflexion sur le corps et le psyché. La diversité des intervenants permet une grande originalité d'approche et la confrontation de positions pratiques et théoriques sur la maladie et la psychosomatique. (Editions Les belles lettres, 284 p., 130 francs.)

une fois de plus, l'inanité de toute guerre, et spécialement entre deux peuples cousins. A partir de là, Jean Anglade gambade allégrement, de l'Auvergne multiple au tranquille Bourbonnais, où nous attendent des visages de connaissance, Larbaud, Charles-Louis Philippe, Emile Guillaumin.

Sur les écorces, sur les idées si fragiles, si arbitraires et changeantes, il promène un oeil rigoureux, plein d'indulgence et de tendresse. On pense à son compatriote Valette, et ce n'est pas un mince compliment.

G. G.-A.

★ AVEC FLUTE OBLIGÉE, de Jean Anglade. Julliard, 303 p., 90 F.

IMAGES

La singularité

de « la Cage »

La France n'a pas encore reconnu l'originalité radicale du dessinateur Martin Vaughn-James, dont Futuropolis avait cependant publié *l'Enquêteur* en 1984. C'est pourquoi il convient de saluer la traduction française de *la Cage*, chef-d'œuvre édité à Toronto voilà plus de dix ans.

Ni bande dessinée ni texte illustré, ce « roman visuel » propose au lecteur une expérience inédite. A force de subir toutes sortes d'ajouts, de suppressions, de décrochages et de mutations, une

image en elle-même énigmatique va engendrer un univers combinatoire d'une extrême sophistication, d'où toute vie humaine paraît avoir été bannie. Un monde d'après la bombe à neutrons, en somme, où quelques lieux disparates (une pyramide aztèque, trois ou quatre grattes-ciel, une petite station de pompage...) livrés à eux-mêmes n'abritent plus qu'une improbable collection d'objets : appareils de mesure et d'enregistrement, tableaux et cadres vides, mobilier, vêtements.

A peine entrés dans *la Cage*, nous sommes pris au piège. Témoins impuissants et fascinés d'une machinerie dont les fins nous échappent, nous voilà gagnés par un irrépressible vertige qu'accroissent encore de surprenants effets de grouillement, de perspective, d'apaisement. Le texte perpétuellement décalé ne sera d'aucun secours. Et les séquences s'enchaînent selon un dispositif d'une implacable rigueur, surviennent des images à la violence inouïe, que le tracé si minutieux du dessinateur ne fait qu'exacerber.

On sort pantelant de cette *Cage*, mais avec l'assurance que Martin Vaughn-James a ouvert quelques voies nouvelles à la représentation et au récit. Album d'un genre qui ne connaît aucun précédent, *la Cage* est, à tous égards, une révélation.

THIERRY GROENSTEEN.

★ LA CAGE, de Martin Vaughn-James, postface de Jean-Pierre Vidal, Les Impressions nouvelles, 200 p., 160 F.

EN BREF

● *Études sur la littérature occitane* : les deux premiers volumes de la série « Actes de colloques » publiés par le Centre international de documentation occitane viennent de paraître. Il s'agit de *Michel Camille (1871-1962), actes du colloque de Flaran (mars 1983)* et de *Jean-François Bide (1827-1900), actes du colloque de Lectoure (octobre 1984)*. Une bibliographie importante complète chaque volume. Ces publications constituent des introductions vivantes à un domaine de la littérature du dix-neuvième siècle et du vingtième siècle qui mérite d'être plus largement connu. Ils peuvent être commandés au CIDO, BP 42, 3425 Béziers Cedex, au prix de 100 F.

Les prochaines parutions dans la série « Actes de colloques » concerneront P. de Garros, Jean Boudon et René Nelli.

● Dans le dernier numéro d'*ÉTUDES NORMANDES*, Gilbert Jeanne consacre un article aux relations de Jean-Paul Sartre et du Havre telles qu'elles transparaissent dans une lecture documentée de la Naissance. Un éclairage qui permet d'évaluer ce que l'écriture du jeune Sartre doit encore, dans ce roman dit « philosophique », à la tradition littéraire réaliste, héritée de Flaubert, et à P. hummer, voir à l'humour, de l'écrivain. (*Études normandes*, 7, rue Thomas-Becket, 76130 Mont-Saint-Aignan, 100 p., 37 F.)

● Le CILF créé en 1967 au Québec et installé à Paris est un peu l'éditeur de la francophonie. Son activité éditoriale s'est récemment développée (plus de cent titres au catalogue) et parmi les ouvrages récents on relève des *Contes et nouvelles de Tahiti de Tahar Golea*, des *Contes corse*, *Architecture et peuple du Yémen*, un *Dictionnaire pratique arabe-français* (après un lexique français-arabe), mais aussi de nombreux ouvrages techniques sur l'agriculture tropicale, la terminologie cotonnière et même un *Dictionnaire des industries et un Dictionnaire multilingue de la plongée sous-marine*. Ces ouvrages et d'autres sont vendus notamment à la librairie du CILF, 9 bis, rue des Blancs-Manteaux, 75004 Paris, tél. : 42-71-53-53, (CILF, 103, rue de Lille, 75007 Paris, tél. : 47-05-07-93).

● Afin de poursuivre la publication de la correspondance de François Mauriac commencée avec *Lettres d'une vie* (Grasset, 1981), sa belle-fille Caroline Mauriac lance un appel à tous les détenteurs de lettres de l'écrivain (correspondants, administrateurs inconnus, collectionneurs, etc.) ou à leurs héritiers pour qu'ils veuillent bien lui en adresser les photocopies.

Écrire à son intention aux Editions Grasset, 61, rue des Saints-Pères, 75006 Paris.

مكتبة لائل

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Jean Lorrain, Maupassant : un duel à la plume

On réédite Très russe qui servit au premier à se venger du second

EN républiant Très russe, le second roman de Jean Lorrain, édité en 1886 et devenu introuvable, un petit éditeur offre un aperçu nouveau d'un talent trop souvent réduit aux contours les plus connus comme *Le roman expérimental* de Phocas, mais en apportant une contribution à la petite histoire littéraire.

Très russe - le premier titre prévu de la *Villa mauresque*, qu'on abandonna pour sacrifier à une mode slavophile - inscrit une intrigue psychologique dans un climat réaliste, celui du milieu champois, dont l'auteur avait déjà dénoncé, avec virulence, l'hypocrisie, la cupidité et la platitude dans son premier roman, *Le pillier*, ce qui lui avait mis à dos pour longtemps sa ville natale.

Le cadre de l'intrigue est la « villa mauresque » qu'habite, à Yport, une aristocrate et fantasque héritière slave, M^{lle} Livitine. Tout le roman gravite autour de cette aristocrate de charme - type *coquette* du personnage que Lorrain incarnera dans *Le roman expérimental* tout au long de son œuvre - et de



Jean Lorrain

l'ambivalente coquette qu'elle se plaît à jouer pour deux soupçons : l'écrivain Mauriat, poète rêveur et passionné, et Jean de Beaufriand, un *romancier* qui est fier de ses muscles et charge les femmes « à la hussarde ».

Des personnages à l'ambivalence de la figuration Mauriat à l'auteur pour exploiter sa verve railleuse à l'égard des *romanciers* et des ridicules : notabilités fécampaises, ou un écrivain qui, dépeint sous les traits d'Orgelot, n'est autre que Paul Bourget : « Il y a en lui le pion, le petit maître de la gouvernante anglaise ».

Mauriat, « naïf » sceptique, partial et généreux, cruel comme une femme, doux comme un enfant, mobile dans ses affections, dans ses haines, bon, iras-

cible, impressionnable, accessible et familier », c'est évidemment Jean Lorrain et Beaufriand. Guy de Maupassant, son ami de cinq ans, Jean Lorrain, comme il le raconte, avait souvent joué dans son enfance avec Hervé, le frère de Guy, qui finira aliéné ; quant à Guy, il se mêlait à leurs jeux, c'était pour lui effrayer ou se vanter en tant que fantôme.

Il semble que Lorrain, écrivain débutant, lui ait porté beaucoup d'admiration, comme en témoigne une lettre en sa possession où il lui demande l'autorisation de lui dédicacer un poème de son prochain recueil de vers (*La Forêt bleue*), en priant le « maître des jeunes » d'agréer un « hommage féal de cadet à d'ancêtre lige ».

Et puis vint ce fatal 1885, l'Étretat, où les deux écrivains se retrouvèrent. Que se passa-t-il ? Leurs chemins se croisèrent-ils fâcheusement ? Lorrain d'une M^{lle} Livitine ? Toujours est-il que Très russe allait contenir une évocation féroce de Maupassant sous les traits de Beaufriand.

Un bellâtre fanfaron

Lorrain fanfaron sur sa vanité, ses faibles, ses succès, son attitude de bellâtre fanfaron : « C'est l'histoire d'un homme et d'une femme, d'un grand héros Flaubert, Zola et Cie ; il roucoule et paonne, frise ses moustaches, joue avec ses bagues, croque ses jambes qu'il a fortes, et tend son pied qu'il a petit, il raconte des faits divers (...), assomme le tout d'esprit et de mots à vingt-cinq centimes la ligne, il a des ennemis, vilipende ses amis, compromet les autres, parle en chronique, et son article est, et est de sa personne, sourit aux gens et à lui-même. » Maupassant prit la mouche et envoya son témoin Lorrain. Ne lui ayant pas rencontré, l'auteur de Très russe s'empressa de lui envoyer son roman pour l'assurer qu'il n'était nullement visé. Ce genre de dérobade n'était pas dans la manière de Lorrain - il aura d'autres duels, notamment avec Marcel Proust - mais l'habileté de Maupassant à tirer un pistolet le fit sans doute réfléchir.

En 1885, les deux écrivains affaiblis se signèrent, mais quand l'auteur de *Bel Ami*, mourut, Jean Lorrain sut lui rendre hommage. Comme on voit, Très russe, ce tableau de mœurs provincial, était aussi « très parisien ».

PIERRE KYRIA.

★ TRÈS RUSSE, de Jean Lorrain, préface de Denis Neven, éditions Hachette, 152 p., 60 F. En librairie, ou chez l'éditeur (110, rue Eau-de-Robec, 76000 Rouen).

Lord Anxious

« Il n'y a de vrai amour la vie que les amants que nous rêvons. Aussi l'homme est un double », disait Barbey d'Aurevilly. Dans sa jeunesse, il avait deux visages : le byronien et le brummellien ; dans sa vieillesse, les deux derniers visages du dandyisme entraient dans sa tanière de la rue Rousselet. Jean Lorrain, Léon Bloy, Joseph Péladan, Huysmans, et même son ami de la rue Oudinot, François Coppée.

S'il se sumommait lui-même Lord Anxious, Barbey avançait avec un masque sur le visage ne montrant rien de ses terreurs ni de ses désillusions, et soignant sa mise à soixante ans comme à vingt. Comme pour mieux les mettre en valeur, écrit Armand de Ledeckerke, les deux visages se succédaient à tour de rôle, celui d'un jeune homme et d'un vieux forcené. Démodé, il ne fut pas ridicule et eut le courage jusqu'à la fin de sa vie de braver l'opinion.

Dandy jusqu'au bout, il avait clairement exprimé le vœu que personne n'assistât à ses funé-

raillies. Elles eurent lieu le 26 avril 1882 au cimetière de Montparnasse - aucun discours ne fut prononcé, mais deux cents personnes furent présentes. A l'ordonnateur des pompes funéraires qui demandait à Léon Bloy la profession de défunt, celui-ci répondit : « Monsieur, il est marchand de gloire ! »

Armand de Ledeckerke, l'élégance qui sied à son modèle, le portrait d'un vain qui cultiva, sans désarmer, l'aristocratie plaisir et de plaisir avec une ironie et une parole dignes de Byron et de Brummell.

R. J.

★ TALON ROUGE. BARBEY D'AUREVILLY, LE DANDY ABSOLU, d'Armand de Ledeckerke. Orban, 271 p., 95 F.

★ Signalons également la réédition de l'essai que Barbey d'Aurevilly consacra à Brummell, sous le titre : DU DANDYSME ET DE GEORGE BRUMMELL. Balland, 142 p., 69 F.

HISTOIRE

Maurice Joyeux et la nostalgie de Gavroche

« Le plus beau monument historique, dit-il, c'est une barricade »

FIGURE de proue du mouvement anarchiste français depuis une quarantaine d'années, Maurice Joyeux publie, aujourd'hui, *Souvenirs d'un anarchiste*, le premier volume de ses Mémoires. Mais, avant de préciser tout de suite, l'auteur parle fort peu d'anarchie et de libération libertaire durant quatre ans et quelques pages Nicias qui se lisent d'une traite.

A soixante-seize ans, Maurice Joyeux n'a rien perdu de sa verve ni de ses impatiences. Entouré de centaines de livres dans lesquels il ne pourrait respirer, le toujours jeune militant martèle ses phrases comme il se trouvait à la tribune d'un meeting à la Mutualité.

« J'ai toujours des idées pleines dans la tête », dit-il en riant. J'ai écrit ce livre pour remettre certaines choses, certains événements, en place. J'ai essayé de faire revivre une époque et de restituer les derniers reliefs d'un monde qui disparaît. Et puis, j'en avais assez de ces prétendus révolutionnaires qui affirmaient être nés avec Marx ou Bakounine dans leur berceau. Je me suis refusé à donner à l'histoire que j'ai été les idées qui sont les mêmes aujourd'hui. La seule ligne que je revendique, c'est celle de la liberté ! »

De coups de poing en coups de tête

Cette honnêteté intellectuelle saute aux yeux dès les premières pages. Maurice Joyeux ne pose pas au héros et avoue volontiers que son mauvais caractère fut à l'origine de bien des événements. Ainsi, il passera pour la première fois en correctionnelle à l'âge de quatorze ans et sera condamné à 1 000 francs d'amende pour avoir cassé une côte au patron chez lequel il faisait un apprentissage de serrurier. L'homme, il est vrai, avait levé la main sur lui, ce que



REMY CLERGE

le jeune Joyeux ne tolérât pas !

« Je n'évoque d'ailleurs pas toutes mes bagarres », précise-t-il, « mais seulement celles qui m'ont valu des ennemis. A trente-cinq ans, en 1945, j'avais déjà derrière moi dix années passées dans les prisons militaires et civiles. »

Certes, Maurice Joyeux ne sélectionnait pas les victimes de ses coups de poing ! Mais était-ce vrai-

ment un hasard si celles-ci appartenaient presque toujours à l'armée, à la police ou à la gendarmerie ? De coups de poing en coups de tête, nous accompagnons l'auteur dans ses résidences secondaires forcées. Un vrai guide des prisons d'alors !

Les plus belles pages du livre sont celles que Joyeux consacre à ses vagabondages dans la France des années 30. Les portraits qu'il nous donne de livres sont tendres, mais sans complaisance. Et le regard qu'il porte sur lui-même est souvent sévère. Pendant des années, sa principale préoccupation n'était pas de vivre, mais de survivre. « La clochardisation », dit-il, s'avance lentement, insidieusement, et lorsqu'elle s'empare de vous elle ne vous laisse plus. »

Quelques cafés, au cœur des arrondissements populaires, possédaient le monopole de la vie politique, intellectuelle et sociale des classes pauvres. Maurice Joyeux y fréquentait indistinctement communistes, anarchistes et anarchistes. Un peu par hasard, il deviendra, en 1933, membre d'un comité de rhénans.

« Toutes les comparaisons avec le monde actuel sont absurdes, affirme-t-il. Le chômage, c'était alors 7 francs par jour pour ceux, peu nombreux, qui y avaient droit. Nous colères ne pouvions déboucher que sur la violence. Après qu'un *lumpen* polonais ait retrouvé mort dans un baraquement où des rats lui avaient mangé la moitié d'un bras, j'ai été le seul Français, avec l'ami, un jeune communiste, à accompagner les immigrés polonais au consulat de la rue Ampère (1). Nous l'avons pris d'assaut et saccagé. Ce fut notre

réponse à l'indifférence des diplomates. Cette affaire m'a valu, évidemment, un nouveau séjour à la Santé ! »

La victoire électorale du Front populaire et le déclenchement de la guerre d'Espagne le surprendront dans cette même prison de la Santé, où il purgeait une peine de six mois pour « coups et blessures à agent ». Bien que parfaitement conscient des dangers que représentait le nazisme, Maurice Joyeux refusa en 1939 de servir l'armée française. « L'insoumission », écrit-il, n'avait rien à voir avec un pacifisme béat, craintif, résigné, mais avec l'acte premier, celui de la destruction révolutionnaire d'un monde différent. »

« Le Château des brouillards »

Après une chaîne de guerre passée à jouer à *jeu de cartes* avec la maréchale, Maurice Joyeux sera pris, s'évadera, sera repris, sera la victime de la prison militaire de Mazas (2), sera traîné au camp de Mauzac le truant Lecca, l'universitaire Pierre Berthelot, et l'écrivain Jean Cassou. Partout, il pourra s'appeler que « les imbéciles mènent d'un monde d'autorité sont encore plus redoutables que les autres », et que les hommes, le plus souvent, ne demandent qu'à être pris dans les rets de la morale, de la famille, et de la société.

Durant toutes ces années, ses amis les plus sûrs furent des livres. Les livres, poursuit-il, représentaient l'aventure, l'horizon illimité. Ils écartaient tout malheur au milieu. J'en reconstruisais souvent des mondes et je me les rêvais. Je passais, avec problème, d'Alexandre Dumas au *roman de Rétz*, de *Rétz* à *France*. Dans le second volume de ses souvenirs (3), qui ira de 1945 à la fin de 1968, l'évoqueront ses souvenirs de syndicaliste et d'anarchiste, mais aussi « Le Château des brouillards », la librairie que j'ai tenue à Montmartre pendant dix ans. Une librairie m'a permis de rencontrer Albert Camus, Roger Grenier, André Breton, les frères Prévert, etc. Et de me lier d'amitié avec eux. Aujourd'hui, je suis calme, mais je suis toujours en l'anarchie et à la primauté de l'homme sur le groupe. Le plus beau des moments historiques, cela reste une barricade. Ah ! Gavroche... »

PIERRE DRACHLINE.

★ SOUVENIRS D'UN ANARCHISTE, de Maurice Joyeux. Éditions du Mouvement libertaire (145, rue Amielot, 75011 Paris), 441 p., 120 F.

★ Signalons la réédition de l'HISTOIRE DU PREMIER MAI, de Maurice Dommanget. Préface de Maurice Joyeux. Deux volumes. Éditions du groupe Fresse-Antony. Fédération anarchiste (les commandes peuvent être faites 145, rue Amielot).

(1) Maurice Joyeux a écrit un roman sur cette affaire : *Le Consul polonais*, Calmann-Lévy, 1975.

(2) *Mutinerie à Mazas*, Calmann-Lévy, 1971.

(3) À paraître en 1987.

SIMENON + PATRICIA HIGHSMITH = MICHEL GRISOLIA

MICHEL GRISOLIA

La chance humaine

Michel Grisolia a eu pour auteur de chevet, Simenon, moins le père de Maigret que le créateur d'"atmosphères". Il donne la parole à une petite-bourgeoise de 62 ans, sauvée de la médiocrité par l'attachement excessif qu'elle porte à son neveu. On baigne dans un climat de perversité en démontant caractérisant les meilleurs ouvrages de Patricia Highsmith.

Noëlle Lohr, L'Express.

« Une tendresse et une justesse de ton incomparables ».

Muriel-Claire.

« Une histoire d'amour insolite et poignante, et un roman comme on en fait peu ».

Madame Figaro.

J.C. LATTES

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire.

Adresses manuscrits : CVB : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tél. : 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

سكسامين لعل

● PORTRAITS

J.D. Salinger, le disparu volontaire

Reclus dans la New-Hampshire, l'auteur de l'Attrape-cœur écrit-il encore ?

L'ÉTÉ 44, Sylvia Beach décida — une grande peine — Hemingway à marcher sur l'océan pour en libérer le bar, un jeune GI, débarqué sur les côtes américaines en juin, découvrait, en septembre, que les filles de Paris valaient bien celles de Capoue et écrivait une lettre à New-York : « Si s'était tout débout sur le jeep, à passer par terre, Paris aurait été : Ah, les darlings américains ! Quelle coutume charmante ! »

C'est la dernière lettre connue de J.D. Salinger à celui qui fut son professeur et mentor, Whit Burnett, et qui avait aidé, dès 1938, le jeune homme, alors âgé de dix-sept ans, à publier ses premières nouvelles. La lettre annonçait la venue de l'auteur de *Le soleil se lève aussi*, alors au début de sa gloire, et l'impression d'une positive qu'il gardait.

La première « génération perdue », selon le mot de Gertrude Stein, venait peut-être de rencontrer la jeunesse à la fin de la guerre, pas sans la bohème rive gauche et maintenant aux États-Unis pour tenter de soigner ses blessures.

Jérôme David Salinger naquit le jour de l'an 1919 à New-York,

deuxième enfant de Sal et Millicent Jillich, d'origine polonaise, commerçants en jambons et fromages, prospères si l'on en juge par l'adresse 1133 Park Avenue.

La guerre en Europe, le front 1944, l'année charnière de la vie de Salinger. Jusque-là, en effet, on suit le jeune homme limpide, étudiant à Valley Forge Military Academy, puis à Columbia, amoureux de la fille d'Eugene O'Neill, Oona, impatient de réussir, d'être publié. Il a vingt ans en 1939 et s'enthousiasme à la pensée de devenir soldat. En septembre 1942, stationné en Georgie, il souffre de la chaleur : « Faulkner et Caldwell se feraient ici un pique-nique littéraire, mais moi je serais mieux à mille milles au nord ».

L'hiver 43-44, en Angleterre, il ne cesse d'écrire ses nouvelles, « une nostalgie, surtout parce que c'est la seule chose qui reste désormais ». Il prend part au débarquement, dans un service de renseignement : « On n'aura jamais un mètre quatre-vingt-dix de muscles et ruban de machine à écrire sauter d'une jeep dans un fossé sans être que le héros ».

C'est alors que les traces disparaissent. Revenu à New-York,

l'écrivain écrit l'homme qui, dans *L'Attrape-cœur*, publié en partie en 1945, paraît en 1951 (1). C'est la gloire. Le livre devient un phénomène pour une génération d'adolescents, entre fureur et mal de vivre, à venir goûter, lors d'un week-end à New-York, les plaisirs interdits. Les amants mineurs se donneront désormais rendez-vous à l'hôtel Biltmore, à deux pas du Grand Central Station où, cinquante ans plus tôt, une héroïne d'Edith Wharton attendait l'amour.

« C'est une agonie de publier »

D'autres nouvelles paraîtront — trente-cinq au total depuis 1940 — jusqu'en 1965, date de la publication par le *New Yorker* de *Hampworth 16, 1924*, le dernier texte connu. En 1967, Salinger divorce d'avec Maïna Douglas, épouse douze ans auparavant et qui lui a donné deux enfants, Margaret Ann et John — aujourd'hui scolarisés à Hollywood.

Il vit en retraite à Cornish, New-Hampshire, et son agent a reçu l'ordre de ne pas transmettre le courrier, qu'il ne lui d'ailleurs pas. Au dernier fâcheux qui a réussi, pendant l'été 1981, à lui arracher trois mots, sur le seuil de

la porte, il a lancé : « Mais oui, j'écris. Je vous l'ai dit, j'adore écrire et je suis sûr que j'écris régulièrement. Seulement, je ne publie pas. C'est une agonie de publier. J'écris pour moi. Pour mon plaisir. Je vous prie de ne pas écrire. Laissez-moi donc tranquille. Ne revenez plus. »

Avant Fynchon, il y avait Salinger. Est-ce là simplement le refus d'une médiocratie médiatique dont le dernier fantasme, prophétisé par Andy Warhol, serait celui de la gloire pour chacun ? On pense à la retraite de la Divine, à la phobie de Barbara Hulanicki qui ne chantera plus jamais en public, à l'incapacité de ces foules d'œuvres à tuer surgit...

Trouvera-t-on, à la mort de J.D. Salinger, les manuscrits de chefs-d'œuvre, fruits de deux ou trois décennies de silence, ou les trois ou quatre textes connus, ceux que les caves de l'hôtel Lexington de Chicago, où l'on croyait trouver le trésor de guerre d'Al Capone, et les archives de ses amis ? A New-York, il n'y a plus d'hôtel Biltmore.

JEAN-MARIE BESSET.

(1) Réédité cette année chez La Plume dans une nouvelle édition de 1982 (voir le guide des livres du 28 mars 1983).

Le « prix à payer » de Francis Scott Fitzgerald

EN 1983, la publication de *Love Boat* nous faisait découvrir quatorze nouvelles de Francis Scott Fitzgerald encore non traduites en France et réunies après sa mort par son éditeur américain sous le titre ironique, désolé, parfait de *The Price Was High*.

Le prix était élevé, en effet, celui que payaient les journaux — parfois l'équivalent de 80 000 francs par nouvelle dans le cas du *Saturday Evening Post*, qui tira à près de 10 millions d'exemplaires — pour les droits qui permirent à Fitzgerald de vivre à l'aïe assez longtemps ; mais aussi celui de la douleur et de l'énergie déployées par Scott. « J'ai travaillé jusqu'à mes dernières heures — vers vingt heures. C'était un prix lourd à payer, comme dirait Kipling, car à chacune de ces nouvelles se mêlait une goutte de quelque chose qui n'était ni mon sang, ni mes larmes, ni mes semences, mais quelque chose en moi de plus intime encore : qui était ce que j'étais en plus. »

La suite du recueil de 1983 paraît aujourd'hui, sous le titre de *Love Boat II*, entre trois et quatre, et contient quinze nouvelles. Peut-être est-il été plus judicieux de ne lui qu'un seul volume de gros format, comme le précédent gros comme le *Ritz* plutôt que de fragmenter en trois ces dernières œuvres. Car la comparaison entre les deux tomes n'est pas toujours équilibrée. Le dernier en date couvre la période 1929-1934 (avec une exception,

1941) et les nouvelles sont toujours placées sous le signe de la grande crise économique, le drame mondial qui marqua maintes dépressions particulières, et par conséquent l'auteur.

« Cette époque s'est passée de nos jours, mais un climat de découragement général, à l'humeur de Fitzgerald lui-même qu'auparavant, il y avait l'angoisse de l'âge qui s'avance, qui fait perdre les chances, rend les espoirs impossibles. La jeunesse elle-même est plus triste et plus proche, ce qui faisait pencher vers leur existence, dont le sillon ne pouvait qu'être décevant. »

Certaines nouvelles sont un peu étroites d'inspiration, la dernière — une curiosité : un récit historique en pays de Loire en l'an 872 — franchement décevante. Les nouvelles du grand Scott n'en sont pas bouleversées, et c'est la nature de son talent singulier de connaître l'humanité humaine. Elles peuvent être considérées pour leur portée morale et intellectuelle d'une jeune fille espérée « quelque part entre la lumière aveuglante des courts de tennis et l'ombre de la véranda, dans la chaleur et la grâce de l'après-midi ».

MICHEL BRAUDEAU.

★ LOVE BOAT II ENTRE TROIS ET QUATRE, de Francis Scott Fitzgerald, traduit de l'américain par Hervé Froely, Belfond, 340 p., 95 F.

La vie secrète de Norman Mailer

(Suite de la page 9.)

Il est entré dans le groupe en 1958, alors qu'il travaillait à une adaptation du *Parc aux cerfs* pour le théâtre. Les Strasbergs y avaient l'époque « l'influence de poldos, forte, déterminante ». Kazan, l'un des fondateurs, connaissait les « énormes succès », mais l'Actors Studio « le domaine des Strasbergs ». Il apparaissait à ces réunions. « Il avait une voix déplaisante », rappelle Mailer. « Ce n'était pas un homme chaleureux. Il créait un froid quand il parlait... un sentiment d'oppression. » Strasberg semblait investi d'une quelconque « sacerdotale suprême ».

C'est à l'Actors Studio que Mailer vit pour la première fois Marilyn Monroe « de près ». Elle s'assit sur le siège en face de lui. « Elle était affreuse à voir. » Elle avait « le nez rouge... sentait l'humidité. Une odeur émanait d'elle ». Il se souvient de son rire « très étrange, valant épouvantable ».

Mais il rit sans doute obsédé Norman Mailer, qui, à maintes fois, a raconté la vie et les épreuves de Marilyn ; sa dernière pièce, *Strawhead*, est centrée sur elle. Elle comporte une scène violente et drôle, Marilyn dansant et Lee Strasberg à l'Actors Studio.

Au théâtre, Mailer est comme un artiste sur sa faim ; il n'a jamais connu de véritable succès. « Écrire des pièces me donne l'occasion de m'exprimer tant qu'artiste mineur. Il y a quelque chose de terrible dans le fait d'être toujours l'un des plus grands. » Il avait l'air désenchanté devant le porc *moo shu* que nous partageâmes à l'issue d'une réunion au Studio. « Je ne crois pas que j'écrirai jamais une grande pièce. J'ai écrit le théâtre suffisamment longtemps. Je ne veux plus que ma pièce est sans prétention... mais je n'ai pas d'idées prodigieuses. »

ser « en dilettante » un après-midi avec Elia Kazan, Norman Mailer, Arthur Penn et le fantôme de Lee Strasberg.

Une histoire de hockey sur glace

Mailer a commencé à grignoler l'âge de sept ans. « J'ai écrit, raconte-t-il, une histoire de hockey sur glace d'avoir

hôpital psychiatrique, et qu'il intitulait *les Nus et les nuages*. Il devait également jouer dans une mise en scène, pour l'université, de *Evil-toe et chante*, de Clifford Odets. Il tenait le rôle de Ralphie, un déambulant, en récitant la liste des plats qu'il n'avait jamais mangés. Mailer partit pour la guerre, les *Nus et les nuages* n'ont jamais été écrits. Son premier succès fut un roman « Mailer se mit à la forme.



Norman Mailer ou Simbad, l'éternel marin

jamais de hockey sur glace ». A onze ans, il terminait un roman sur un voyage dans la Lune. Il adorait rapprocher les mots, « un petit ordinateur ». Mais, dit-il, « c'est presque un hasard si je ne me suis pas cantonné dans le théâtre. »

A Harvard, il travaillait à une pièce qui devait pour cadre un

Mais il était un enfant de Brooklyn qui allait au cinéma tout le temps. Le cinéma, explique-t-il, « a modelé ma vie romantique ». Des hommes comme John Garfield, James Cagney ou Joan Crawford occupent une place prépondérante dans son imaginaire. Il fut pressenti, voici plusieurs années, pour écrire le scénario de *Il était*

une fois *l'Amérique*, la grande fresque de Sergio Leone sur les gangsters juifs de Brownsville. Ces gangsters représentaient pour Norman Mailer comme un coin de patrie.

Il a grandi sur les hauteurs de Brownsville, le Crown-Heights. La portion du Brooklyn de *Mailer* « abritait une mafia juive qui s'y peut rencontrer. C'était comme s'ils avaient été des parents éloignés ». Son roman ne fut pas de Sergio Leone. « Il m'a renvoyé l'idée d'avoir lu le script. »

« Le Roi Lear » avec Godard

Mailer est aujourd'hui occupé par un autre film, une œuvre moderne du *Roi Lear* à laquelle il travaille avec Godard. Il n'a pas voulu compromettre le projet en parlant de détails. « Avec Godard », souligne-t-il, « on ne peut pas d'avance annoncer une collaboration ou se présenter. » Mais Mailer a une immense respect pour Jean-Luc Godard. « Le film est son bloc-notes... il l'explorerait comme aucun autre réalisateur n'est capable de le faire. »

Je demandai à Mailer s'il éprouvait encore de l'excitation à écrire le papier. Il inspecta son porc *moo shu*, dans l'assiette. « Je n'ai pas ressenti cette exaltation depuis vingt ans. » Il écrit *Armées de la nuit* — au plus profond de la dépression. Mailer sourit et dit : « J'ai craqué tôt. » Tandis qu'il rédigeait le *Parc aux cerfs*, il se sentait « brisé... il me fallait une heure pour me décider à sortir prendre un sandwich ». Nous parlâmes de l'irrésolution d'autres auteurs. Et Mailer cita Flaubert qui se félicitait d'avoir bien travaillé lorsqu'il avait enlevé une virgule à l'avant remise.

Mais tout cela m'était familier — neurasthénie classique de l'écrivain, dont l'existence est prisonnière du cadre de la page. Peut-être était-ce une des raisons pour lesquelles le Studio était important pour lui... pour moi. Il nous tirait à l'écart et nous entraînait dans le tourbillon d'autres vies.

Traduit de l'américain par Sylvette Gleize.

● ÉCRITS INTIMES

Un traité du ravissement

La musique de chambre de Christian Bobin

Le livre de Christian Bobin prend au cœur tout de suite. Le vague à l'âme du romantisme continue de couler ici à flot. Mais c'est une musique de chambre qui nous infime discret. Un amour entrevu, une petite fille qui passe, « la promesse du silence ». On y est. C'est incroyable de pouvoir écrire pour faire résonner. On s'efforce tant de dire qui finit en bruit avec les mots qu'il se parent. « Dieu, nous n'y voyons pas. C'est un état plein de vent, déchiré, on voit le vide au travers. » Pour vivre, la perspective peut-être d'un amour, en attendant, une vie faite de menus riens, ce déroulement de jours : on voit le vide au travers. Un livre de prières. Toutefois, — on n'a jamais bien prié que depuis que Dieu est mort, — on prie au pied de ses souvenirs, pour son plaisir, pour soigner un mal de cœur, pour éviter d'être mourir.

« Quelque chose de l'automne... »

Un ton sans phrases, d'autant plus poignant qu'il est sans remède. On ne se sent pas de la littérature pour se consoler. Inhérent à vous-même, elle est la comme un souffle, celui de votre vie qui va retomber dans le silence. Et pourtant « toujours une manie de l'éternité, cette maladie de la vie éternelle qui passe, s'y livre tout entier, demain on verra bien ». On était parti portant, on se réveille malade, une plaie s'est ouverte. Il y a donc des livres qui sont comme l'air, qu'on ne respire pas impunément.

À la hasard des pages quelques noms : Dürer, Arthaud, Maurice Scève, Piaf, Botticelli, Haydn, Rimbaud, pour venir au dégoût de ceux qui accordent plus de poids au monde qu'à la destinée unique de leur âme, qui ignorent cette lutte entre les deux foudres inconciliables de l'âme et du monde, parce qu'ils se rangent

avec l'ordre de l'entamer, dans le camp adverse, celui qui se nourrit de leur propre destruction ».

Le récit continue, journal, plutôt bout à bout les lettres non envoyées, mais l'essentiel vient d'être dit, qui, lui seul, motive le fait de « toucher du doigt la parole céleste du silence, le ciel du langage, écrire ». Du regard, de l'absence à la présence, le livre n'est là que pour marquer le temps, que pour attendre le moment où le visage de l'autre sera là. Que se referme sur nous le silence du bonheur. Ce monologue est le contraire d'un roman qui recopie les signes de l'existence. Il tient en équilibre sans commencement, ni fin, comme un moment d'éternité qui provisoirement tout écoule vers une situation sans issue, l'amour, la mort.

La vie courante n'est pas négligeable : d'abord parce que je peux « vous » écrire. Et puis il y a la découverte d'un livre, aussi : « Quelque chose de l'automne dans l'âme, la lumière. Le goût d'une vie claire et chantant, avec du lierre dans les fenêtres et la bonté dans les plis du vêtement. » L'enchantement simple. Qui vaut peut-être pour les amours, ces grands moments d'exaltation dont les sortons rompus. L'Enchantement simple : un vrai traité du ravissement.

PIERRE BETTENCOURT (*).

★ L'ENCHANTEMENT SIMPLE, de Christian Bobin, éditions Lettres Vives (4, rue Beaufreuil, Paris-IV), distribution Distique, 76 p., 59 F.

Christian Bobin vient de publier un autre récit : *LE VILIPENDU*, TEUR, éditions Brandes (373, rue du Quai-de-Bray, 62400 Béthune).

(*) Auteur de *l'Intouchable* (Ed. Lettres Vives). Pierre Bettencourt a récemment fait paraître *Notes de voyage au pays des hommes-bouliers* (Ed. Delatour, BP 2233, Angers Cedex, 48 p., 75 F.). Deux eaux-fortes de Ramon Aljando.

CINÉMA

« A Touch of Zen », de King Hu

L'aventure pour l'aventure

Le film « culte » d'un Chinois né à Pékin mais vivant à Hongkong ou à Taiwan enfin projeté dans sa version intégrale.

Film presque mythique, vu en 1975 à Cannes, où il obtint un réel succès, *A Touch of Zen* est, pour beaucoup, l'œuvre majeure de celui qu'on considère comme le plus grand metteur en scène chinois contemporain, King Hu. Un Chinois un peu particulier, né à Pékin il y a cinquante-cinq ans, mais travaillant depuis 1958 tantôt à Hong-Kong, tantôt à Taiwan.

A Touch of Zen est réalisé sur une période d'environ six années, entre 1967 et 1969. Il a été mutilé en 1972. Seul le passage à l'écran de trois heures, aujourd'hui projeté, King Hu vient du cinéma commercial chinois, à l'époque un domaine où il a connu un énorme succès avec *Dragon Gate Inn* en 1968. Il crée sa propre compagnie de production et coproduit *A Touch of Zen*.

King Hu emprunte l'idée du film à une nouvelle œuvre écrite au XVII^e siècle, *Pu Sung-hing* (1640-1715), la *Fille héroïque*. Le titre original chinois, *Sha-Nu* (« la fille pour servir »), rappelle cette filiation. L'héroïne est une très jeune femme de bonne famille qui a dû fuir la cour impériale après la mort violente de son père. Elle s'établit dans une ancienne résidence en ruine, avec deux fidèles. Un jeune lettré fait sa connaissance, et on pense déjà au mariage, quand l'action tragédie repasse au premier plan. Yang, la jeune fille, lui rappelle comment elle fut recueillie, elle et ses deux amis, dans un monastère bouddhiste et y apprit les techniques d'autodéfense, la pratique du sabre.

La police politique de l'empereur, à la poursuite de Yang, ne cesse de la harceler. La première grande bagarre l'oppose à Yang et à ses

deux amis, assistés du jeune lettré devenu stratège, dans la résidence où elle se cache. Des manœuvres, des pièges, sont mis en place, au point que l'ennemi se figure avoir affaire à une petite armée. Première victoire. Yang, qui attend un enfant de Ku, le lettré stratège, part accoucher dans le monastère qui l'avait recueillie autrefois. La responsable du couvent l'invite à rendre l'enfant à Ku, laissé seul dans la montagne. Mais devant les menaces qui l'entourent, Yang et son maître décident d'intervenir. Ils entrent en lutte contre deux troupes successives au service de la police. Yang, virtuose bouddhiste, et le moine avec sa maîtrise suprême des arts guerriers.

Le chemin de l'illumination

Le film s'envole littéralement. Le grand combat final oppose le chef de la police, convaincu de son bon droit moral à pratiquer la torture, et le moine, force de la nature, tranquille, apaisé. Hui-yuan, le moine, pratique la discipline bouddhiste, ne saurait être vaincu, et, quand au terme d'une manœuvre perfide, son adversaire le touche au sabre, un sang doré coule de la plaie. Les ultimes images nous renvoient à la fois à Cecil B. De Mille et au cinéma japonais. Sorte de Dîen le Père protégeant le monde, le religieux trône sur la montagne, le soleil derrière lui. Il enseigne le chemin de l'illumination à la jeune Yang, sa disciple. La référence au zen est cette fois transparente.

King Hu conçoit le cinéma comme une sorte de super-théâtre où tous les moyens sont bons. Il réussit à tenir l'impossible gagare : réconcilier une vieille tradition nationale, tout un héritage culturel, avec les exigences du cinéma moderne. *A Touch of Zen* connaît peut-être le plus d'un art né à Hollywood dans les années 20, avec son goût de l'aventure pour l'aventure, et quelque chose de plus : l'âme lumineuse touch of zen.

LOUIS MARCORELLES

Mort du réalisateur mexicain Emilio Fernandez

Le réalisateur mexicain Emilio Fernandez est mort, le mercredi 6 août, à Mexico. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Avec la disparition d'Emilio Fernandez, c'est la dernière page de l'âge d'or du cinéma mexicain qui est tournée. Un cinéma marqué par le passage éclair d'Eisenstein au début des années 30 et qu'illustra Luis Buñuel au lendemain de la dernière guerre : expressionnisme, lyrisme, populisme et exaltation de l'indianité. Cette célébration, Fernandez n'en avait pas besoin de la chercher loin : sa mère était une paysanne indienne, qui lui valut d'ailleurs le surnom d'« El Indio ». Son enfance et son adolescence furent marquées par la guerre civile qui ravagea le Mexique entre 1910 et 1920. Ainsi Emilio Fernandez fut à dix-neuf ans un jeune et brillant lieutenant-colonel. Mais en 1923 il rallia les troupes du général Huerta en rébellion contre le gouvernement d'Obregon. La révolte échoua, Fernandez se réfugia aux États-Unis, où il se mit, pour subsister, à travailler pour Hollywood. Sa prestance et son physique typiquement mexicains lui

font attribuer des petits rôles. Il y gagna un certain renom. En 1934, à la suite d'une amitié, il retourna dans son pays et y poursuivit sa carrière d'acteur. En 1941, il passe derrière la caméra et signe son premier film, *La teta de la partera*. Deux ans plus tard, il réalise *Flor Silvestre*, un grand succès. Il y introduit les thèmes qu'il développera tout au long de sa carrière : la lutte de l'Indien, le « bon sauvage » de Rousseau, qui incarne toutes les vertus, aux prises avec la civilisation, symbolisée par l'étranger, le patron, l'autre café. Après *Maria Candalaria* (1943), *La Faria* (1946) et *Enamorada*, son film fétiche et son plus grand succès, tourné la même année, il réalise *Rio Escondido* avec Maria Felix, qui trouve là son meilleur rôle. Par la suite, Emilio Fernandez, comme Ricardo, aligne film sur film. Mais il se répète. L'industrie cinématographique mexicaine commence à périr. En 1953, il tente avec *La Red* de renouer avec la recette de ses grands films d'antan. C'est un échec. Après quelques œuvres réalisées dans d'autres pays d'Amérique latine, il est contraint de reprendre son métier d'acteur. On le verra une dernière fois dans *La Horde sauvage*, de Sam Peckinpah, en 1969.

VARIÉTÉS

M. Bernard Chevy vend le MIDEM-Organisation aux Britanniques

Le groupe britannique TVS vient d'acquiescer pour cinquante millions de francs, par le biais de sa filiale, la Société française pour le développement de la communication internationale, l'entreprise MIDEM-Organisation, créée par Bernard Chevy et spécialisée dans la mise sur pied de Salons professionnels de musique, de télévision et de vidéo. Six importantes manifestations dépendent du MIDEM-Organisation : le MIP-TV ou Marché international des programmes de télévision, fondé en 1965 ; le MIDEM ou Marché international du disque et de l'édition musicale, lancé en 1967 ; le MIPCOM, dédié aux multimédias, et le SPONCOM, consacré à la sponsoring et au mécénat ; le MICEL conçu pour les droits dérivés, et le MIDART, qui

devrait se tenir pour la première fois en avril 1987 et sera voué à la gastronomie et aux arts de la table. Ces six marchés professionnels et commerciaux, de caractère international, ont une seule ville d'accueil : Cannes, et un seul maître d'œuvre : Bernard Chevy.

Des groupes français de communication auraient été contactés avant la cession de MIDEM-Organisation à TVS. M. Bernard Chevy, âgé de soixante-quatre ans et propriétaire également d'une société de services (Carnegie-Organisation), se refuse à tout commentaire avant la décision du Trésor, en octobre prochain, sur la transaction qui précise que le fondateur de MIDEM-Organisation gardera la fonction de président durant trois ans.

PHOTOGRAPHIE

Quatre expositions au Palais de Tokyo

Du rêve à l'abattoir

La photographie pour les curieux voyages. Quatre expositions nous promènent durant tout l'été, dans le temps et dans l'espace.

Homme d'illusions et créateur du spectacle cinématographique, Georges Méliès (1) méritait son surnom d'« enchantement ». Il a porté à son paroxysme l'art de l'artifice. Voyageant dans l'impossible, ce surréaliste avant l'heure inventait des songes romanesques ou féériques qui par leur familiarité naïve anticipaient l'arrivée de Charlie Chaplin ou de Buster Keaton. Mais ce mécanicien du rêve, qui dès 1898 avait tout découvert, hormis ses cinq cents films réalisés dans les studios de Montreuil, a aussi inventé la « photo de plateau », plus proche du studio-hall et du théâtre que du cinéma. Au nombre d'environ deux cents, ce sont elles qui, avec la complicité de l'abbé Goussier, ont été restaurées par la Cinémathèque française. Utilisant l'appareil telle une boîte à malices, Méliès en usait pour fixer l'illusion, dévoiler ses tours ou montrer l'envers du décor.

La magie n'opère pourtant qu'à moitié comme si, malgré le bleu cobalt, les grands tirages, si probants dans le cas de « Métropolis » et d'« Identités », avaient dû à la passer la rampe. Lié à la dimension des lieux, le parti pris de spectaculaire apparaît d'autant plus systématique que les « nouveaux originaux » ne remplacent pas l'émotion que procure la contemplation d'un « vintage ».

C'est à une autre sorte de voyage que convie Keiichi Tahara (2), photographe japonais de trente quatre ans, arrivé en France en 1972. On connaît ses portraits frissonnants de mystère. Ses travaux antérieurs au polaroid noir et blanc sur l'abandon et la lumière, aux tonalités embuées, subtilement traitées dans des gris, faisaient penser à Sadek. Artificiel et flamboyant, d'un baroque débridé, c'est tout à l'inverse que se situe le résultat du périp

qu'il a effectué en Europe, de 1979 à 1984.

Destiné à la publication en six volumes par un éditeur japonais (coût : 10 000 francs), ce « reportage » sur l'architecture est une forme de méditation sur l'espace. Elle a mené Tahara de Glasgow à Istanbul, de maisons particulières en crématoriums et synagogues, et donne lieu au Palais de Tokyo à une écurante profusion de couleurs et d'images grandiloquentes.

On préfère la jolie petite exposition à l'éclairage harmonieusement dosé où, de Charles Marville à Balzac, les « Grands Travaux » (4) assurent par eux-mêmes, une sensibilité objective, la composition picturale des paysages.

Bref, à New-York à Buenos-Aires, en passant par Paris, le Palais de Tokyo présente d'une autre manière, dans la plus belle des manières, une photographie belge

paul, Foucault ou De Kooning, on conçoit qu'ils aient intrigués par ce jeune homme. Mais ce n'est pas lui qui compte, c'est l'attention qu'il prête Hans Hartung, à la fois à la jambe morte, Bacon ou André Masson, carcéral par une lumière enveloppante. Sans la présence d'Avedon, il pourrait se réclamer, c'est à l'obscure qui tranche. Elle permet d'obtenir ce qu'il ressemble à Beethoven, tant d'élégance distance. Frank, souriant, s'avoue superbe de disponibilité et Genet, surhumain de fragilité.

L'impressionnisme mûr de Marc Trivier se confirme avec la série des abattoirs, autres de la terreur et de la pourriture mais aussi de l'ordre et de la propriété. Rincées, chair, décapitées, les carcasses éparpillées sur leurs tripes, des images de la mort et révèlent un monde conçu à l'insu des hommes. En ombre chinoise, au poing, la canne suspendue à un truchet, un visage accompli froidement sur un visage. D'une implacable intensité, cette dernière image vaut à elle seule le déplacement.

PATRICK ROEGERS.



Méliès : les cartes vivantes. 1904-1905.

Doté d'une puissance de création peu commune, c'est avec des débordements lyriques que Tahara surenchérit au kitich de l'« art nouille ». Il projette sur d'immenses voiles blanches de 10 mètres de haut plus de 1 500 diapositives extraites des 100 000 clichés accumulés en cinq ans. Dans une autre salle, tirées sans émotion sur clichés ultra-éclairés, il expose 90 images qui, tout à fait, forment comme un dépliant touristique, démonstratif et tapageur, qui est été plus à l'aise dans les pages glacées de la revue *FMR* ou du luxueux portfolio qui lui est consacré (3).

A l'énergie mal contrôlée, laquelle aspire Tahara on peut

de vingt-cinq ans, présenté pour la première fois en France : Marc Trivier (5). Ici, rien de spectaculaire. Simplement des peintures ou écritures illustrent et silencieux dont le portraitiste s'obstine à faire parler l'image. La difficulté qu'il y a, pour les photographes, de rencontrer des personnalités aussi difficiles que Leiris, Beckett ou Tardieu, n'est pas un hasard.

L'exceptionnelle qualité de ces portraits vient d'ailleurs. Cadres de type classique, plus souvent assis, croisés, ils semblent appartenir à la même famille. Certes, on peut penser que le visage d'un créateur ne dit rien de son œuvre. Pourtant, lorsqu'on voit

- (1) Georges Méliès, une sélection de photos de films réalisés par la Cinémathèque française, catalogue dans la collection « Photocopies », tirage de 100 exemplaires, René Clair, Mithras-Méliès, Jacques Mithras, N. Giret, coproduction de la Cinémathèque, 79 p., 190 F.
- (2) Keiichi Tahara, *Le Voyage*, l'espace, 110 p., 190 F.
- (3) Keiichi Tahara, portfolio de 25 images, édité par le CNP, textes de l'auteur et de Bernard Lamarche-Vadel, l'Édition du Livre, 110 p., 190 F.
- (4) Les Grands Travaux, voir aussi le Palais de Tokyo, collection de Jean Dejeure, 34 p.
- (5) Marc Trivier, 80 photographies.

Le roman de la photographie

Philosophe et membre des Cahiers de la photographie, François Soulaige a réuni sous le titre *Photographie et Inconscience* un ensemble de communications prononcées lors d'un séminaire qui s'est tenu d'octobre 85 à janvier 86 au Collège international de philosophie.

Prenant pour point de départ la question « Quelle sorte d'art est la photographie ? », c'est sur trois axes — conceptuel, existentiel et critique — que se succèdent spéculations et postulats qui tentent de mettre à jour le réseau d'intercommunications unissant le photo au rêve, au désir, au refout ou au tabou. Si Freud, Barthes et Lacan servent de point d'appui à quelques spéculations, outre des réflexions sur la morphopsychologie (Soulaige), la photothérapie (Perrot), la psychose (Guy Roud) ou le mobile de la pause (Claude Léger), on y retrouve aussi l'analyse d'expériences menées par Marc Patout, Bernardette Tardieu et Richard Nègre, le récit déchirant de Bernard, la photographie suicidaire schizo-phrénique, la glose autour de l'ontologie photographique s'achevant sur une sortie drôle et assez vivement de Soulaige contre HCB (Henri Cartier-Bresson) assailli à JJ-SS, BHL et BRV.

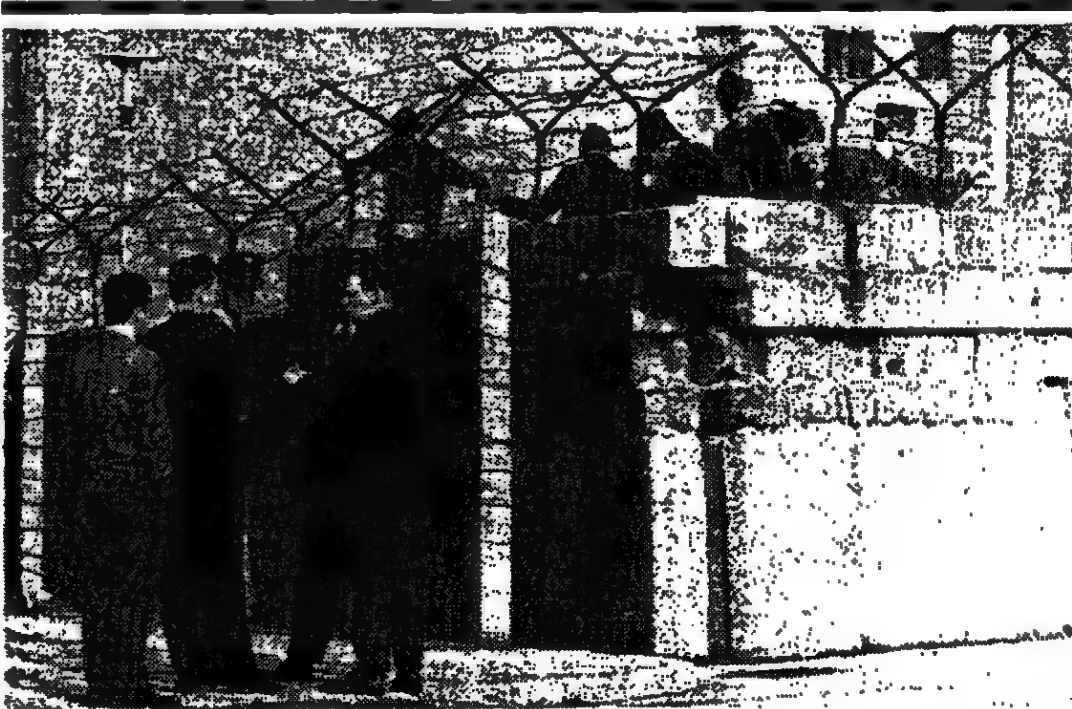
C'est aussi la volonté d'y voir clair qui préside à l'essai de Georges Soulaige, qui dans la *Photographie et l'Inconscience* se propose de déchiffrer les tropismes qui permettent par une stratégie inconsciente à l'image photographique d'exister. Mené par la folie de l'incertitude, sans hésiter à prendre appui sur l'astrophysique, les mathématiques ou la neurologie, cet ouvrage, au ton encyclopédique, au style vélocé, envisage la photographie comme un « domaine mental » qui sert de prétexte à une dissertation philosophique sur le non-être ou l'interaction entre les arts.

P. R.

François Soulaige, *Photographie et Inconscience*, 185 p., 60.000, 90 F.

Georges Fernandez Carrera, *La Photographie, le film, le dessin*, d'une mort accidentelle, 111 p., 10.000, 15 F.

DEMAIN DANS Le Monde



IL Y A 25 ANS, BERLIN DÉCHIRÉ PAR LES BARBÈLES

Comment pourquoi les Allemands de l'Est ont construit le mur. Les trésors de ruée dépensés pour le franchir.

VOYAGES

La Malaisie, au-delà de Kuala-Lumpur

GUIDE PRATIQUE

Les hôtels « au calme » à Paris, ou la douceur provinciale dans la capitale.

Le Monde sans visa

Reportages - Entretiens - Voyages le nouveau cahier du week-end

CHRONIQUE

Hippolyte Romain dessine depuis dix ans. Crayon en main, au gré de ses déambulations, diurnes ou nocturnes, il note les scènes qui se déroulent sous ses yeux. Dans les bistrotts, les boîtes de nuit, les défilés de mode, les musées ou, le plus souvent, dans la rue. Il a publié au début de l'année un recueil de Reportages chez Régine Deforges. Pendant tout le mois d'août, le Monde accueillera le résultat de ses pérégrinations.



Le décor ■ animé par la projection de figures médiévales sur les remparts de ■ place ■ la Mairie, transformés ■ écran géant. Les acteurs, les danseurs et les conteurs puisent dans le répertoire recueilli, classé, sauvé ■ l'oubli par l'Union pour la culture populaire, qui a entrepris, il y a ■ plus ■ quinze ans, des recherches jamais interrompues.

L'ÉTÉ MUSICAL DE VICHY
SAMEDI 9 AOÛT / 20 H 30
NABUCCO
 Opéra en IV actes de G. VERDI
 Chanté en italien, création à Vichy
 Orchestre du Théâtre des Arts de Rouen
 Direction Paul Elmling
 Réalisation du Grand Théâtre de Bordeaux
 Direction Gérard Boireau
 VICHY / 70.59.90.55



سكان العالم

Economie

Un entretien avec le ministre des affaires sociales

(Suite de la première page.)

Cette politique est plus large et plus ambitieuse que la précédente. Elle est celle de tout le gouvernement. Le ministre d'Etat, a ainsi fait publiquement justice, il y a quelques jours, des réserves que certains lui prêtent.

Le terme de « traitement social » du chômage ne me paraît pas d'ailleurs convenir. Il y a une connotation par trop passive. Après



Dessin de SZLAEMANN.

tout, l'indemnisation du chômage, c'est du traitement social. Parons plutôt de nouveaux secteurs d'activité, ou d'un autre secteur...

Avant les élections, la future majorité parlait de « rupture » avec la gestion socialiste. Où se situe la « rupture » dans votre politique ?

La rupture réside dans le fait que nous nous sommes mis à l'emploi comme le premier des acquis sociaux et l'entreprise comme la priorité. Il y a eu un saut de qualité. Ce sujet, venant de nos rangs communistes, pour être fondé à estimer que cela n'est pas la copie conforme de la politique précédente.

Et puis, rendez-moi cette justice : j'ai toujours dit, et même écrit, que ce n'était pas parce qu'il y avait des problèmes sociaux, qu'il fallait faire des réformes. Mais nous avons probablement davantage de moyens politiques que les socialistes. Il en faut pour la remise en cause des rigidités qui ont empêché pendant la période précédente.

Pas de SMIC jeunes

Comme ministre des affaires sociales, vous avez déjà dû résister à la mise en œuvre d'idées ultra-libérales de vos amis politiques. Pourriez-vous nous dire la nouvelle vague montante sur l'instauration d'un SMIC jeunes ?

Ce débat n'est pas nouveau au sein de la majorité. Il est tout à fait sain. Il répond à un constat d'évidence : sur le premier emploi, il y a souvent un handicap, qui est lié à la contradiction entre une insuffisance fréquente de formation et un salaire normalisé. Et il faut effectivement régler ce problème de manière à ce que certains jeunes ne soient pas pénalisés par rapport à d'autres catégories d'âge.

Pour autant personne ne parle de SMIC jeunes, une notion dont la plate-forme RPR-UDF ne fait pas mention. Pourquoi un tel débat, alors qu'on n'est pas encore au bout de nos efforts pour éviter les discriminations entre hommes et femmes, se lance dans des distorsions salariales entre jeunes et moins jeunes ? J'observe par ailleurs que les effets pervers de la loi sur les salaires des jeunes payés au-dessus du SMIC, extension difficilement acceptable à la fonction publique, remise en cause possible de l'ensemble de l'édifice salarial.

En fait, les formules de formation en alternance lèvent la contradiction que j'ai évoquée, puisqu'elles apportent le complément de formation souvent nécessaire et, en regard au niveau de rémunération pratiqué, peuvent conduire à des créations d'emplois. Laissons vivre et observons les formations en alternance telles qu'elles ont été aménagées et encouragées, et bientôt nous serons en mesure d'apprécier ce qu'il y aurait lieu d'améliorer.

Vous avez amené vos amis politiques à accepter des décisions coûteuses pour le budget, comme les 4,5 milliards de francs prévus pour l'emploi des jeunes. Croyez-vous qu'ils pourront vous suivre longtemps sur ce terrain et au nom de quoi ?

Le principe du plan pour l'emploi des jeunes a été retenu avant même le 16 mars. Ce plan représente un effort financier sans précédent. Ne rien faire - si on

arrive à l'équilibre, par ailleurs, une créations et suppressions d'emplois, cela signifierait, fin 1987, 800 000 demandeurs d'emplois supplémentaires. C'est une difficulté majeure, qui justifie pleinement mes initiatives. Si on réussit à tout dépenser, on aura des résultats significatifs et on aura procédé de façon sélective à un allègement des charges sociales pour les entreprises.

Certaines, dans la majorité, vous opposent, par exemple, à M. Edmond Malinvaud. Tant qu'on l'encourage pour savoir agir en parfaite orthodoxie, on vous soupçonne parfois de jouer en touche (1).

Je ne crois pas que l'auteur de cette métaphore comprenne quoi que ce soit au ballon rond. Il y a un temps pour tout, un football, selon les circonstances du jeu. Si vous êtes pressés dans votre surface de réparation, on si vous menez le jeu à une minute de la fin, il n'est pas condamnable de jouer en touche.

A l'inverse, il vaut mieux ne tirer au but que lorsqu'on est en position de marquer, ou, sinon, vous perdez le ballon. Qu'il faut, c'est jouer intelligemment. C'est ce que j'essaie de faire. Et ne me dites pas qu'avec cette réponse je donne raison à mes détracteurs. Vous confondriez touche et dribble.

Mauvaise foi

Depuis la publication du rapport de M. Edmond Malinvaud, la polémique sur les chiffres du chômage est théoriquement close. Pourtant, M. Lionel Stoléru vous accuse d'avoir fait un usage d'un bon rapport.

Le gouvernement applique à la lettre les propositions du rapport Malinvaud. Il est donc étonnant qu'il y ait de la mauvaise foi d'opposer le rapport et les suites qui lui sont réservées. A ce sujet, je crois

qu'il faut se garder d'approches par trop « politiciennes » et statistiques de l'emploi.

Elles ne doivent pas être conçues, comme le souhaitent certains, pour faire le partage entre chômeurs de la droite et chômeurs de la gauche - ce qui n'a strictement aucun sens - mais elles doivent donner à l'opinion une vue aussi objective que possible de la situation et servir de base aux choix du gouvernement.

Quel bilan dresserez-vous de vos premiers mois de dialogue avec les syndicats, dialogue jugé parfois suspect dans la majorité ?

Mon attitude vis-à-vis des partenaires sociaux se situe dans la ligne définie par M. Jacques Chirac dans sa lettre du 26 mars aux organisations patronales et syndicales. J'ai la conviction que nos mesures seront efficaces si elles sont promises à la pérennité. Or, la pérennité n'est possible que sous réserve d'un minimum d'acceptabilité, dont il faut créer patiemment, obstinément, les conditions.

La nouvelle politique économique et sociale du pays ne peut se faire contre les salariés. Je m'efforce donc d'obtenir des interlocuteurs de notre bonne foi, de la sincérité de nos intentions, et de notre volonté de dialogue tout au long de notre détermination.

Il y a eu des hauts et des bas. Et un coup de chien avec la procédure retenue pour l'autorisation administrative de licenciement. Mais l'essentiel a été sauvegardé, car chacun sent bien, même si c'est à des degrés divers, qu'il faut évoluer dans le sens d'une réelle modernité.

Propos recueillis par ALAIN LEBAUDE et MICHEL NOBLECOURT.

(1) La commission a été utilisée par M. Lionel Stoléru dans sa revue *Tempo forts* (n° 47, juillet-août 1986).

Selon « l'Humanité » M. Séguin prépare 100 milliards d'économies à la Sécurité sociale

Sous le titre, « La Sécurité sociale, le dossier séguin », l'Humanité du mercredi 8 août révèle le contenu d'un dossier déposé au bureau du ministre des affaires sociales qui prévoit une ponction de 100 milliards prélevés sur les assurés, les familles, les chômeurs et tous les secteurs de la santé. Selon le quotidien communiste, il s'agit de « quatre-vingt-onze propositions » présentées au ministre par la direction de la Sécurité sociale qui prévoit une réduction de 100 milliards.

Parmi les propositions, l'Humanité cite le « déremboursement » de certains médicaments et des frais de déplacement des praticiens, la limitation du remboursement à 100 % des produits par ordonnance, l'instauration d'une « franchise de 2 francs » par boîte de médicament, etc. Elle aurait pu ajouter par exemple une augmentation de 5 % du ticket modérateur sur toutes les dépenses de maladie.

Ces « révélation » ne sont guère nouvelles puisque, dès le 3 juillet, la CGT avait fait état d'un « arsenal de mesures » qui « appliquées dans sa globalité » s'élèverait à « plus de 100 milliards de francs » (le Monde du 7 juillet). Au ministère des affaires sociales, on confirme l'existence de quatre-vingt-onze « fiches techniques » préparées par la direc-

tion de la Sécurité sociale (quarante-cinq pour la maladie, onze pour la vieillesse, dix-huit pour les prestations familiales, cinq pour les prestations de chômage, quatre pour les handicapés), en soulignant qu'elles « n'engagent absolument pas le gouvernement » et qu'il s'agit seulement d'« instruments d'aide à la décision ». Mais, dans la cause, ajoute-t-on, il est absurde de parler de « 100 milliards » en additionnant les quatre-vingt-onze propositions, puisqu'il serait en question - comme le reconnaît l'Humanité - de les « mettre en œuvre simultanément ».

Dès sa prise de fonctions, M. Séguin avait annoncé pour l'assurance-maladie la « mise en œuvre de la chasse à certains excès et une réduction des dépenses ». Il a mis en chantier depuis une révision des modalités de calcul du ticket modérateur et a annoncé à la commission d'assurance-maladie de lui faire des propositions sur la vingt-sixième maladie (prise en charge à 100 %). M. Séguin a donc fait de nouvelles économies, mais, a-t-il déclaré, « il s'agit d'un premier plan d'économies » qui « n'a jamais été prêté à la question - que de la recherche d'un équilibre durable. J'attends que les gestionnaires leur part ».

M. N.

Travail différencié « Des rigidités subsistent encore » selon le CNPF

Si l'on approuve le sens général de l'ordonnance sur le travail différencié, adoptée par le conseil des ministres du 11 juillet (le Monde du 7 août), le CNPF estime que « certaines rigidités subsistent ». Sur trois points, l'organisation patronale regrette que le gouvernement ne soit pas allé assez loin. L'impossibilité de « décaler » l'âge d'entrée dans le contrat pour une durée supérieure à la durée initiale, peut constituer un manque de souplesse dans la gestion de ces contrats, indique le CNPF.

ou d'un accord collectif étendu risque d'en limiter la portée. Le syndicat de la CGT déclare, pour sa part, satisfait de l'ordonnance. La CGT « condamne sans réserves » un texte dont l'objectif est « d'installer l'insécurité dans les domaines de la vie des salariés ». La CFDT « craint » une évolution qui pourrait favoriser « les formules de travail incertain ». M^{me} Nicole Notat, secrétaire nationale de la CFDT, affirme que « le gouvernement rend un mauvais service aux entreprises », car il « encourage l'usage des formes d'emploi ». Elle considère « douteux » que des mesures puissent avoir un effet quelconque sur le niveau du chômage » et estime que leur application « aboutira inévitablement à une aggravation regrettable de la précarisation des emplois ».

REPÈRES

Croissance

Révision en baisse aux Etats-Unis

Tirant les conclusions d'une activité économique toujours languissante, l'administration Bush a révisé en baisse ses prévisions du produit national brut. L'estime déclinée à 3,2 % l'expansion en 1986, au lieu des 4 % espérés, tout en soulignant que la progression du produit national brut pourrait, en 1987, être un peu plus rapide que prévu.

En revanche, les prévisions de croissance pour l'année 1987 sont restées inchangées à 3,5 %. L'administration Bush a révisé en baisse ses prévisions du produit national brut. L'estime déclinée à 3,2 % l'expansion en 1986, au lieu des 4 % espérés, tout en soulignant que la progression du produit national brut pourrait, en 1987, être un peu plus rapide que prévu.

Pétrole

Une demande supérieure à l'offre de l'OPEP

La demande de pétrole brut adressée à l'OPEP pourrait tourner autour de 17 millions de barils par jour au troisième trimestre 1986, selon les dernières prévisions de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Leur part, à Genève, les treize pays membres de l'OPEP ont, le lundi 4 août, décidé de réduire leur production à 18,6 millions de tonnes à partir de septembre. Cependant, les membres de l'AIE estiment qu'entre juillet et septembre l'offre de pétrole en provenance des pays non membres de l'OPEP devrait se situer aux environs de 18,4 millions de barils par jour.

Selon ces experts, les revenus pétroliers de l'Irak ont, au premier semestre 1986, été réduits de 59 % par la baisse de moitié des prix du brut, étant tombés à 3,3 milliards de dollars, contre 8,1 milliards durant la même période de 1985. Pour le Libye, la baisse est de 55 % (2,3 milliards de dollars, contre 5,1 milliards précédemment). Pour la Nigeria et le Venezuela, la baisse de revenus a atteint 50 % et pour l'Arabie saoudite 43 %. En revanche, le Koweït et l'Arabie saoudite notam-

Matières premières

Fermeture prochaine de la plus grande mine européenne de tungstène

La plus importante mine de tungstène d'Europe, située à Ariège (Ariège), fermera ses portes à la fin de l'année 1986, vient d'annoncer son président, M. Berthomieu. Ce gisement découvert en 1961 par le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières) a vu, ces dernières années, sa rentabilité décroître, les cours ayant chuté de 75 F à 33 F le kilo.

Malgré une production de 1 000 tonnes par an (40 000 tonnes de production mondiale), la société accuse une perte de 15 millions de francs par exercice. Selon M. Berthomieu, cette dégradation est « la conséquence de la baisse du dollar et de la politique de bas prix pratiquée notamment par la Chine ». La fermeture de cette mine, qui emploie cent quarante-quatre personnes, met fin à l'action menée à partir de 1983 pour mettre en place une filière de tungstène en France.

Production industrielle

Poussée de 12 % au Brésil

Le plan d'ajustement économique adopté par le Brésil, le 28 février dernier, le plan Cruzado, commence à porter ses fruits. Selon les éléments chiffrés, publiés par l'Institut brésilien de statistiques, la production industrielle a augmenté, durant le premier semestre, de 12 % par rapport à la période correspondante de 1985. Une poussée particulièrement favorable à l'exportation, au point de voir se multiplier les pénuries de certains produits finis sur le marché intérieur.

La production de l'industrie mécanique a progressé de 11,7 %, celle de l'industrie pharmaceutique de 13,5 %, et, d'une façon générale, les branches de l'industrie durable ont fait un bon en avant de 40,52 %. En revanche, la production de produits alimentaires a baissé de 10,5 % en raison de la politique de blocage des prix suivie par le gouvernement.

ÉTRANGER

Le président Reagan remporte de justesse une bataille contre le protectionnisme du Congrès

WASHINGTON correspondance

Une fois de plus, M. Ronald Reagan a remporté une difficile bataille au Congrès. Contrairement aux premiers pointages et à la déception des dirigeants démocrates, la Chambre des représentants n'a pas infirmé, le 6 août, le veto que le président américain avait misé, le 19 décembre 1985, à un projet de loi qui aurait permis de lever les importations de textiles et de vêtements venant de Corée du Sud (1), de Taïwan et de Hongkong, et, dans une moindre proportion, d'autres pays d'Asie.

A huit voix près, la majorité des démocrates requise pour l'annulation du veto n'a pas été atteinte. Mais ce succès, dû en très large partie à la personnalité de M. Reagan multipliant les pressions sur ses amis républicains, ne masque pas l'ampleur du protectionnisme au Congrès. En effet, les onze républicains sont restés indifférents à l'appel du président, qui avait combattu vigoureusement le projet. Et, à son avis, détruire le projet, et qui, a-t-il dit, mettrait en péril le commerce mondial.

Les partisans du projet, notamment des représentants du Sud, les importations de textiles ont entraîné la fermeture de cent cinquante usines à la perte de trois cent quatre-vingt-dix mille emplois. Mais la Maison Blanche a évalué que le projet aurait coûté 44 milliards de dollars par an aux consommateurs ayant à payer plus cher leurs vêtements, leurs chaussures, sans oublier les représailles des partenaires commerciaux des Etats-Unis et leurs conséquences pour l'emploi.

Japon sur le marché intégré favorise le ralliement d'un certain nombre d'élites de Californie. Néanmoins, à la Maison Blanche, on a le triomphe modeste, et on ne fait pas de l'optimisme sur la portée de ce succès.

Le déficit extérieur record, les fermetures d'usines, les pertes d'emplois ont poussé les syndicats, à faire du problème du commerce international un enjeu majeur de la prochaine campagne électorale. L'opposition à la politique gouvernementale est forte puisque, de compte, M. Reagan a simplement obtenu un peu plus d'un tiers des voix.

Aussi bien M. Baldrige, ministre du commerce, tirant le leçon du veto, a prudemment déclaré que la Chambre s'était prononcée en faveur d'un commerce libre, mais équilibré. « Nous travaillons ensemble pour atteindre un objectif ». Il apparaît ainsi que le vote de la Chambre des représentants sera utilisé par l'administration américaine dans ses négociations difficiles avec ses partenaires commerciaux européens et japonais.

Par contre, la victoire du président a été accueillie avec soulagement à la Maison Blanche. Politiquement parlant, un tel résultat encourage ses adversaires à le pousser à d'autres terrains où il entretient l'impression qu'il était devenu, selon la formule, un « canard boiteux », c'est-à-dire un président ayant perdu son influence et son autorité pendant les deux dernières années de son mandat.

HENRI PIERRE.

ment ont été relativement épargnés, leurs revenus d'exportation ayant diminué respectivement de 8 % et de 24 %.

Voilà un vrai projet pour l'emploi, qui est de nature à atténuer progressivement les effets les plus négatifs du niveau du chômage actuel, qui peut apporter un supplément d'âme à notre société, qui peut contribuer à faire de la France un pays qui continue à compter dans le monde.

Toutes ces formules d'emplois périphériques et de voisinage qui se situent entre le chômage et le travail ne vont-elles pas entraîner la constitution d'un autre groupe dans la population, voué au sous-emploi, au pré-emploi ou à l'emploi intermédiaire ?

L'accusation d'envisager une société duale serait recevable si la société duale n'existait pas déjà. Plus de deux millions de Français rejoints, cela ne suffit-il pas à fonder une société duale ? En vérité, le chômage n'est pas une nouvelle forme d'emploi, c'est le plein emploi d'hier, il est entre le chômage et les nouvelles formes d'activité.

Et si nous ne sommes pas convaincus, considérons les expériences étrangères. Il n'est évidemment pas question de les transposer, mais de comprendre leur signification, pour en tirer les conséquences, avec nos méthodes et nos habitudes. Au Japon, coexiste avec le secteur productif classique un immense secteur de sous-traitance où sont employés les travailleurs âgés ou peu qualifiés, sans limitation des horaires ou sans salaire horaire minimum. Je n'apprécie pas, je constate. En Italie, les activités clandestines représentent 40 % du produit national brut. Aux Etats-Unis, l'économie informelle représente 30 % du PNB.

Nous devons organiser cette évolution, ce qui permettra de réintégrer dans l'économie officielle tout ou partie de l'économie souterraine qui s'est développée à notre insu. Il faudra cependant veiller à créer et à maintenir des passerelles entre les deux secteurs, car je conçois qu'il est difficile d'envisager toute une carrière dans le nouveau secteur. Mais cela peut être une position d'attente ou de repli provisoire, préférable au chômage, tant pour l'individu que pour la collectivité.

Le développement des contrats à durée déterminée ne risque-t-il pas de mener à l'attachement des salariés à leur entreprise préjudiciable au patronat et à la majorité libérale ?

Tout le dispositif a été conçu pour que le contrat à durée déterminée demeure le contrat de droit commun. Mais il faut savoir que les salariés totalement accomplis dans une seule et même entreprise seront de moins en moins nombreux.

La encore, ce n'est pas un vœu que je formule, mais un constat. Cependant, il y aura une autorégulation par les entreprises, car elles ont tout intérêt à avoir des salariés qualifiés et expérimentés.

Un « plus » de convivialité

Vous allez développer le TUC, que la majorité a souvent critiqués par le passé. Votre projet de programme d'initiatives locales (PIL) pour les chômeurs de longue durée de plus de vingt-cinq ans ne procède-t-il pas de la même logique ?

Les critiques les plus acérées contre les TUC sont venues des rangs du Parti communiste. Ce que l'ancienne opposition reprochait aux gouvernements d'hier, c'était de se limiter au traitement social du chômage et de négliger l'encouragement à l'emploi dans l'entreprise. C'est ainsi qu'on a perdu 650 000 emplois en cinq ans.

Nous, nous conduisons une politique à l'emploi dans l'entreprise à l'initiative et nous nous efforçons de la compléter, d'autant qu'il y a un champ de possibilités immense. Non seulement les activités d'utilité collective ne sont pas un pis-aller, mais elles peuvent apporter un « plus » en termes de qualité de vie et de convivialité.

A cet égard, le recours, grâce aux PIL, à des personnes plus âgées peut ouvrir des possibilités nouvelles (gardiennage, encadrement des TUC, etc.). Il faut veiller à ce qu'il n'y ait pas substitution d'emploi, mais compensation.

Vous continuez donc la politique de traitement social du chômage, malgré les réserves qui ont pu être exprimées à un moment par le ministre de l'Economie. Est-ce par conviction ou par résignation ?

Economie

La régie Renault sanctionne douze militants CGT

La direction de la régie Renault a décidé de sanctionner douze militants de la CGT pour « fautes lourdes », dont M. Lery, gendre de M. Marchais, et M. Certano, un des dirigeants de la CGT et du PC, déjà réintégré à la suite d'une précédente mesure de licenciement. Ces douze militants sont jugés par la direction responsables d'incidents survenus le 30 juillet à l'usine de Billancourt, où notamment des cadres dirigeants de la Régie auraient été séquestrés par des militants dont certains avaient le visage dissimulé par une cagoule. Ces incidents n'avaient pas été divulgués à ce moment-là. Officiellement, la direction se refuse à tout commentaire.

Cette sanction peut aller jusqu'au licenciement des intéressés après avis de l'inspection du travail, mais quatre des douze militants faisaient déjà l'objet d'une mesure de licenciement dans le cadre des réductions d'effectifs. La direction de la Régie a la possibilité d'engager parallèlement une action en justice auprès du tribunal de Nanterre pour demander des dommages-intérêts aux travailleurs sanctionnés.

Dans une déclaration, publiée le mercredi 6 août, le bureau confédéral de la CGT, la fédération de la métallurgie, l'Union régionale Ile-de-France et le syndicat CGT de Renault-Billancourt protestent contre « cette nouvelle escalade de l'agression contre les travailleurs par prise d'orages syndicaux » qui « confirme la caractéristique rétrograde et inacceptable des décisions de la direction de la Régie, sa volonté de les imposer par des méthodes d'un autre temps ». La CGT appelle à un rassemblement à Boulogne-Billancourt vendredi.

Grève des officiers sur les remorqueurs de haute mer. — Les officiers des remorqueurs de haute mer de la société Abellon International se sont joints mardi 5 août à midi au mouvement de grève entamé le 3 août par les équipages pour protester contre les projets de réduction de personnel. Seul nécessaire absolu, les remorqueurs qui assurent la surveillance du littoral en Méditerranée, Atlantique et Méditerranée resteront à quai.

TRANSPORTS

Les syndicats se mobilisent pour la défense du statut du cheminot

La proposition formulée par M. Jacques Douffignies, ministre des transports, dans l'entretien qu'il nous a accordé (le Monde du 7 août), de débattre du statut du cheminot à la lumière des conditions actuelles de travail a suscité une vive réaction du côté des syndicats de la SNCF.

La fédération CGT a publié un communiqué dans lequel elle « considère que de tels propos, émis sous couvert de libéralisme, sont scandaleux et provocants. En effet, comme son prédécesseur M. Cresson, l'actuel ministre, sous prétexte d'écouter les cheminots, s'en prend exclusivement aux cheminots et à leurs droits acquis (...). Attaquer l'emploi, la rémunération, la promotion, la formation des cheminots, leur statut, leur régime de retraite, c'est attaquer le moyen d'accroître la création de richesses dans l'économie. La CGT refuse d'engager le dialogue s'il s'agit de négocier de nouveaux reculs du service public et de

AFFAIRES

Les incitations à l'investissement dans les DOM-TOM

Un coup de ponce fiscal

Le libéralisme économique est, probablement, le plus efficace quand il s'agit de faire agir l'Etat. Il en est ainsi des nouvelles dispositions fiscales arrêtées par le ministre des DOM-TOM au profit de l'esprit d'entreprise. Quelques sociétés ont vite compris le parti qu'elles pouvaient tirer de ces mesures, qui ont pour but de remédier à la grave crise économique que connaissent ces régions où un chômage endémique frappe 25 % à 35 % de la population active.

La société Services et Transports — parmi d'autres — s'est mise sur les rangs. Cette entreprise familiale, qui a vu le jour en 1967 au Havre, est peu connue du grand public, même si son introduction au second marché de la Bourse de Paris, en décembre 1985, lui a conféré quelque notoriété. Elle a pour particularité d'exercer une triple activité — les services maritimes, avec une flotte de douze navires pour le transport de produits pétroliers, l'off-shore (exploitation de berges, travaux sous-marins d'exploitation de terminaux) et, enfin, une branche « contrôles et inspections » dans un secteur a priori difficile en ce moment : le pétrole.

Spécialisée dans la fourniture de service « haut de gamme » aux compagnies pétrolières, cette activité assure à elle seule la moitié des résultats et le tiers du chiffre d'affaires, lesquels ont atteint respectivement 23 et 244 millions de francs en 1985. Toutefois, la nette dégradation du marché pétrolier depuis le début de cette année incite à quelque prudence, et M. Jean-Marie Poylo, le président de ce groupe qui emploie aujourd'hui plus de cinq cents personnes, a expliqué récemment, devant le Club Presse Finance, le détail de cette opération de diversification « exotique » qu'il entend mener à bien grâce aux mesures décidées par M. Bernard Pons (voir encadré).

Il s'agit d'un projet de croisières par paquebots à voile dans les Antilles françaises, mais avec une clientèle essentiellement américaine compte tenu de la proximité des Etats-Unis. Ce projet repose sur deux navires battant pavillon français, situés à Fort-de-France, de cent cabines chacun et sur la base de croisières de sept jours en mer. Cette formule est déjà utilisée par plus de 2,5 millions de personnes dans ces eaux chaudes. L'investissement prévu (600 millions de francs pour les deux navires) suppose la constitution d'un « tour de table financier » avec des partenaires intéressés par cette forme d'investissement et par les avantages fiscaux que s'y rattachent (peut-être la Compagnie générale maritime).

La société bavarrait se chargerait alors de la gestion de l'ensemble de l'opération. Elle a déjà réalisé une

étude de marché dont le résultat — positif — l'a incité à soumettre le dossier aux commissions d'agrément, dont l'approbation est nécessaire puisqu'il dépasse le seuil des 30 millions de francs. Le ministre du budget a jusqu'à la fin octobre pour dire si le projet sera accepté ou pas.

Services et Transports, qui se dit prêt à investir 5 % à 10 % du montant total de l'opération, y voit un moyen de diminuer les risques de ses activités traditionnelles. Pour les chantiers navals français (sans doute ceux du Havre ou de La Rochelle, où la construction de ces deux navires, étalée sur une période de vingt à vingt-quatre mois, représenterait deux millions d'heures de travail), ce serait aussi un bien salubre bouffée d'oxygène dans la conjoncture actuelle très déprimée.

SERGE MARTI.

La « Suisse » des Caraïbes

Préface d'une vaste campagne d'information sur le thème « DOM-TOM, le jour de France », c'est le moment d'inventer, la délocalisation des investissements effectués dans les départements et territoires d'outre-mer va être considérablement étendue à partir du 15 septembre prochain. Cela s'inscrit dans le cadre des nouvelles mesures présentées par M. Bernard Pons et que le ministre des DOM-TOM a fait inclure dans la récente loi de finances rectificative pour 1986 (le Monde du 12 juin).

Jusqu'à présent, les personnes physiques et morales investissant dans les DOM-TOM étaient autorisées à déduire du leur revenu imposable de 50 % à 100 % des sommes investies. Cette possibilité, reconduite d'année en année et limitée à certains secteurs d'activité (industrie, hôtellerie, énergies nouvelles, pêche), ne manquait pas de susciter des critiques, lors de sa reconduction budgétaire, de la part de parlementaires qui voyaient un avantage fiscal exorbitant consenti à une certaine catégorie d'investisseurs.

Faisant fi de ces objections, M. Pons qui veut faire des Antilles et de la Suisse des Caraïbes a fait adopter un dispositif en plusieurs points :

- la liste des secteurs a été étendue à pratiquement tous les domaines d'activités, sauf le commerce ;
- les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou au

bénéfice réel pourront déduire de leur résultat imposable la totalité des investissements effectués dans ces secteurs d'activité, au lieu de 50 % seulement jusqu'à la fin de l'année 1986. De plus, cet avantage fiscal est valable pour une durée de dix ans alors qu'il était jusqu'à présent reconductible d'année en année, selon le bon vouloir du Parlement. Enfin, la procédure d'agrément obligatoire de la rue de Rivoli, compte tenu du manque à gagner que représente ce dispositif pour l'Etat (une vingtaine de millions de francs), est supprimée pour tous les projets inférieurs à 30 millions de francs. Au-delà de cette somme, une procédure allégée est prévue :

- pour les particuliers qui souscrivent des actions d'entreprises opérant dans les DOM-TOM à partir des secteurs concernés, il sera possible de bénéficier d'une réduction d'impôt dans les conditions suivantes : 10 % de l'investissement effectué chaque année jusqu'en 1989 et 5 % de 1990 à 1996. Cette possibilité s'étend à l'acquisition ou à la construction d'une résidence principale, voire d'immeubles de location. Ou encore à la souscription de parts de sociétés construisant ou aménageant des logements destinés à une habitation principale y compris, indirectement, par le biais d'une société civile immobilière (SCI) ou de sociétés de développement régional.

Alors France baisse ses tarifs vers les DOM-TOM. — La fin du monopole d'Air France entre la métropole et les départements d'outre-mer, décidée au mois de juin par le ministre des transports, amène la compagnie à reconsidérer ses tarifs. A titre provisoire, elle a décidé d'abaisser ses tarifs pour la période comprise entre les trafics de pointe de l'été et de la Noël.

Antilles. — Du 15 septembre au 10 décembre, le tarif « vacances » aller-retour, ouvert à tous quelle que soit la durée du séjour, au départ ou à destination de Paris, sera de 3 600 francs au départ de Paris, au lieu de 3 995 francs.

Guyane. — Du 1^{er} novembre au 10 décembre, le tarif « vacances » aller-retour sera de 4 200 francs au lieu de 4 740 francs.

La Réunion. — Du 27 septembre au 10 décembre, le tarif « voyages pour tous » aller-retour sera de 5 800 francs, au lieu de 6 420 francs.

Les autres tarifs, notamment celui de la classe « Affaires », ainsi que les tarifs des vols entre la province et les DOM, seront réduits.

ERRATUM. — Dans l'article paru dans le Monde du 29 juillet, sous le titre « Vade-mecum pour l'outre-Atlantique », une erreur a été commise dans le quatrième paragraphe. Il fallait lire : « Avec 2,9 % du marché américain, la France se situe au septième rang, derrière le Canada, premier fournisseur (et non premier client). »

Par ailleurs, une erreur de ponctuation a rendu incompréhensible le passage suivant : « La discussion que nous tiendrons à Washington [de Ruggieri]. M. Alain Broca, responsable du département de la pyrotechnie, attendra, surtout le feu d'artifice, Ruggieri est bien décidé à en faire voir de toutes les couleurs aux Américains. »

ENTREPRISES

Boots rachète au prix fort Flint Laboratories

Le groupe britannique Boots élargit ses activités pharmaceutiques. Il se porte acquéreur pour 555 millions de dollars (3,74 milliards de francs) de Flint Laboratories, une firme américaine filiale de Baxter Travenol. Afin de financer cet achat, payé au prix fort et dont le coût est au-dessus de ses moyens, Boots va procéder à une augmentation massive de son capital en émettant 184,2 millions d'actions nouvelles à 2,05 livres. Cette opération lui rapportera 377,5 millions de livres (3,77 milliards de francs).

Boots (21,2 milliards de francs de chiffre d'affaires) est spécialisée dans la distribution avec des chaînes de pharmacies et de magasins à l'enseigne Sphera (produits cosmétiques). Ce commerce compte pour 82 % dans ses ventes. Bien que relativement importantes, ses activités industrielles dans le médicament (3,8 milliards de francs environ), ne portent que sur quelques produits de grande consommation. Flint (382 millions de francs de chiffre d'affaires) lui apporte les spécialités dont le groupe avait besoin pour se muscler autrement que par la recherche coûteuse et aléatoire, à savoir un produit pour traiter les déficiences thyroïdaires et un médicament pour soigner les accidents de la colonne vertébrale.

Coca-Cola renonce à Dr. Pepper

Coca-Cola a renoncé à racheter le groupe Dr. Pepper, fabricant américain de boissons gazeuses, de peur de devoir mener une bataille judiciaire interminable. La vente de Dr. Pepper à Coca-Cola, premier producteur américain de boissons non alcoolisées, par Fortmann Little, avait été interrompue, le 31 juillet, par un jugement et la commission fédérale pour le commerce avait ouvert une enquête. Le plaignant, Royal Crown, classé au cinquième rang derrière Coca-Cola, obtient ainsi un deuxième succès, après avoir obtenu, au mois de juin, l'annulation judiciaire de la fusion entre PepsiCo et Seven-Up.

Toshiba se lance dans la fabrication de magnétoscopes aux Etats-Unis

Après Hitachi, le groupe japonais Toshiba va, à son tour, se mettre à produire des magnétoscopes aux Etats-Unis. Il a décidé pour ce faire d'investir de 2,6 à 3,2 millions de dollars dans son usine de Lebanon (Tennessee), où sont déjà fabriqués des téléviseurs couleurs et des fours à micro-ondes. Cette nouvelle chaîne sera opérationnelle à la fin de cette année et aura une capacité de 250 000 à 300 000 appareils. L'objectif de Toshiba est de coller au marché américain en forte croissance : 11,9 millions de magnétoscopes vendus en 1985 (+ 56 %). Le groupe Matsushita (marques National, Panasonic) s'apprête à emboîter le pas à ses deux concurrents en construisant une unité dans l'Etat de Washington. Les Japonais en s'implantant aux Etats-Unis veulent se protéger contre d'éventuelles mesures protectionnistes.

L'Air liquide rachète la SEPPIC aux Chargeurs SA

Pourrissant ses désinvestissements, Chargeurs SA, vient de revendre à L'Air liquide, numéro un mondial des gaz industriels, sa filiale, la Société d'exploitation de produits pour les industries chimiques (SEPPIC). Cette acquisition, dont le montant n'a pas été rendu public, permettra à L'Air liquide de renforcer ses activités chimiques (18 % environ de son chiffre d'affaires) dans les spécialités. La SEPPIC fabrique et commercialise toute une gamme de produits tensio-actifs destinés, notamment, aux industries de la pharmacie, des cosmétiques, du textile et du pétrole. Elle a dégagé pour 1985 un bénéfice de 8,5 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 321 millions de francs.

Les Mutuelles du Mans conserveront le statut mutualiste

Le groupe des Mutuelles générales françaises, branche des Mutuelles du Mans nationalisée en 1945 en raison d'une « erreur historique » (le Monde du 5 août), conservera le régime mutualiste après sa privatisation, a indiqué M. Jean-Claude Jolain, nommé récemment président de ce groupe, en remplacement de M. Serge Barthélémy. « Il n'est pas question de transformer les branches « vie » et « accident » des Mutuelles du Mans en sociétés anonymes par actions. Le gouvernement n'a pas retenu cette option », a-t-il précisé au Mans (Sarthe) lors d'une conférence de presse. Ces deux branches « retourneront dans leur régime commun tel qu'on le connaît pour la Dénée automobile et sportive (DAS) et les Mutuelles du Mans », a ajouté M. Jolain.

Le Monde ANNONCE

REPRODUCTION INTERDITE

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez un dossier, gratuit sur la revue spécialisée MIGRATIONS (L 10) S.P. 291-08 PARIS CEDEX 09.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur la revue spécialisée FRANCE CARIBBES (D 10) S.P. 402-08 PARIS CEDEX 09.

Décoration, peinture, entretien, travaux de jardin. J.M. Bouquet, 48-06-12-81.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H. 22 ans, B.T.S. comp., gestion, org. G.M., ch. emploi cabinet, exp. compt. Luv. 1^{er} apr. 48-76-07-70, répondant.

J.F. cherche emploi stable Paris ou banlieue

STENO-DACTYLO

Libre de suite. Tél. : 69-24-77-78.

enseignement

Le Centre GURJOFF D'ESPRESSO

automobiles

Tél. : 64-36-61-60.

ventes

de 8 à 11 C.V.

Particulier vend Mobil-Home Dakota, gabarit routier 250 CV 755-1 année 2000 kg + abri, 5 places, état impeccable. Prix 30.000 F. Tél. domicile 47-49-18-34, bur. 47-22-82-80.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrdt
QUARTIER MONLOISE
FLEUR CIEL - PENTHOUSE
app. living, 1 chambre, terrasse
PRIX : 2.200.000 F
HABITAT - 42-22-50-38

7^e arrdt
RUE DE ROME
Rénov. imm. p. de suite, 4 p. à rénover, balcon, escalier
Prix : 1.300.000 F
Sur place vendredi 11 h/16 h.

Province

SAINT-TROPEZ

CHAPPELLE SAINT-ANNE

ELEGANTE MAISON
5 chambres - 4 salles de bain
Grande réception, terrasse
Téléphone : 16 (94) 54-61-98.

locations meublées

Paris

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine, 75008 PARIS.
Recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTELE ETRANGERE, corps diplomatique de sites multinationaux.

Tél. : 45-62-78-99

SERVICE AMBASSADE

Pour cadres mutés Paris ou ailleurs, recherche de logements, LOYERS GARANTIS par l'Etat ou Ambassade. 45-26-19-95.

villas

Part. vend villa 4 faces, 1200 m², 7 km Perpignan sur 1825 m², terrain arboré à l'ouest. Tél. : 68-55-24-30.

propriétés

RER BOISSY-ST-LEGER

Villeneuve, superbe maison bourgeoise, parc 2 113 m², piscine, 90 m², 4 ch., cave, 10 ch., 240 m² hab., terrasse, billard, sous-sol complet, grand aménagement, 1 995 000 F. MAS IMMOBIL. 43-45-88-53.

villégiature

SANTÉ ET VACANCES

au calme dans le Midi, soleil, air pur, piscine, tennis.

Nombreuses activités, mer, montagne, fêtes quelques studios à louer. AGUT-SEPT, prêt à partir de 115 F par jour et par personne. S'adresser : Chaine Thermale du Sud

Compagnie Française du Thermalisme - 32, av. de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 47-42-67-81.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

Constitutions de Sociétés et de services. 43-55-17-50.

Votre adresse commerciale ou

SIÈGE SOCIAL

bureaux, secrétariat, télex

CONSTITUTION STES

Prix compétitifs. Délais rapides.

ASPC 42-93-88-50 +

Domiciliation depuis 90 F/mois

sur St-Honoré ou Paris 12^e

Construction SAFT, 2000 F/MT

Inter Dom. Tél. 43-40-88-80.

Economie

M^{me} Thatcher s'oppose à l'OPA de GEC sur Plessey

Société richissime, GEC devra trouver un autre partenaire après le refus du gouvernement britannique d'autoriser son OPA sur Plessey.

Le gouvernement de M^{me} Thatcher s'est opposé le mercredi 6 août à l'OPA (offre publique d'achat) lancée par General Electric Company (GEC) sur son concurrent Plessey en décembre dernier. L'opération, dont le coût était de 1,2 milliard de livres (12 milliards de francs), devait permettre de restructurer l'industrie britannique de l'électronique et des télécommunications à l'image des autres grands rapprochements qui s'opèrent dans le monde sur ces secteurs: ATT-Philips, CGE-ITT ou Siemens-GTE.

M. Paul Channon, secrétaire au commerce et à l'industrie, s'est rallié à la décision de la majorité des membres de la commission anti-trust - Monopolies and Mergers Commission. Selon elles, la fusion des deux principaux groupes électroniques de Grande-Bretagne allait « réduire la compétition dans le domaine des équipements militaires » et, de ce fait, était « contraire à l'intérêt public ». La nouvelle société aurait dû être, en effet, entre 60 % et 100 % du marché des

radars, des communications de l'armée ou des sonars.

Cependant, l'administration du ministère de l'Industrie faisait valoir que la fusion donnait de meilleures chances aux firmes dans la compétition mondiale. Elle insistait sur les télécommunications, secteur où une restructuration était nécessaire pour résoudre les problèmes du central téléphonique Système X.

Le développement, réparti entre Plessey et GEC - et un temps par ITT - de ce matériel de la génération électronique a rencontré de nombreuses difficultés techniques. Les exportations attendues n'ayant pu être réalisées, les firmes se retrouvent avec des usines en surcapacité. En outre, British Telecom (BT), société privatisée par M^{me} Thatcher, qui gère le téléphone, a fait appel au soutien d'Ericsson pour introduire un second central sur son réseau et rétablir la concurrence.

Refusant l'OPA, la commission a autorisé à néanmoins accorder la nécessité d'une fusion des télécommunications de Plessey et de GEC. British Telecom a annoncé qu'elle apporterait son soutien à une telle opération. Les deux sociétés représenteraient ensemble environ 50 % du marché britannique des télécom-

munications. Mais un rapprochement partiel sera difficile à réaliser. En tout état de cause, rien n'est décidé.

Le refus gouvernemental est une victoire pour Plessey, qui combattait l'OPA « inamicale » de son concurrent, et un échec pour GEC et son président, lord Weinstock. Conglomérat puissant, GEC s'est développé comme ses concurrents étrangers - General Electric, aux Etats-Unis, la Compagnie générale d'électricité, en France, ou Siemens, en RFA - sur les fructueux terrains de l'électricité et de l'électronique avec un chiffre d'affaires qui atteint 5,25 milliards de livres (exercice clos au 31 mars 1985).

Un « géant endormi »

Le groupe est richissime (il dispose d'une trésorerie de 1,2 milliard de livres), mais on lui reproche d'avoir manqué la révolution microélectronique et d'être un « géant endormi », symbolique de toute l'industrie britannique. Lord Weinstock a tenté d'acquiescer l'entreprise défaillette ouest-allemande AEG, il y a deux ans, et a approché British Aerospace, mais sans succès. Pour survivre dans la compétition en

Europe et dans le reste du monde, il cherchera un autre partenaire, probablement à l'étranger. Une tâche difficile pour lord Weinstock, dont la gestion est soumise à la critique.

Plessey, société de moindre taille (son chiffre d'affaires atteint 1,46 milliard de livres) est plus mobile comme le prouve son accord récent avec Boeing et Westinghouse sur les avions de surveillance AWACS. Sa victoire ne le prive pas de devoir chercher également un allié, en particulier dans les télécommunications.

La décision du gouvernement britannique est importante, car elle repose sur un refus de croire que les fusions apportent toujours les résultats escomptés, les fautes « économiques d'échelle ». La taille n'est pas forcément synonyme de meilleure santé dans une économie mouvante. Surtout lorsque ces restructurations s'opèrent sur des bases purement nationales comme c'est le cas pour GEC-Plessey.

Reste que l'industrie britannique est isolée et en perte de vitesse. Sa part du marché mondiale des télécommunications est revenue de 20 % à 5 % en vingt ans.

ERIC LE BOUCHER.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

This advertisement appears as a matter of record only

New Issue July, 1986

Pargesa Bank Corp.

(Incorporated with limited liability in the Cayman Islands)

ECU 100,000,000

4 per cent. Guaranteed Bonds due 1996

unconditionally and irrevocably guaranteed by

Pargesa Netherlands B.V.

(Incorporated with limited liability in the Netherlands)

with warrants to purchase 100,000 bearer shares of SF 1,000 each of

Pargesa

Holding SA

(Incorporated in Switzerland)

Banque Internationale à Luxembourg S.A.

Banque Bruxelles Lambert S.A.

Banque Paribas Capital Markets Limited

Drexel Burnham Lambert International Inc.

Banque de Gestion Privée (BGP) / Société Internationale de Banque (SIB) Banque Nationale de Paris

Crédit Lyonnais

Credit Suisse First Boston Limited

Deutsche Bank Capital Markets Limited

Dresdner Bank Aktiengesellschaft

Kuwait International Investment Co. s.a.k.

Merrill Lynch Capital Markets

Swiss Bank Corporation International Limited

Soditic (Jersey) Limited

Union Bank of Switzerland (Securities) Limited

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél : 43-26-51-09

L'ARGENT VIT
SICAV FINORD TRIMESTRIEL
Assemblée Générale du 30 juillet 1986
L'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société d'Investissement à Capital Variable FINORD TRIMESTRIEL, réunie le 30 juillet 1986 sous la présidence de Monsieur Francis ROUGEOT a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 mai 1986. A cette date, l'actif net atteint F. 751 750 936,77, pour un nombre d'actions en circulation de 659 017.
Les produits distribuables ont permis de régler le 4 août 1986 à chaque action, un dividende net de F. 25,33 majoré d'un crédit d'impôt de F. 2,67. Nous vous rappelons qu'en raison de la dématérialisation des titres, survenue le 4 novembre 1984, les actionnaires propriétaires de titres :
- nominatifs purs, doivent adresser leurs instructions à la Société émettrice,
- nominatifs administrés (titres déposés en compte courant), doivent adresser leurs instructions à l'établissement dépositaire.

Crédit du Nord

fonds de commerce

Tous les lundis, dans le journal

spécialisé depuis 41 ans

En vente partout, 4 F et 36, r. Maïa, 75011 PARIS. Tél. : 48-06-30-30

boutiques, bureaux,
locaux commerciaux

« Les Annonces »

En vente partout, 4 F et 36, r. Maïa, 75011 PARIS. Tél. : 48-06-30-30

SITUATION AU 1.07.86

La situation au 1^{er} juillet 1986 s'établit à 728 704 millions de francs (731 018 millions au 31 juin 1986).
Au passif, les comptes d'Institutions d'Émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 34 355 millions de francs et les comptes d'Institutions Financières à 253 056 millions de francs. Les ressources totales par la Clientèle totalisent 256 791 millions de francs.
A l'actif, les comptes d'Institutions Financières s'établissent à 258 225 millions de francs, par l'Octroi à la Clientèle à 256 247 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 40 592 millions de francs.
Europaribas, Banque de France, Banques Européennes, Comptes Courants.

CREDIT LYONNAIS
LE MINISTRE DU TRAVAIL

Marchés financiers

PARIS, 6 août ↓

Tassement : - 0,88 %

La Bourse est bel et bien entrée dans le calme des vacances. Autour d'une corbeille désertée par ses ténors, les opérateurs restent sur la défensive et prennent peu d'initiatives. Le creux de l'actualité économique ne fournit pas non plus au marché des raisons de s'enflammer, ni, d'ailleurs, de désespérer. Seul motif de satisfaction pour les boursiers, le volume d'affaires est resté significatif (autour de 800 millions de francs sur le règlement mensuel) soit environ le double de l'an passé à la même époque.

En séance officielle, le marché a cependant perdu l'avance du matin (+ 0,77 %), pour se situer à - 0,88 % à l'approche du coup de cloche final.

Parmi les valeurs les plus orientées, se dégageaient Penarroya (+ 4,3 %), Fives-Lille, Dumez, Cofimep, Presses de la Cité et Béghin.

La Générale de Fonderie était réservée à la hausse. En baisse, on notait SFIM (- 6,3 %), Audelma d'entreprises, Eurofrance et Synthélabo, de même que Téléma, Coles et Midland.

La société nationale Elf Aquitaine a en outre informé le chertre syndicale que le groupe Elf Aquitaine avait cédé à la compagnie navale Worms les 46 % du capital de la Compagnie nationale de navigation qu'il détenait (la SNEA cède 18 %, Sogepar 11 %, et Elf France 17 %).

Sous les lambris, les professionnels hésitent à prendre position dans un marché sans tendance.

Dans les étages, les obligations restent, à peu de chose près, sur les cours précédents, certaines subissant un très léger recul.

Au MATIF, le contrat de mars 1987 se traite à 112,45.

NEW-YORK, 7 août ↑

Nouvelle avance

Pour la troisième séance consécutive, les cours ont progressé, mercredi à Wall Street. Mais, cette fois, le mouvement s'est assez sensiblement ralenti. Parvenu en instant à la cote 1 788,67, l'indice des industrielles a derechef reperdu une partie du terrain gagné pour finalement s'établir à 1 779,53, soit à 2,53 points seulement au-dessus de son niveau précédent. Le bilan de la journée, lui, a été négatif. Sur 1 951 valeurs traitées, 868 ont baissé, 669 seulement ont monté et 414 n'ont pas varié.

Reste que le marché avait, néanmoins, bonne allure. Les craintes moindres suscitées par les opérations de refinancement du Trésor se sont, il est vrai, calmées. Les deux premières adjudications ont été enlevées à des taux d'intérêt assez bas.

La réserve, voire l'abandon des opérations est surtout venue du front pétrolier. Après la satisfaction prononcée par l'accord de l'OPEP, l'interrogation a repris avec l'infélicité des prix du brut. Beaucoup se demandent si tous les pays signataires joueront le jeu. En réponse à cette question, les valeurs pétrolières se sont alourdies. De l'avis général, le marché veut prendre un peu de recul pour juger de la situation. Témoignage de la prudence générale, l'activité a diminué et porté sur 127,51 millions de titres, contre 153,09 millions la veille.

VALEURS	Cours du 6 août	Cours du 7 août
Alcatel	33 1/8	33 3/8
A.T.T.	23 7/8	24
Boeing	69 1/8	68 5/8
Chem. Meridien Bank	40 1/8	40
Du Pont de Nemours	77 1/4	77 1/4
Eastman Kodak	69 1/2	68 1/4
Exxon	64 3/8	64 1/8
Ford	55 3/4	54 1/8
General Electric	73 1/2	73 1/2
General Motors	69 1/8	70 3/4
Goodyear	51 3/8	51 1/4
IBM	131 1/8	131
ITT	61	60 3/8
McDermott	35	35
Pfizer	67 1/4	67 1/4
Schering	30 3/4	30 1/2
Texas	30 1/8	30 1/8
U.S. Steel	48 3/8	48 1/2
Union Carbide	21 1/2	20 3/4
USX Corp.	16 7/8	17 5/8
Westinghouse	54 1/4	54 3/8
Xerox Corp.	52 1/4	52 1/8

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,71 F ↓

La glissade du dollar s'est poursuivie ce jeudi 7 août et la devise américaine est revenue à 6,7125 F (contre 6,7150 F) et à 2,0678 DM (contre 2,0682 DM). Parallèlement, la livre sterling s'est, de nouveau, affaiblie pour repasser en dessous de la barre des 10 F : 9,91 F (contre 10,06 F).

FRANCFORT 6 août 1 août
Dollar (en DM) .. 2,0678 2,0675
TOKYO 6 août 1 août
Dollar (en yen) .. 154,65 153,75

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)
Paris (7 août) .. 7 %
New-York (6 août) .. 6 1/4 %

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

6 août 7 août
Valeurs françaises .. 144,5 143
Valeurs étrangères .. 182 181,9
C^o des agents de change
(base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général .. 379,8 376,8

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

Industrielles 1777 1779,53

LONDRES

(indice Financial Times)

Industrielles 1 245,8 1 233,7

Mines d'or 193,1 193,3

Fonds d'Etat 89,21 89,82

TOKYO

3 août 6 août

Nikkei Dow Jones 17 414,8 17 353,5

Indice général ... 1 429,96 1 417,84

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 6 août

Nombre de contrats :

COURS	ÉCHÉANCES			
	— Août 86	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87
Dernier	110,70	111,55	112,40	112,40
Précédent	110,70	111,63	112,55	112,60

AUTOUR DE LA CORBEILLE

BILLET DE TRÉSORERIE : 25,8 MILLIARDS D'ENCOURS AU 1^{er} AOUT. — Le montant des encours de billets de trésorerie, émis par cent dix-neuf émetteurs présents sur le marché à la date du 1^{er} août, atteignait 25,8 milliards de francs, contre 24,9 milliards la semaine précédente, indique la Banque de France le 6 août. A la même date, 56 % de cette somme étaient assurés par quatorze émetteurs disposant d'un encours supérieur à 500 millions de francs, 36 % étant le fait de trente-sept émetteurs à l'encours compris entre 100 et 500 millions de

francs. Quant aux taux payés par les émetteurs, compte tenu de la ligne de substitution, ils se sont établis entre 6,97 % et 7,375 % pour les billets de vingt à quarante jours.
TRT : 1,8 MILLIARD DE FRANCS DE CHIFFRE D'AFFAIRES AU PREMIER SEMESTRE. — TRT, Télécommunications, Radiotelephonie et Téléphonie (groupe Philips), a réalisé, au premier semestre 1986, un chiffre d'affaires consolidé de 1,829 milliard de francs.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. -	+ ou dép. -	Rep. + ou dép. -	+ ou dép. -	Rep. + ou dép. -	+ ou dép. -
SE-IL	6,7196	6,7229	+ 35	+ 47	+ 75	+ 95	+ 298	+ 298
DM	4,8660	4,8648	- 69	- 58	- 128	- 96	- 461	- 387
Yen (100)	4,3701	4,3749	+ 85	+ 99	+ 165	+ 191	+ 587	+ 572
DM	3,2443	3,2473	+ 66	+ 79	+ 134	+ 155	+ 382	+ 437
DM	2,8888	2,8825	- 34	+ 41	+ 72	+ 87	+ 221	+ 264
F.F. (100)	15,6730	15,6873	+ 32	+ 22	+ 74	+ 39	+ 227	+ 184
F.S.	4,8278	4,8312	+ 79	+ 96	+ 168	+ 195	+ 476	+ 550
L. (1 000)	4,7134	4,7172	- 165	- 136	- 328	- 287	- 937	- 836
£	9,9307	9,9418	- 251	- 226	- 582	- 452	- 1355	- 1213

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	6 1/4	6 1/2	6 3/8	6 1/2	6 3/8	6 1/2	6 3/8	6 1/2
DM	4 5/8	4 7/8	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 11/16
DM	5 7/8	6 1/8	5 5/8	5 3/4	5 9/16	5 3/16	5 3/8	5 1/2
F.F. (100)	6 7/8	7 1/4	7 1/8	7 1/16	7 1/8	7 1/16	7 1/16	7 1/2
F.S.	2 5/8	2 7/8	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 5/8
L. (1 000)	10	12	10 5/8	11 1/8	10 5/8	11 1/8	10 3/4	11 1/8
£	9 7/8	10 1/8	9 15/16	10 1/16	9 15/16	10	9 15/16	10 1/8
F. franc	6 7/8	7 1/8	7 1/16	7 5/16	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde ■ Vendredi 8 août 1986 23

هكنا من لاقول

24 • Vendredi 8 août 1986 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
2 Philippines : nouvelle tentative pour régler le problème de l'insurrection musulmane. 3 Soudan : le colonel Garang demande l'abrogation de la loi islamique. 4 Espagne : révélation sur une offre de négociations entre l'ETA et Madrid.	5 Les travaux du Sénat. 6 Point de vue : « Politique-fiction pour l'après-1988 », par Jean-Richard Sulzer. - Communication : les professionnels tirent un premier bilan du débat parlementaire sur l'audiovisuel.	7 La prise d'otage à la Banque Worms. - Les fêtes du bicentenaire de la première ascension du mont Blanc. 19 Echos : le réveil de Karpov.	15 Photographie : quatre expositions au Palais de Tokyo. - Cinéma : mort du réalisateur mexicain Emilio Fernandez. 16 Urbanisme : la nouvelle piscine des Halles. - Musique : les chorales à Vaison-la-Romaine.	20 Le président Reagan ramporte de justesse une bataille contre la protectionnisme du Congrès. 21 Les syndicats se mobilisent pour la défense du statut du cheminot. 22 M ^{me} Thatcher s'oppose à l'OPA de GEC sur Plessey.	Programmes spectacles 17 Radio-télévision 18 Météorologie 18 Mots croisés 19 Loto, Loterie 19 Mode 19 Cartes 19 Admission aux grandes écoles 19 Annonces classées 21

Les 11 et 12 août à Moscou

Discussions américano-soviétiques sur les armes nucléaires et spatiales

Des experts soviétiques et américains discuteront du problème des armes nucléaires et spatiales les 11 et 12 août prochains à Moscou dans le cadre de la préparation de la rencontre de MM. George Shultz et Edouard Chervomazne, en septembre prochain, a annoncé mercredi 6 août l'agence TASS.

Cette information a été confirmée le même jour à Washington, où l'on précise que la délégation américaine sera dirigée par l'ambassadeur Paul Nitze et comprendra les ambassadeurs Max Kampelman, Edward Rowny, Ronald Lehman et Maynard Glitman, le secrétaire adjoint à la défense Richard Perle et l'assistant spécial du président pour les affaires de sécurité nationale, le colonel Robert Linhard.

M. Reagan : l'IDS n'est pas à marchander

S'adressant mercredi à des organisations conservatrices, le président Reagan a cependant réaffirmé que les États-Unis n'avaient aucune intention de renoncer au déploiement de l'initiative de défense stratégique (IDS, dite « guerre des étoiles »). « Je vous laisse avec cette pensée », a-t-il dit (...). Quand le temps sera venu et que les recherches

seront terminées, oui, nous allons déployer l'IDS.

Le Washington Post avait indiqué dimanche dernier que M. Reagan avait écrit à M. Gorbatchev qu'il était prêt à attendre sept ans et demi avant de déployer l'IDS (le Monde du 5 août).

Le président a démenti l'existence d'un « grand compromis » aux termes duquel les Américains renonceraient à l'IDS en échange d'une réduction mutuelle des armes nucléaires offensives par Moscou et Washington. « Laissez-moi vous rassurer maintenant », a-t-il dit. « Notre réponse aux demandes (soviétiques) pour que nous cessions ou retardions les recherches et les essais (de l'IDS) et fermons boutique est la suivante : pas question. L'IDS n'est pas un atout à marchander, c'est le vote vers un avenir plus sûr. Et les recherches ne sont pas, et n'ont jamais été, négociables ».

Les sénateurs américains, rappelle-t-on, ont refusé mardi, à une seule voix de majorité, de réduire fortement les fonds alloués pour l'IDS du président Reagan. Par 50 voix contre 49, le Sénat a rejeté une proposition qui aurait plafonné à 3,2 milliards de dollars les fonds alloués pendant l'exercice budgétaire 1987, alors que le président Reagan réclame 5,3 milliards.

Les propositions de M. Gorbatchev

Le Kremlin juge « positive » la réaction de Pékin

Le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Mikhaïl Kapitsa, a estimé, le mercredi 6 août, que le gouvernement chinois « évaluait de façon positive » les dernières propositions formulées par M. Gorbatchev dans son discours du 28 juillet à Vladivostok. Le secrétaire général du PC soviétique avait alors notamment suggéré un règlement du problème frontalier entre l'URSS et la Chine dans le cours du fleuve Amour ainsi qu'une réduction des forces soviétiques en Mongolie. Sur ce dernier point, M. Kapitsa, qui s'exprimait au cours d'une conférence de presse, a affirmé qu'une « partie considérable » des troupes soviétiques stationnées en République populaire mongole seraient rapatriées, en accord avec le gouvernement d'Oulan-Bator.

A propos du litige frontalier, le vice-ministre soviétique a précisé qu'une proposition formulée dès 1963 par Moscou pourrait entraîner la rétrocession à la Chine de plusieurs îles se trouvant du côté chinois du corps principal des fleuves Amour et Oussouri.

Toujours au cours de la même conférence de presse, M. Kapitsa a souligné « la restauration d'un dialogue entre le Vietnam et la Chine ». Il a rappelé que « les pays d'Indochine (Vietnam, Laos, Cam- bodge) sont prêts à engager des pourparlers pour une réconciliation nationale avec les diverses forces politiques, à la condition que soient totalement exclus les hommes de Pol Pot ». L'ancien dirigeant des Khmers rouges.

La Chine attend des « mesures concrètes »

Mercredi également, le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, M. Yu Zhihong, a déclaré à Pékin que M. Gorbatchev avait formulé des propositions nouvelles pour l'amélioration des relations sino-soviétiques, mais a souligné que la Chine attendait des actes concrets de la part de Moscou pour le règlement des questions afghanes et cambodgiennes.

« Nous pensons, a-t-il dit, que [M. Gorbatchev] a formulé quelques nouvelles remarques à propos de l'amélioration des relations sino-soviétiques qui n'avaient pas été dites auparavant. Nous les étudions encore ».

« Pour garantir la sécurité en Asie et dans le Pacifique », a ajouté M. Yu, des mesures concrètes doivent tout d'abord être prises : une importante réduction du nombre des missiles nucléaires déjà

déployés, une réduction de la tension dans la région et la disparition des deux points chauds en Afghanistan et au Cambodge ».

D'autre part, des sources diplomatiques occidentales à Pékin ont annoncé mercredi que le premier vice-premier ministre soviétique, M. Ivan Arkhipov, se trouvait actuellement en Chine pour un séjour privé, afin d'y suivre un traitement d'acupuncture. M. Arkhipov a déjà effectué deux visites officielles en Chine en décembre 1984 et mars 1986.

A Hongkong enfin, le directeur de l'agence américaine pour le contrôle des armes et le désarmement, M. Kenneth Adelman, a déclaré au retour d'un séjour en Chine que les positions chinoise et américaine sur les problèmes du désarmement se rapprochaient, mais que des désaccords subsistaient sur ces points essentiels.

Les propos de M. Adelman ont été rapportés mercredi par le consul américain à Hongkong.

Selon M. Adelman, Pékin est toujours fermement hostile à l'initiative de défense stratégique américaine (IDS). De leur côté, les Américains reprochent à la Chine son refus de signer le traité de non-prolifération nucléaire. (AFP, Reuters.)

Douze morts en cinq jours dans le massif du Mont-Blanc

Quatre alpinistes - deux Italiens, un Allemand de l'Ouest et un Polonais - ont trouvé la mort, le mercredi 6 août, sur le massif du Mont-Blanc.

Les trois premiers, qui appartenaient à la même cordée, ont été emportés et tués par une chute de pierres dans la zone du pic de la Sentinelle Rouge, sur le versant italien. La quatrième victime se trouvait sur le pic de Blaitière, près de Chamonix, avec un compatriote polonais, grièvement blessé par l'avalanche.

As cours des cinq derniers jours, douze alpinistes ont ainsi été tués dans le massif du Mont-Blanc et trente-trois ont été blessés, dont une dizaine grièvement. La majorité de ces accidents sont dus à des chutes de pierres brusquement réchauffées dans la journée. Ce risque devrait se prolonger dans les prochains jours.

GRÈCE

De nouvelles incendies près d'Olympie

Athènes (AFP). - Un nouvel incendie fait rage depuis mardi 5 août dans la région du site archéologique d'Olympie (Elide, ouest du Péloponnèse) mais sans toutefois menacer les antiquités.

L'incendie a déjà détruit plus de 200 hectares de forêts de pins et d'arbustes. La région d'Olympie a été touchée dernièrement par plusieurs incendies qui ont ravagé des centaines d'hectares boisés ainsi que trois mille oliviers.

D'autre part, les incendies qui faisaient rage depuis dimanche à Variopoli (sud d'Athènes), à Vravrona (est de la capitale grecque) et à Skiathos (île des Sporades en mer Egée) ont été circonscrits après avoir ravagé quelque 1 000 hectares de pins, de maquis et d'oliviers.

A Loutraki (80 kilomètres à l'ouest d'Athènes), le feu a détruit près de 2 000 hectares boisés, selon les premières estimations officielles. Ces sinistres sont, selon le gouvernement, d'origine criminelle.

● Incendies de forêt en Lozère. - Le feu a encore ravagé une centaine d'hectares de forêt en Lozère, mercredi 6 août, entre le mont Aigoual et les gorges du Tarn. Six Canadairs et deux DC-8 ont été appelés en renfort, alors même que plusieurs foyers se développaient dans le Gard autour de Bagnols-sur-Cèze. Par ailleurs, un incendie a ravagé plusieurs hectares de la commune de Mirmande (Drôme), dont le maire est M. Haroun Tazieff, ancien secrétaire d'Etat aux risques majeurs, et, à ce titre, promoteur du sous-bois pour prévenir les feux.

M. François Mitterrand a visité, ce jeudi 7 août, le PC de la lutte aérienne contre les incendies de forêt basé à Marnage (Bouches-du-Rhône) ainsi que le centre de sécurité civile de Brignoles (Var). Il était accompagné de MM. Robert Pandraud, ministre de la sécurité publique, et Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée et président de l'Office national des forêts.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 7 août

En repli : - 0,86 %

La Bourse de Paris a enregistré un nouveau recul le 7 août en séance du matin, l'indice de séance perdant 0,86 %. Les principaux replis touchaient Syntelabo (- 3,5 %), EL.F. (- 2,3 %), Total (- 1,8 %), G. L. (- 1,7 %), Michelin (- 1,7 %). Deux valeurs seulement étaient en hausse : Valéo (+ 0,63 %) et Télécom (+ 0,16 %).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	455	453	450
Agropar	1710	1670	1680
Air Liquide (L)	750	748	744
Alcatel	348	348	348
Assicurat (L)	1211	1211	1210
Banque	1985	1985	1985
Bouygues	1305	1303	1300
B.S.N.	4020	3990	3990
Canal	3248	3248	3245
Champs Elysées	1370	1360	1360
Club Méditerranée	380	378	374
Danone	1502	1502	1502
Elf (L)	1160	1145	1130
ELF-Agip	238	235	231
Esso	2760	2735	2735
Europe-Capital	1354	1350	1345
Michelin	3218	3200	3180
Midi (L)	1699	1680	1670
Midi-Hermès	2190	2170	2160
Navig. (L)	1020	1015	1010
Oréal (L)	3710	3710	3710
Panor-Hard	1011	1015	1005
Parquet S.A.	988	1000	989
Santel	724	715	715
Sources Pariet	790	784	785
Télécom	3095	3100	3100
Thomson-C.S.R.	1505	1503	1504
Toshiba	383	380	375
T.R.T.	2575	2570	2570
Valéo	471	471	474

Le numéro de « Monde » daté 7 août 1986 a été tiré à 438 923 exemplaires

(Publicité)
COMMUNICATION DE LA SOCIÉTÉ NAVIFRANCE
La Société NAVIFRANCE S.A., dont le siège est 20, rue de la Michodière à PARIS 12^e, exerce depuis 1972 ses activités dans le domaine des voyages et des transports, et plus spécialement des croisières en mer. Elle tient à préciser qu'elle n'a aucun lien, direct ou indirect, avec un Groupement d'Intérêt Économique qui s'est constitué en 1985 sous le nom NAVIFRANCE et qui a pour objet la construction ou la vente de navires militaires tels que des sous-marins ou des bâtiments du train d'assaut équipés de leurs systèmes d'armes.
La Société NAVIFRANCE décline d'ailleurs ses droits exclusifs sur le terme NAVIFRANCE, tant à l'égard de la désignation sociale et de son commercial que de marques, qu'elle a déposées en 1975, 1983 et 1986.
Elle entend prendre toutes actions judiciaires ou judiciaires pour faire respecter ses droits et faire cesser toute confusion qui pourrait se produire entre elle et toute autre société ou groupe qui utiliserait le même terme.

Maladie et ordre moral

La peur du SIDA influence la bataille politique américaine

Vieux routier et éternel looser de la politique américaine, Lyndon La Rouché, principal dirigeant du National Democratic Policy Committee, est en passe d'accéder au rang de vedette politique à part entière. En suscitant, au mois de novembre prochain en Californie, un référendum sur les mesures à prendre afin d'enrayer l'épidémie de SIDA, cet ancien troïskiste, aujourd'hui champion toutes catégories de l'anticommunisme, est devenu la tête de Turc favorite des libéraux américains et l'un des chantres les plus appréciés de la moral majority. Loin d'être une initiative éphémère, ce mouvement semble, au contraire, « prendre » remarquablement : plus de six cent mille personnes se sont déjà prononcées par écrit en faveur de l'organisation de ce référendum.

Schématiquement, les thèses développées par La Rouché sont les suivantes : le SIDA représente un péril pour l'humanité ; le gouvernement américain ne fait quasiment rien pour enrayer cette épidémie ; non seulement, il ne dégage pas les crédits nécessaires pour la recherche, mais encore il ne fait rien pour préserver la santé publique. En clair, en laissant vivre et travailler normalement les quelques deux millions d'Américains qui actuellement seraient infectés par le virus du SIDA, le gouvernement ne fait que favoriser l'extension de l'épidémie. Alors que, selon M. La Rouché, ce sont de véritables mesures de mise en quarantaine qu'il faudrait prendre aujourd'hui, de toute urgence.

Et si le gouvernement n'en a pas le courage, c'est tout simplement, dit-il, parce qu'il existe une collusion entre les forces du nouvel âge - entendez les homosexuels, les drogués, les adeptes de la musique rock, etc. - et une bonne partie des dirigeants des Partis démocrate et républicain. Selon M. La Rouché, ce véritable complot intérieur se double, en Afrique, d'un complot soviétique visant purement et simplement à laisser mourir du SIDA le plus possible d'Africains.

Décadence de Bas-Empire

Exposées de cette manière, les thèses de M. La Rouché paraissent paraitre folkloriques. Embossées dans des articles « scientifiques » publiés dans les nombreux revues du NDPC comme l'« Executive Intelligence Review », il en va tout autrement. Signe que ces thèses ont une certaine audience, en mars dernier, deux candidats du mouvement de La Rouché ont remporté, dans l'Etat d'Illinois, les primaires désignant les candidats démocrates au poste de lieutenant-gouverneur et de secrétaire d'Etat. L'affaire avait alors fait grand bruit (le Monde du 26 mars). Le sénateur de New-York, Daniel Moynihan, avait qualifié La Rouché de « fasciste » et d'« antisémite », non sans avoir reproché aux dirigeants du Parti démocrate de ne pas avoir lancé contre ce personnage une campagne de dénonciation politique plus vigoureuse.

Visiblement, la peur du SIDA aidant, l'impact des thèses de

La Rouché dans la population américaine semble aller croissant. Ne faut-il pas voir dans les récentes décisions de la Cour suprême des Etats-Unis déclarant illégales la sodomie et la félation et du département américain de la justice autorisant les employeurs à licencier une personne atteinte du SIDA s'ils craignent qu'elle ne contamine d'autres employés, une première victoire de M. La Rouché ?

Les milliers de personnes - en majorité homosexuelles - qui, au mois de juin dernier, manifestaient dans les rues de San-Francisco aux cris de « Educate, don't segregate, stop LaRouché », entendait pour leur part réaffirmer leur hostilité à toute forme de mise en quarantaine. Un discours et une manifestation haute en couleur qui, visiblement, n'étaient pas du goût de tout le monde. De passage à Paris, le mardi 5 août, pour présenter le programme du NDPC contre le SIDA, M. Ted Andromedon, un des dirigeants de ce mouvement, estimait que ce défilé avait quelque chose qui tenait « de la fin de l'Empire romain ». En quelque sorte, une manifestation symbolique de la tentative de perversion de la société américaine par « la culture rock » - une « perversion » à laquelle les croisés de La Rouché, profitant de la psychose du SIDA, entendent bien mettre un terme.

FRANCK NOUCH.

URSS

Le ministre du charbon soumis à l'épreuve de la « transparence »

Moscou (AFP). - La télévision soviétique a pour la première fois montré le 6 août un débat parlementaire au cours duquel un ministre a été appelé à répondre à des interpellations de députés critiquant son département.

Le ministre de l'industrie du charbon, M. Mikhaïl Tchichadov, s'est vu reprocher sévèrement la non-exécution du plan et les retards technologiques dans sa branche, lors d'une session conjointe des commissions de l'énergie et des sciences des deux chambres du Soviet suprême.

Le ministre a ensuite pris la parole pour reconnaître « les lenteurs de la restructuration » dans les charbonnages et promettre qu'il ne tolérerait pas le « sabotage des décisions » du vingtième congrès du Parti. Les mineurs « rempliront le plan », a-t-il assuré.

M. Tchichadov a été nommé à la tête du ministère de l'industrie du charbon en décembre dernier après avoir été vice-ministre de 1977 à 1981 puis premier vice-ministre.

Cette première à la télévision va dans le droit fil des directives sur la « transparence » de l'information prônée par le numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev. Le reportage n'a toutefois été diffusé que deux semaines après la tenue de la session, le 23 juillet dernier.

BRÈVES

● Légalité de la liste nationale et autonomiste en Haute-Corse. - Le tribunal administratif de Bastia a débouté, mercredi 6 août, M. Henri Hugues, préfet de la Haute-Corse, de son recours en illégalité visant la liste déposée par les nationalistes corse du MCA et par les autonomistes de l'UPC, dans le cadre de l'élection législative partielle qui aura lieu le 24 août prochain. Le commissaire de la République a en effet saisi la justice, après avoir demandé aux candidats nationalistes et autonomistes de reformuler leur candidature, estimant que leurs noms doivent être écrits en français à l'état civil. Mais le tribunal administratif a jugé que « les prénommes des candidats rédigés en langue corse, dans une orthographe proche de celle de la langue française, ne sont pas de nature à apporter un doute, ni une confusion, sur l'identité exacte des candidats concernés. La simple

traduction en langue corse du prénom des candidats ne saurait être regardée comme un changement de prénom ».

● Cinq attentats à l'explosif à Ajaccio et à Bastia. - Cinq attentats à l'explosif ont été commis, pendant la nuit du mercredi 6 au jeudi 7 août à Ajaccio et à Bastia, dont deux contre des locaux de l'Agence nationale pour l'emploi.

A Ajaccio, peu avant minuit, une première charge a explosé devant l'agence locale de l'ANPE, située parc San-Lazzaro. Peu après minuit, une autre charge a endommagé la devanture du local du centre régional de l'ANPE, parc Sainte-Lucie. Sur place, les enquêteurs ont découvert des traces signées FLNC. Le troisième attentat, à Ajaccio, a été perpétré à 0 h 40 contre un appartement loué à un continental. Enfin, à Bastia, deux explosions se sont produites à 1 h 35, endommageant légèrement l'appartement et la

voiture d'un médecin d'origine corse.

● Décès du doyen des porteurs de cœur artificiel. - M. William Schroeder est mort, mercredi 6 août, à l'hôpital Humana Audubon (Kentucky). Agé de cinquante-quatre ans, il avait été opéré le 25 novembre 1984 par le docteur William DeVries, qui lui avait implanté un cœur de type Jarvik-7.

● Deux jeunes gens assassinés dans le Val-de-Marne. - Deux jeunes gens, Valérie Pagnier, dix-neuf ans, et Jean-Philippe Cubella, vingt ans, demeurant à Juan-les-Pins (Alpes-Maritimes) ont été découverts morts le mercredi 6 août, après avoir été poignardés au domicile d'une amie, M^{lle} Florence Gibaut, 10, allée Georges-Braque à Créteil (Val-de-Marne).

Les deux corps ont été découverts, mercredi à 20 h 45, par Florence Gibaut elle-même, qui hébergeait son amie, Valérie Pagnier,

A B C D F G H

Le Monde
MAGAZINE SPÉCIAL SCIOB
Parution le 15 septembre 1986
Renseignements publicités :
45-55-91-82, poste 4196